

MEMOIRE DE RECHERCHE

LE PAYS EST-IL UN OUTIL EFFICACE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DANS LE CADRE D'UNE ORGANISATION POLYCENTRIQUE DU TERRITOIRE ?

Le cas des pays de la Région Poitou-Charentes

MAGISTERE 3

MASTER 2 « VILLES ET TERRITOIRES »

2005-2006

Tuteur de la recherche : Jean-Paul Carrière, professeur d'aménagement de l'Espace et Urbanisme à l'Université François Rabelais.

SOMMAIRE

Sommaire	2
Remerciements	4
Introduction	5

PARTIE I. LE PAYS, UN OUTIL DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES THEORIQUEMENT EFFICIENT

I. Le pays, un espace pertinent pour le bon développement des territoires en France ?	8
A. L'existence des pays jusqu'à leur consécration juridique	8
B. L'organisation des pays aujourd'hui	10
C. L'évolution juridique des pays	12
D. La perception des pays aujourd'hui	16
II. Le rapprochement entre la perception polycentrique de l'organisation territoriale européenne et la notion de pays	18
A. Une politique régionale européenne désormais axée sur le concept de polycentrisme	19
B. Le pays, un outil qui rejoint les aspirations du SDEC	29

PARTIE II. UNE MOSAIQUE DE PAYS EN POITOU-CHARENTES, SOUTENUS PAR UNE POLITIQUE REGIONALE FAVORABLE A L'INTERCOMMUNALITE

I. Une Région européenne et intercommunale	36
A. Une Région intégrée à l'espace Atlantique	36
B. Une tradition de l'intercommunalité chez les élus locaux et le conseil régional en Poitou-Charentes	39
C. Une Région qui doit composer avec une variété de pays	43
II. La Région Poitou-Charentes, un acteur indispensable en faveur du développement des pays	53
A. Vers une régionalisation du territoire	53
B. La non intégration des pays dans la stratégie de développement régional, au nom de la cohérence territoriale	56
C. Une relation qui reste très forte entre la Région et les pays	57

PARTIE III. DES PAYS, VUS COMME UN OUTIL FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE, EN MARGE DU ROLE JOUE PAR LA REGION ET DE SA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

I. Les pays, des territoires en quête de développement via de multiples partenaires	63
A. Le Département : des politiques départementales très contrastées au sein de la Région Poitou-Charentes	63
B. L'Etat, un acteur encore présent localement	66
C. L'Union Européenne, un partenaire utile mais une action inadaptée pour les pays	67
II. Le développement des pays lié à des facteurs intrinsèques	73
A. La composition de l'équipe travaillant au sein du pays	74

B. La structure porteuse du pays.....	76
C. L'origine des pays	77
D. La prise en compte du jeu politique	78
III. Réflexions sur l'avenir des pays en Poitou-Charentes dans le cadre de la prochaine période contractuelle	78
A. Le conseil régional de Poitou-Charentes, un acteur qui restera un partenaire privilégié.....	78
B. La nécessité de prendre en compte la présence, même relative, des autres partenaires	81
Conclusion.....	84
Bibliographie.....	85
Table des cartes	89
Table des abréviations	90

REMERCIEMENTS

A l'issue de ce travail, je tiens à remercier tout particulièrement M. Carrière, tuteur de cette recherche, pour son soutien et ses conseils.

Je tiens également à remercier la Région Poitou-Charentes et l'IAAT ainsi que les techniciens et les élus du :

- pays de Charente Limousine
- pays de Gâtine
- pays du Haut-Poitou et Clain
- pays de l'Ile de Ré
- pays Loudunais
- pays Rochefortais
- pays des Six Vallées

qui ont eu la gentillesse de m'accueillir et de répondre à mes questions.

INTRODUCTION

La question des disparités entre les territoires constitue un des problèmes majeurs de l'aménagement, problème commun à plusieurs échelles territoriales.

Depuis près d'un demi-siècle, l'Europe s'efforce d'y répondre, sans avoir réellement trouvé jusqu'à présent une solution. Aussi, les Etats membres ont signé en 1999 le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire. Ce document vise à mettre en œuvre un développement spatial équilibré, afin de réduire entre autre les nombreuses disparités relevées entre les régions d'Europe, notamment entre la ville et la campagne. Il vient contrer l'actuel mode d'organisation territoriale en proposant un développement polycentrique du territoire, à l'échelle de l'Union Européenne.

La France, un des Etats à l'origine du SDEC cherche à mettre en place une organisation polycentrique sur le territoire national. Dans cette perspective, certains s'attachent à penser que les pays, forme d'intercommunalité relativement récente, s'inscrivent dans une vision polycentrique de l'organisation territoriale.

En effet, le pays a été conçu afin de favoriser le développement du territoire qu'il recouvre. Il vient renforcer l'action locale, en cherchant notamment à valoriser les atouts du territoire ainsi qu'en aidant les communes et les Etablissement Publics de Coopération Intercommunale à répondre à certains problèmes ou à mettre en place des projets, dont l'ampleur dépasse leurs périmètres d'actions.

S'ils ne constituent pas une nouvelle strate administrative avec les avantages et les inconvénients que cela implique, force est de constater que les pays remportent un certain succès car ils sont généralement perçus comme étant un outil de développement pour le territoire, par les acteurs locaux. Un indice significatif de cette réussite est le maillage progressif de l'espace français par les pays. En 2005, on comptait 344 pays en France.

Toutefois, il existe bien souvent une différence entre le discours théorique et l'observation du terrain.

Aussi, l'on peut se demander si les pays constituent réellement un outil suffisamment efficace pour assurer le développement du territoire. Il s'agit de savoir s'ils répondent aux missions

qu'ils leur ont été attribuées de manière générale et s'ils contribuent à réduire les disparités territoriales.

Les pays naissent et évoluent dans un contexte de décentralisation, l'Etat poussant les Régions à s'affirmer sur le devant de la scène, notamment dans le domaine de l'aménagement.

Selon les Régions, ces dernières développent des politiques plus ou moins favorables aux pays. Néanmoins, quel que soit le degré d'intervention des Régions auprès d'eux, elles constituent un acteur incontournable pour cette structure intercommunale. Elles sont en effet un des principaux financeurs des pays. De plus, elles doivent répondre à l'objectif fixé par la politique nationale d'aménagement qui est d'assurer un développement équilibré de l'ensemble des territoires régionaux. Dès lors, les Régions et les pays sont deux acteurs qui ne peuvent mutuellement s'éviter.

Par conséquent, l'on peut supposer que les pays peuvent difficilement constituer un outil de développement sans l'intervention régionale. Afin d'optimiser cet outil et dans le souci d'une organisation polycentrique du territoire à une échelle plus large, les Régions doivent être intégrées à la stratégie de développement établie par le conseil régional. Plus précisément, ils doivent être associés en amont à cette stratégie afin que leurs idées, leurs propositions de développement pour le territoire soient mieux prises en compte. Le pays représente une échelle territoriale capable de faire remonter les réalités locales. De plus, cette démarche serait tout à fait bénéfique pour les pays car ils feraient l'objet d'une écoute attentive de la part de la Région, permettant à cette dernière de mieux appréhender les caractéristiques, les difficultés et les évolutions des territoires qui la composent, et de pouvoir ainsi mettre en œuvre une stratégie de développement adaptée.

La démonstration qui suit tentera de répondre à cette hypothèse. Elle implique avant tout de préciser les notions de pays et d'organisation polycentrique du territoire (Partie I).

Par ailleurs, cette recherche s'appuiera sur l'étude des pays en Région Poitou-Charentes. Cette Région présente un double intérêt. Tout d'abord, il s'agit d'un territoire intégré à l'espace Atlantique, participant dès lors à l'application du Schéma de Développement de l'espace Atlantique, document décrivant des principes identiques à ceux du SDEC. Par ailleurs, cette Région est presque entièrement couverte par les pays et les soutient depuis environ 30 ans. Aussi, il sera intéressant de comprendre cette politique, d'analyser son degré d'intervention auprès des pays et d'étudier les conséquences sur le développement de ces derniers (Partie II).

Toutefois, celui-ci n'est pas entièrement déterminé par la Région. Bien qu'elle restera un partenaire privilégié pour les pays dans les années à venir, ils peuvent participer au développement du territoire grâce à des choix stratégiques propres à leurs structures ainsi qu'à leurs capacités à créer des partenariats (Partie III).

PARTIE I. LE PAYS, UN OUTIL DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES THEORIQUEMENT EFFICIENT

Depuis près d'un demi-siècle, les Etats de la Communauté Economique Européenne puis de l'Union Européenne ont cherché à lutter contre les disparités territoriales et à valoriser la variété et à la richesse des espaces qui les composent. Aussi, l'Union Européenne cherche à modifier l'actuelle organisation territoriale basée sur un modèle centre-périphérie pour le remplacer par un modèle plus durable, caractérisé par une organisation polycentrique du territoire.

De ce concept découlent de multiples interprétations. Toutefois, la France ayant opté pour l'application future de ce modèle, on remarque en parallèle la multiplication de structures intercommunales comme les pays et les agglomérations sur le territoire national.

Sans pour autant établir un lien direct de cause à effet, la présence croissante des pays et des agglomérations ont malgré tout un rapport avec le choix national fait en faveur d'une organisation polycentrique du territoire européen.

Ainsi, nous tenterons de mieux comprendre le rôle des pays en France et nous essaierons de le mettre en rapport avec le choix européen d'une organisation polycentrique de son espace.

I. LE PAYS, UN ESPACE PERTINENT POUR LE BON DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES EN FRANCE ?

En 1995, le législateur est finalement intervenu pour officialiser l'existence des pays, un phénomène existant depuis de nombreuses années.

En lui conférant un cadre juridique, le pays est peu à peu considéré comme une échelle pertinente pour favoriser le développement des territoires locaux. Toutefois, la démarche de création et le fonctionnement du pays ne se déroulent pas sans difficultés, mettant en exergue les limites de la loi.

A. L'EXISTENCE DES PAYS JUSQU'À LEUR CONSECRATION JURIDIQUE

Le pays n'est pas un phénomène récent. S'il existait bien avant sa consécration juridique, il n'avait pas la même signification qu'aujourd'hui. Ainsi, à l'origine, le pays se définit comme étant la campagne liée à la ville. Celle-ci est en quelque sorte l'espace physique dominant

celui de la campagne. Le périmètre du pays était par conséquent déterminé par rapport aux activités de la ville, suffisamment petit pour faciliter les déplacements des citoyens. Rôle secondaire, le pays constitue dès lors un espace d'intervention pour la ville (fiscale, judiciaire, militaire...) mais inversement permet aux ruraux de trouver en milieu urbain un espace de liberté, un marché du travail.

Certains pays se sont aussi naturellement formés autour d'une identité locale et ont conservé ce caractère que l'on observe encore aujourd'hui, comme le pays basque.

Par la suite, dans les années 1970, des contrats de pays ont été conclus entre des établissements publics régionaux et des territoires de tailles variables. Au cours de la décennie suivante, on observe la constitution de pays touristiques, autour d'un projet touristique.

Ainsi, la notion de pays préexistait à sa reconnaissance législative propre (introduite par la loi du 4 février 1995).

La création des pays a été justifiée, les politiques publiques nationales ne prenant pas assez en compte ou ne s'adaptant pas suffisamment aux caractéristiques des territoires locaux.

Afin de mieux appréhender les difficultés territoriales, les caractéristiques économiques et sociales locales, il est apparu pertinent pour le législateur d'intervenir et de créer des « *territoires de projet* » par l'intermédiaire du pays. La création des pays s'inscrivait à l'époque et aujourd'hui encore, dans cette volonté de respecter la diversité des territoires et de reconnaître le droit à la différence entre les territoires.

Dans cette logique, la démarche des pays se veut ascendante ; elle doit émaner d'une démarche collective, en favorisant le partenariat et la concertation entre tous les acteurs concernés (société civile, associations, entreprises, collectivités locales...).

La création des pays intervient alors que les communes ou les cantons connaissent leurs limites en terme de développement. La politique locale n'est plus vraiment communale mais intercommunale, avec les communautés de communes, les communautés d'agglomération et les pays. Afin de mettre en place des projets de territoire ou de résoudre des problématiques territoriales dépassant sa capacité d'actions, la commune a laissé la place aux communautés de communes et de plus en plus aux pays. En effet, les pays permettent de « *surmonter l'individualisme communal* »¹ et de concentrer les financements en évitant le saupoudrage financier.

¹ M. Kotas, 1998

Les enjeux résultant de la mise en œuvre de ces « *communautés de projets* » sont très ambitieux. Aussi, la création des pays s'inscrit dans le souci d'assurer un développement équilibré du territoire national, tout en œuvrant pour l'égalité des conditions de vie et en tentant de restaurer la cohésion sociale entre les territoires. Cependant, ces derniers recouvrent des réalités très différentes ce qui complexifie le cheminement pour atteindre ces objectifs généraux. Ainsi, certains territoires s'appauvrissent et se désertifient en faveur de territoires plus dynamiques, moins ruraux (notamment les territoires situés sur la « diagonale du vide »). Dans cette perspective, le législateur est intervenu pour la première fois en 1995.

B. L'ORGANISATION DES PAYS AUJOURD'HUI

Le pays ne constitue en aucun cas une nouvelle strate administrative. Il s'agit d'un territoire de projets, d'une échelle a priori pertinente de développement local, fédérant plusieurs communes ou Etablissements Publics de Coopération Intercommunale associant à son projet de développement des partenaires aussi variés que possible (publics et privés) dans un souci de « *cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale* »² du territoire. La création des pays reste soumise à la rédaction d'une charte de développement autour d'un projet de territoire, d'un contrat ou de plusieurs contrats et de la mise en place d'un conseil de développement.

1. La charte de développement durable

Elle fixe les priorités et objectifs de développement du pays. Elle constitue le document stratégique du territoire. Tout en s'inscrivant dans une logique de développement durable, la charte comprend par ailleurs un diagnostic reprenant les atouts et les faiblesses du territoire, des éléments cartographiques, des propositions d'actions, de la prospective...

Conformément à l'esprit de démarche collective, la charte doit être connue des acteurs du territoire notamment de la population (en organisant des réunions publiques...), afin de favoriser l'appropriation du projet de développement du pays par celle-ci. La charte est ensuite approuvée par les communes ou les EPCI.

² Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire du 4 février 1995

2. Le conseil de développement

« *Le conseil de développement s'organise librement* » ; les membres du conseil sont d'origines diverses et ne se limitent pas aux acteurs institutionnels ou traditionnels : les élus peuvent intégrer le conseil mais le plus intéressant est d'y associer les acteurs locaux (chambres consulaires, acteurs économiques, associatifs, culturels...). Le conseil se divise en commissions thématiques ; chaque groupe intervient dans la réalisation de la charte, de même que chacun peut émettre des propositions d'actions. Il a un pouvoir d'auto saisine et est compétent pour faire des appels à projets auprès de porteurs d'initiatives locales. Au-delà de ces compétences, le conseil de développement doit avant tout développer des partenariats, créer des liens et communiquer avec tous les acteurs susceptibles d'intervenir plus ou moins directement sur le pays.

3. Les contrats

Les pays peuvent passer deux types de contrat. Ils peuvent contractualiser avec l'Etat dans le cadre du contrat de pays. Aussi, ils peuvent signer un contrat avec leur Région de rattachement à travers le contrat de territoire.

Ces deux contrats peuvent se superposer toutefois, ils doivent dans leur contenu assurer l'application de la charte de développement durable. En Poitou-Charentes, les pays qui ont élaboré cette charte ont automatiquement contractualisé avec la Région et une grande majorité d'entre eux ont signé un contrat de pays avec l'Etat (18 au total).

De manière générale, le contrat permet à la Région ou à l'Etat de territorialiser les politiques publiques et ainsi de les adapter à la réalité locale.

Par ailleurs, il offre un cadre de coordination des actions, légitimées par le projet de territoire du pays.

De tels contrats permettent de mobiliser des fonds nationaux dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région ou encore européens. D'autres crédits sont mobilisables auprès de la Région ou du Département selon leur degré d'implication dans la politique intercommunale.

D'autre part, le contrat limite les imprévus pouvant porter atteinte au développement du territoire en garantissant l'alimentation et la programmation du budget tout au long de la durée du contrat.

Ainsi, le contrat officialise, légitime le projet de territoire et garantit aux pays une certaine stabilité pour la mise en œuvre de ce projet sur la période d'exécution du contrat.

C. L'ÉVOLUTION JURIDIQUE DES PAYS

Cette présentation de l'évolution juridique des pays en retrace ses grandes phases.³

1. La création officielle des pays par la LOADT du 4 février 1995

La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT dite loi Pasqua) du 4 février 1995 est la première loi introduisant la notion de pays. Cette intervention du législateur est la marque d'une prise de conscience que la commune ou le canton a de plus en plus de difficultés à répondre aux besoins de la population.

Ainsi, la création des pays au sens juridique du terme, traduit le souci et la volonté de mettre en œuvre un nouvel espace potentiellement capable de répondre à ces besoins. Pour cela il convient de le définir.

Le pays, selon la LOADT, est un espace économique et de solidarité présentant une cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale : *« Lorsqu'un territoire présente une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent ont vocation à se regrouper en pays. »* (Art 22).

Il rassemble par ailleurs plusieurs communes autour d'un projet de développement commun car *« le pays ... constitue le cadre de l'élaboration d'un projet commun de développement durable destiné à développer les atouts du territoire considéré et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural. Ce projet prend la forme d'une charte de développement du pays. »* (Art 22). Cet article fait finalement référence à la solidarité entre la ville et la campagne en précisant que le pays joue un rôle à travers le projet de développement dans le partenariat entre milieux urbain et rural.

La création de pays sous la loi dite Pasqua a remporté un certain succès notamment en raison de leur souplesse de création et d'organisation, afin de favoriser les démarches ascendantes de projets de territoires. Elle a aussi permis de donner des éléments de cadrage pour la constitution et l'organisation des pays. Ceux-ci restent toutefois flous – malgré l'intitulé pourtant très clair du titre II de la loi qui est *« De l'organisation et du développement des »*

³ Une version sous forme de tableau est placée à l'annexe n° 1

territoires: des pays et des agglomérations » - , notamment en ce qui concerne l'organisation juridique des pays car « les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés définissent librement les modalités d'organisation du pays » (Art 22). Il peut s'agir d'une association de type loi 1901 ou d'une autre forme d'organisation, même si celle du syndicat mixte est sur le terrain la plus adéquate. Il en va de même avec la création des conseils de développement, où « les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ou les communes organisent librement un conseil de développement, comprenant notamment des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs du pays » (Art 22).

En outre, le périmètre du pays est défini très succinctement puisqu'il « *doit respecter les limites des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre* » (Art 22).

Enfin, la LOADT autorise le pays à contractualiser avec l'Etat, la Région ou encore le Département mais ils devront « *coordonner leurs actions et faire converger leurs moyens en vue de la réalisation de la charte de développement du pays* » (Art 22). Cette contractualisation est complétée par la mise en place d'un Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire et qui sera utilisé, d'après l'article 33, dans le cadre de « *la restructuration de zones minières, de délocalisations d'entreprises, à l'aide aux initiatives locales pour l'emploi, au développement de la montagne et à l'aménagement rural* ».

Cette intervention du législateur est quelque peu légère, toutefois, elle marque pour la première fois la reconnaissance de la diversité des territoires.

Alors qu'elle cherche à mettre en place une cohérence entre les territoires par le biais des pays, la loi cadre peu les conditions pour assurer cette cohésion. D'ailleurs, un certain nombre de pays ont été créés sans véritablement présenter une cohésion géographique, économique ou culturelle mais plutôt par intérêt financier ou parce qu'en situation défensive par rapport à une agglomération. Par conséquent, cette souplesse souhaitée par le législateur a peut-être été trop développée, car elle s'est retournée contre lui avec la création de pays sans véritable vécu commun, sans cohésion réelle. Sans chercher à créer des pays identiques, quelques éléments de cadrage supplémentaires ont fait défaut.

2. La notion de pays réaffirmée et complétée par la LOADDT du 25 juin 1999

La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADDT dite loi Voynet) du 25 juin 1999 réaffirme la notion de pays et va la compléter. Elle rappelle la nécessité pour le pays de présenter une certaine cohésion mais supprime la notion de bassin de vie ou d'emploi pour la constitution du pays : « *Lorsqu'un territoire présente une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, il peut être reconnu à l'initiative de communes ou de leurs groupements comme ayant vocation à former un pays.* » (Art 25).

Elle conserve la mise en place d'un projet de développement du pays concrétisé par une charte de développement durable. Y est associé le conseil de développement, lequel garde la liberté de s'organiser comme il le souhaite. La loi précise simplement (comme sous la LOADT) qu'il devra être composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs.

Quant à l'organisation de la structure interne du pays, celle-ci doit prendre la forme de l'EPCI, d'un syndicat mixte ou d'un groupement d'intérêt public de développement local pour que le pays bénéficie d'un contrat particulier en application des CPER : « *... les communes et les groupements de communes qui constituent le pays devront, sauf si le pays est préalablement organisé sous la forme d'un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intégrant l'ensemble des communes inscrites dans son périmètre, soit créer un groupement d'intérêt public de développement local, soit se constituer en syndicat mixte.* » (Art 25).

Par ailleurs, la loi a retouché la notion de périmètre. Ainsi, il y a deux étapes dans la définition du périmètre du pays. La première consiste en la mise en place d'un périmètre d'études, le temps de l'élaboration de la charte, puis par la définition d'un périmètre définitif une fois la charte approuvée entre les communes du futur pays. La notion de périmètre s'est complexifiée, plus lourde désormais que sous la LOADT, d'autant qu'à chaque étape de la définition des périmètres, la LOADDT impose la consultation pour avis simple de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale, du préfet de Département, des

Conseils Général et Régional et enfin pour avis conforme, la Conférence Régionale d'Aménagement et de Développement du Territoire.

Afin d'éviter la constitution de pays « par intérêt », la loi crée le contrat de pays. Celui-ci va permettre de territorialiser les politiques publiques et de les adapter à des contextes spécifiques, de faire participer les différents acteurs du territoire dans une logique d'action collective, de mettre en place un cadre pour permettre aux différentes institutions de discuter et de s'organiser. L'objectif est de conférer au projet une bonne dynamique et de lui assurer un certain succès.

Enfin, elle rappelle le rôle du pays dans sa relation solidaire entre milieux urbain et rural en ce que « *la charte... vise à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural* » (Art 25).

La loi dite Voynet cherche à développer une démarche qualitative dans la création et le fonctionnement des pays. Dans cette perspective, elle va renforcer la procédure de création des pays. Cette loi a permis de conforter le cadrage organisationnel des pays et de relancer la dynamique de création de pays en France.

3. La simplification de création des pays, par la loi urbanisme et habitat du 2 juillet 2003

La dernière intervention législative notable pour les pays date du 2 juillet 2003 avec la loi urbanisme et habitat. Elle vient modifier la LOADT de 1995 par son article 95. Elle réaffirme la notion de cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, de charte de développement durable autour d'un projet durable de développement, la nécessaire solidarité entre « *la ville et l'espace rural* » et conserve le conseil de développement ainsi que le principe de contractualisation. Elle réintroduit toutefois la notion de bassin de vie ou d'emploi lorsqu'elle rappelle la cohésion du pays. Cependant, cette loi a principalement eu pour effet de simplifier la création des pays d'un point de vue administratif. Elle a simplifié les modalités d'organisation du pays en n'imposant plus la constitution d'un groupement d'intérêt public de développement local par exemple. Elle a aussi supprimé le périmètre d'étude imposé sous la loi Voynet ainsi que le passage devant la CRADT (pour l'avis conforme) et de

la CDCI (pour un avis simple) pour finalement ne procéder qu'à une seule étape de reconnaissance du périmètre du pays.

Par ailleurs, la loi met en lien le Schéma de Cohérence Territoriale et les pays, dans un souci de cohérence territoriale. Ainsi, « *lorsque le périmètre d'un projet de pays recouvre en tout ou partie celui d'un schéma de cohérence territoriale approuvé, le projet de pays tient compte du projet d'aménagement et de développement durable de ce schéma* » (Art 95).

La loi urbanisme et habitat a, elle aussi relancé la création de pays à l'instar de la LOADDT.

D. LA PERCEPTION DES PAYS AUJOURD'HUI

Il s'agit dans le cas présent de mieux comprendre les pays, au-delà de leur simple définition juridique. Les pays sont perçus de différentes manières, par les habitants, les élus, les chercheurs.

La recherche du territoire pertinent et plus précisément celle du pays est omniprésente. La loi considère que le pays constitue un niveau territorial pertinent dès lors qu'il présente une cohésion économique, sociale, géographique et culturelle à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi. Or, cette quête représente un enjeu majeur pour le territoire car en constitue son socle pour la définition et la mise en œuvre de ses projets futurs. Une des difficultés principales est de s'affranchir des limites administratives. Aussi, la pertinence d'un territoire n'est pas calquée sur les limites administratives car elles sont en inadéquation avec les espaces de vie des habitants. Les pays situés par exemple en frontière de Département ou de Région s'identifient aussi bien, si ce n'est parfois plus, au territoire voisin relevant pourtant d'une entité administrative différente (le pays de Charente Limousine situé en limite de la Région Poitou-Charentes s'identifie aussi à la Région frontalière qu'est le Limousin). La construction d'un territoire pertinent n'est plus à justifier pour le bon développement des territoires. Toutefois, sans négliger cet aspect, ne serait-ce pas non plus et surtout la capacité des acteurs à coopérer et à travailler les uns avec les autres qui influencerait plus largement le bon développement des territoires ? Il semble évident que la volonté de travailler ensemble, d'échanger, facilite l'élaboration et la réalisation de projets sur un territoire car certains « obstacles », qu'ils soient politiques, géographiques etc. sont alors dépassés. C'est d'ailleurs dans cette perspective que la loi impose aux pays et aux agglomérations d'être solidaires et de développer un partenariat entre eux. Il existe une multiplicité de relations entre ces deux entités. Leur lien peut tout d'abord être solidaire pour des raisons identitaires ; les liens culturels et historiques sont forts. Il peut aussi être basé sur la relation centre/bassin de

vie avec une ville centre et un bassin de vie bien identifié, où les citoyens ont besoin de l'espace rural. Aussi, la relation peut être plus critique avec l'existence de conflits de périmètres, d'enjeux de territoires, de contrats etc.

Dès lors, la lecture du territoire en est plus que confuse. Le pays s'ajoute aux autres échelons déjà existants et accentue l'illisibilité du territoire pour la population. Les habitants identifient désormais la communauté de communes mais peu le pays. S'ils en connaissent l'existence, ils ignorent généralement son rôle et les missions qui lui sont octroyées. Pourtant, il fait l'objet d'enjeux politiques, de « conflits de pouvoir » alors même qu'il ne constitue pas un nouvel échelon administratif.

Au-delà du simple fait que le législateur encourage la création de pays et en marge de ces analyses, l'intérêt du pays est multiple. Il serait inexact d'affirmer que tous les pays créés jusqu'à aujourd'hui émanent de la simple volonté des acteurs d'élaborer ensemble des projets de développement du territoire, excluant tout intérêt d'ordre financier. Cependant, ne serait-ce que par sa simple existence, le pays amène les acteurs locaux à réfléchir sur l'avenir de leur territoire, sur son identité, ses caractéristiques, sur les projets qu'il serait pertinent de mettre en place.

La possibilité de prendre des initiatives localement permet de valoriser les ressources locales, de mettre en exergue la diversité des territoires tout en évitant leur enclavement. Cette démarche ascendante, adéquate pour s'adapter à la réalité locale et pour répondre à des problèmes liés aux territoires par les acteurs locaux, permet de traiter de façon différenciée les territoires, sans pour autant porter atteinte à l'unité de la nation, principe inscrit dans la constitution française.

Théoriquement et surtout juridiquement, tout laisse à penser que le pays est un outil efficace de développement des territoires. Néanmoins, en poussant quelque peu la réflexion, des obstacles pratiques se lèvent face à cela, sans forcément remettre en question totalement l'utilité du pays dans le développement des territoires. Il est en quelque sorte un espace plutôt banal en ce sens qu'il est un lieu de « *proximité des hommes* », un « *espace quotidien* »⁴. Pourtant, mettre en place un pays implique de réfléchir à la construction d'un territoire. Il faut tenir compte de divers facteurs qu'ils soient politiques, économiques, sociaux et de les

⁴ Article de Roland Pourtier sur « Les âges de la territorialité » dans l'ouvrage dirigé par B. Antheaume et F. Giraut dans « Le territoire est mort, vive les Territoires », paru en 2005 aux éditions IRD.

replacer dans un contexte de mondialisation, où les mobilités se multiplient, s'étendent et où les territoires sont en concurrence.

« La production contemporaine des territoires locaux n'obéit donc plus exclusivement à l'encadrement administratif du territoire national d'un côté et à la gestion des services publics municipaux de l'autre, mais plutôt à une logique de recherche de territoires multifformes du développement, au sens d'espaces de mobilisation des différents acteurs potentiels du développement autour d'un projet. »⁵

L'intercommunalité en France constitue un des modes d'organisation du territoire. Elle est régulièrement repensée par le législateur et fait l'objet de discussions entre les acteurs locaux. Cette volonté d'impulser une dynamique de développement à l'échelle locale et de réduire les déséquilibres entre les Régions de France, se retrouve à une échelle plus large et plus précisément européenne.

II. LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA PERCEPTION POLYCENTRIQUE DE L'ORGANISATION TERRITORIALE EUROPEENNE ET LA NOTION DE PAYS

L'Union Européenne a lancé une réflexion sur la façon d'organiser le territoire européen. Le modèle actuel de fonctionnement du territoire correspondant au schéma centre-périphérie présente des lacunes en ce qu'il laisse en marge de développement, les zones peu actives et peu développées en termes économique et social. C'est pourquoi elle a choisi d'appliquer un modèle de développement correspondant à une vision polycentrique du territoire, plus équitable. A cet effet, elle a réalisé un document visant à aider les Etats membres pour la mise en place d'une organisation polycentrique sur leur territoire, portant le nom de Schéma de Développement de l'Espace Communautaire. Le SDEC est par ailleurs souvent associé aux pays en France, considérés par certains comme étant la traduction de ce document européen.

⁵ B. Antheaume, F. Giraut, 2005

A. UNE POLITIQUE REGIONALE EUROPEENNE DESORMAIS AXEE SUR LE CONCEPT DE POLYCENTRISME

1. L'organisation territoriale actuelle de l'Union Européenne

a. Une organisation basée sur le modèle centre-périphérie

A la suite de la création de la CEE, l'Europe s'est progressivement développée en s'appuyant sur un modèle de concentration des activités, des services, des sièges sociaux de multinationales, des « pouvoirs » économiques, politiques... au cœur d'espaces densément peuplés du territoire européen. Ces espaces sont composés de villes en général d'influence internationale. Ils correspondent au centre géographique de l'Union Européenne délimités ainsi par Londres, Paris, Milan, Munich et Hambourg. Cette portion de territoire, plus connue sous le terme de « pentagone » constitue l'espace de décision pour l'ensemble de l'Union Européenne. Les atouts d'un tel modèle se limitent uniquement à l'espace que constitue le pentagone. Celui-ci regroupe 7/10^{ème} du pouvoir européen, concentre les niveaux de salaire les plus élevés, représente 40% de la population communautaire, contrôle l'essentiel des flux d'hommes, de capitaux, d'informations, de marchandises.

Les zones périphériques composent le reste du territoire de l'Union. Elles bénéficient plus ou moins de l'influence des activités du centre selon leur position géographique par rapport à celui-ci. Ces zones sont moins denses, moins riches, plus enclavées, voire dominées ou délaissées pour certaines d'entre elles.

La lecture de l'espace européen est dès lors très lisible, représenté par une région centrale, secondée par un espace périphérique, lequel n'a d'existence que par rapport au centre.

L'intérêt majeur d'un tel modèle est sa simplicité. Cependant, les limites de ce modèle sont présentes et se font ressentir.

b. Un modèle qui montre ses limites

Si ce modèle s'est développé après la création de la CEE, les évolutions économiques et sociétales ont évolué, remettant en cause le modèle statique centre-périphérie.

Ce modèle a tout d'abord vécu les élargissements successifs du territoire. La superficie de l'Union s'est accrue et va continuer de s'accroître pour accueillir deux nouveaux pays d'ici à

2007, passant ainsi à 27 pays au sein de l'Union Européenne. Dès lors, le centre géographique de l'Union se déplace progressivement vers l'Est de l'Allemagne et les richesses culturelles, historiques et autres se diversifient. Si le pentagone est un « monstre puissant » et constitue un moteur à l'échelle mondiale, il n'est pas représentatif de l'ensemble de l'Union Européenne et joue un rôle exclusif par rapport aux zones périphériques. Avec les élargissements, les écarts de Produit Intérieur Brut entre les régions se sont amplifiés entre autre avec les Pays récemment entrés dans l'Union Européenne.

Par ailleurs, les phénomènes de mondialisation, d'effacement des frontières au sein du marché unique, l'essor des réseaux (aussi bien de villes, d'entreprises...) constituent des enjeux qui amènent à réfléchir sur la mise en place d'une réelle stratégie de développement du territoire à l'échelle de l'Union Européenne. Les enjeux sont apparus progressivement et s'intensifient, ils touchent notamment les réseaux qui se multiplient et ne concernent pas uniquement le centre de l'Union Européenne mais aussi les zones périphériques. Les données (économiques, sociales...) de l'Union, des Etats membres, des régions ont évolué et impliquent d'être réorganisées sous un schéma spatial différent que celui de centre-périphérie.

Ces premières évolutions rendent difficiles la gestion du territoire par la seule institution « gouvernementale » européenne, basée à Bruxelles.

De plus, un tel modèle qui centralise tout géographiquement emporte deux conséquences : dans un premier temps, il s'agit d'une mission assez lourde à gérer pour les décideurs et dans un second temps, il sous-estime les capacités des villes et espaces situés en périphérie à participer à la vie décisionnelle, particulièrement économique, de l'Union Européenne. Ainsi, se pose la question d'intégrer un système de gouvernance, thème auquel les acteurs sont de plus en plus sensibles et sensibilisés et qui ne peut s'appliquer avec un unique centre de décision. Toutefois, appliquer le principe de la gouvernance nécessite de réfléchir à l'articulation entre les différents niveaux décisionnels. En effet, la gouvernance fait intervenir une variété d'acteurs, à plusieurs échelons territoriaux dont il implique d'en réussir l'articulation pour qu'elle soit efficace. De plus, cela demande une connaissance précise des rôles de chaque acteur et éventuellement de procéder à une redéfinition des compétences des Etats membres et de leurs collectivités territoriales (art 5 Traité de l'UE).

Ainsi, un modèle comme le modèle centre-périphérie ne tend pas vers une égalité des territoires. Même si celle-ci reste idéaliste, l'organisation du territoire telle qu'elle est

souhaitée dans le Traité de Rome puis les Traités suivants, ne cherchent pas à se diriger vers le modèle que l'on connaît actuellement. En effet, le Traité de Rome souhaite que les Etats membres puissent « *renforcer l'unité de leurs économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des régions les moins favorisées* ». De même, le Traité d'Amsterdam (1997) préconise une organisation du territoire de façon à favoriser la « *cohésion économique et sociale et la solidarité entre les Etats membres* » (art 2). En 2002, la version consolidée du Traité instituant la Communauté Européenne poursuit en ce sens, en rappelant la nécessité d'assurer « *la cohésion du territoire* » (art 16). L'objectif est d'arriver à résorber les déséquilibres économiques et sociaux pour l'essentiel entre les différentes régions de l'Union Européenne. L'application du modèle telle qu'elle l'a été les années suivantes s'est révélée être en inadéquation avec les objectifs du Traité puisque le modèle centre-périphérie a contribué à creuser les inégalités de développement entre les différents territoires régionaux, parfois même entre les Etats de l'Union Européenne et où seules quelques villes peuvent participer à l'économie mondiale. De plus, réussir à réduire les disparités territoriales nécessite qu'en amont les politiques soient cohérentes entre elles. Or à l'heure actuelle, les politiques communautaires sont surtout sectorialisées, compartimentées et manquent de transversalité.

Le modèle centre-périphérie contribue à une hiérarchisation socio-spatiale de plus en plus inégalitaire et où le développement durable est par conséquent remis en cause. La cohésion économique et sociale ainsi que la solidarité entre les territoires, éléments de développement durables, sont mises à l'épreuve. Les zones périphériques sont les plus touchées par ces inégalités de développement aussi bien économiques que sociales, pourtant majoritaires en terme de poids démographique.

Cette logique de puissance, incarnée par le « pentagone », ne correspond plus aujourd'hui aux évolutions et attentes du territoire de l'Union Européenne des 25. Ce constat implique de réfléchir à une refonte de l'organisation territoriale à l'échelle d'un territoire, bien vaste, qu'il convient de réaliser.

Malgré cela, ce scénario reste le scénario tendanciel pour les années à venir⁶. En effet, la perspective d'un scénario différent de celui basé sur le modèle centre-périphérie n'est pas évidente et sa mise en œuvre relèverait d'une véritable volonté d'évolution de l'organisation

⁶ G. Baudelle, B. Castagnède, 2002

du territoire. De plus, l'aménagement du territoire est une discipline toujours exclue des compétences officielles de l'Union Européenne, représentée pourtant par un conseil, informel toutefois. Néanmoins, on remarque plusieurs interventions dans les politiques publiques, relevant de cette discipline. Ainsi, l'Union Européenne a réalisé le SDEC signé en 1999 par le conseil informel de l'aménagement du territoire. Cependant, l'Union Européenne a choisi une voie d'évolution de son territoire dans le long terme qui va à l'encontre du scénario tendanciel. Ce choix consiste en la mise en place progressive d'une organisation polycentrique du territoire européen.

2. Une nouvelle politique régionale axée sur le polycentrisme

a. Le concept de polycentrisme, un modèle qui a ses chances de développement

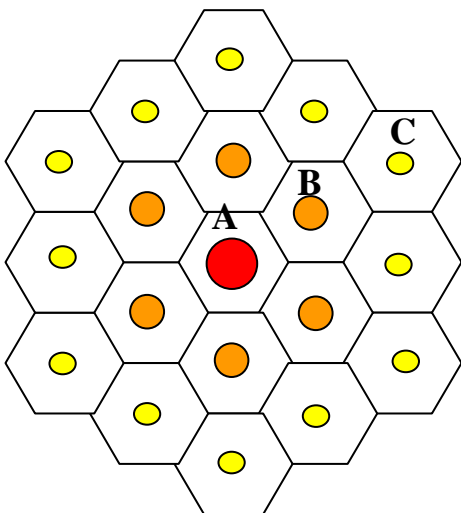


Schéma de la théorie des places centrales

Le concept de polycentrisme est apparu à la suite de la théorie des places centrales de Christaller, née dans les années 1930. D'après W. Christaller, il existe une hiérarchie entre les villes qui s'installe selon les niveaux de services qu'elles offrent. Ainsi, la « place centrale » (A) qui détient la plus grande quantité de services sur un territoire donné, la met à disposition d'autres places centrales moins importantes (B). Ces dernières agiront de même auprès d'autres places centrales encore moins bien dotées en services (C). Ce schéma se reproduit, s'éloignant progressivement de la place centrale la plus

importante. Ainsi, à partir de cette théorie basée sur l'offre et la demande de services, Christaller en a dégagé l'existence d'une véritable hiérarchie urbaine, dont le concept de polycentrisme s'inspire largement.

Le polycentrisme a fait l'objet de plusieurs définitions, a été interprété de différentes manières par les Etats membres. Ainsi, la notion de polycentrisme étant floue et dépourvue de définition unique, elle a fait l'objet d'un rapport qui a permis d'apporter des éléments de précision (le rapport ORATE 1.1.1). Il précise que le polycentrisme présente deux aspects complémentaires. Le premier fait référence à la morphologie du territoire, plus

spécifiquement urbaine, en termes de taille et de répartition des villes. Le second traite des liens entre ces villes, des flux, des réseaux. Par conséquent, le polycentrisme regroupe à la fois une dimension statique mais aussi une dimension plus dynamique, avec les relations établies entre les zones urbaines.

Dès lors, on retrouve une situation polycentrique dans deux cas notamment. Le premier cas se situe à l'échelle nationale ou européenne, lorsqu'aucune ville n'exerce de domination sur les autres mais au contraire quand un réseau urbain est formé de villes de différents niveaux, hiérarchisées entre elles. Naturellement, certaines de ces villes sont plus attractives, plus dynamiques que d'autres mais elles ont pour intérêt de stimuler les villes de second rang.

La deuxième situation intervient à une échelle régionale ou plus locale. A ce niveau, les villes sont capables de développer des fonctions complémentaires et de coopérer entre elles, sans se placer dans une situation de concurrence malsaine.

Par ailleurs, certains éléments favorisent la mise en place d'une organisation polycentrique dans un système urbain national donné. Ainsi, en dehors du fait qu'il ne peut y avoir de domination d'une ville sur une autre, il est préférable que les villes soient réparties de façon homogène sur le territoire plutôt que concentrées (cette préconisation relève de la morphologie même du territoire). A ce titre, il convient de nuancer favorablement ce propos en ce que le potentiel de polycentricité d'un territoire serait plus important, dès lors que les villes sont proches les unes des autres. En effet, d'après le rapport 1.1.1 de l'ORATE, la « *proximité morphologique* » des villes encourage à développer la coopération, avec une distribution des fonctions entre celles-ci. Aussi, afin d'éviter le système monocentrique, il importe de développer des liens entre les villes et de rendre les villes principales les plus accessibles possibles vis-à-vis des zones urbaines secondaires.

Ces premières bases, posées par le rapport 1.1.1 de l'ORATE, confirment la volonté de proposer une alternative au modèle centre-périphérie et de contrebalancer le « pentagone », en construisant des systèmes urbains tels que développés ci-dessus.

b. Un modèle polycentrique théoriquement plus viable que le modèle centre-périphérie ?

Le polycentrisme a pour objectif principal de tendre vers un développement spatial équilibré et durable du territoire. En conséquence, il convient de réduire au maximum les inégalités territoriales et de proposer des solutions durables.

Ainsi, dans le cadre d'une vision polycentrique du territoire, l'observatoire en réseau préconise dans son rapport 1.1.1 des « *types de réseaux urbains équilibrés et multiscalaires* » et de favoriser la coopération entre les zones urbaines. A cet effet, il convient de tenir compte du fait que le polycentrisme mis en œuvre à l'échelle de l'Union Européenne peut parfois s'opposer au polycentrisme situé à l'échelle nationale voire locale. Si l'équilibre spatial peut être atteint à l'échelle du territoire européen, il ne le sera pas nécessairement à l'échelle régionale ou infrarégionale. Le polycentrisme doit être adapté et mis en œuvre à toutes les échelles pour qu'il fonctionne et qu'il soit efficace.

Par ailleurs, ces systèmes de réseaux urbains et de coopération permettent d'intégrer et de désenclaver des espaces périphériques. Aussi, force est de constater aujourd'hui l'émergence de nouveaux pôles urbains et d'un développement des villes moyennes - qui ne sont pas nécessairement intégrés au pentagone -, attractives pour les entreprises en raison de leurs atouts. Ces dernières sont de plus en plus attirées par ces villes plus petites, qui offrent un cadre de vie plus agréable, fuyant ainsi les inconvénients des grandes villes saturées, polluées et dont le coût du foncier est élevé. Les moyens de communication étant développés, les entreprises ne sont pas contraintes de s'installer dans les grandes villes.

Par ailleurs, la diversité des territoires, due aux élargissements successifs, rend l'application d'un concept comme le polycentrisme indispensable car il valoriserait les atouts des différentes régions d'Europe.

Enfin, une vision polycentrique du territoire permettrait de renouer avec le contenu des différents Traités européens, en faveur d'une cohésion territoriale.

c. Les moyens du polycentrisme

La notion de polycentrisme est passée d'un concept purement théorique à une volonté d'application concrète, pratique, dotée de moyens.

Le premier moyen d'application du polycentrisme est le SDEC. Il fixe les objectifs du polycentrisme et préconise une stratégie de développement spatial en grappe de villes et de réseaux urbains afin de renforcer un équilibre spatial sur l'ensemble du territoire. Aussi, il encourage vivement à la coopération transfrontalière et transnationale. Tous les membres de l'Union Européenne présents en 1999 ont signé le texte, chaque Etat souhaitant mettre en place progressivement une organisation polycentrique sur son territoire. Cependant, son application reste informelle et basée sur la bonne volonté des Pays membres.

Un autre moyen de mise en œuvre du polycentrisme est le principe de gouvernance. Ainsi, à l'échelle de l'Union Européenne, il s'agit de mettre en place des politiques communautaires de façon à ce qu'elles soient cohérentes les unes les autres. En parallèle, il convient de mettre en place une gouvernance verticale, en assurant la cohésion des politiques entre l'Etat et les échelons inférieurs, de même qu'entre les partenaires locaux et régionaux. Enfin, l'articulation entre toutes ces échelles est nécessaire ; une coopération entre les acteurs étant indispensable. Toutefois, l'application d'un tel principe oblige les institutions européennes et nationales à revoir certains principes comme ceux de la subsidiarité et de la répartition des compétences.

L'Union Européenne finance la stratégie de développement spatial par le biais de fonds structurels répartis entre les Etats membres. Ces fonds interviennent dans l'objectif de réduire les disparités territoriales entre les régions (et ce quel que soit le Pays membre) et de renforcer la cohésion économique et sociale de l'Union Européenne. Ils couvrent trois objectifs. Le premier est d'intervenir auprès des régions les plus pauvres dont le PIB est inférieur à 70% de la moyenne communautaire. Le deuxième objectif soutient la restructuration économique et sociale des zones en difficulté structurelle. Le dernier concerne l'adaptation et la modernisation des politiques et systèmes d'éducatons, de formations et d'accès à l'emploi dans la priorité à la lutte contre le chômage et l'exclusion. Les fonds structurels n'excluent aucun secteur.

Dans le cadre de la prochaine contractualisation avec l'Union Européenne de 2007 à 2013, les territoires pourront obtenir une subvention auprès de deux de ces fonds. Le premier est le Fonds Européen de Développement Régional; il contribue à rectifier les déséquilibres entre les régions de l'Union et apporte un soutien auprès des régions industrielles qui sont en reconversion. Le FEDER finance les deux premiers objectifs préalablement cités. Par ailleurs,

un Fonds de Cohésion sera mis à la disposition des régions dont le PIB est inférieur à 90% de la moyenne communautaire ; il sera associé au FEDER. Il existe d'autres fonds structurels comme le Fonds Social Européen, toutefois, l'Union Européenne n'envisage pas à l'heure actuelle à ce qu'il constitue un fonds d'intervention pour la politique régionale de 2007-2013. Les fonds structurels octroient des crédits sous forme de programmes parmi lesquels les programmes d'intérêt communautaire INTERREG. A l'heure actuelle, il s'agit des programmes INTERREG III, distingués en trois sous-parties : la coopération transfrontalière (INTERREG III A), transnationale (INTERREG III B) et interrégionale (INTERREG III C). L'ensemble de ces programmes est destiné à financer des projets de développement de territoires, à soutenir les personnes souhaitant mettre en place un projet transfrontalier, à renforcer la compétitivité et le poids économiques des régions concernées par le programme entre autres.

Enfin, l'Union Européenne, à travers le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole, oriente et finance en partie des programmes LEADER+. Ce type de crédits concerne les zones rurales afin qu'elles puissent mettre en place une stratégie de développement autour d'un thème fédérateur. Cette stratégie nécessite la création d'un Groupe d'Action Locale, dans lequel sont intégrés de nombreux partenaires privés, comme des associations, des entreprises, des organismes socioprofessionnels mais aussi des élus, et des structures européennes, nationales, régionales et locales. Les acteurs peuvent en outre échanger leurs expériences, ouvrir plus facilement le dialogue. En France, 140 porteurs de projets ont pu bénéficier de ce programme pour la période 2000-2006.

L'outil financier proposé par l'Union contribue bien entendu à influencer largement et directement les politiques nationales et régionales. Aussi, les crédits distribués par l'Union Européenne dans le cadre de sa politique régionale s'inscrivent bel et bien dans une organisation polycentrique du territoire, cette répartition des financements étant conditionnée par la nécessité de réduire les disparités territoriales entre les régions, les territoires de l'Union.

Afin de donner toutes les chances à la mise en place d'une organisation polycentrique sur le territoire européen, a été décidée en 1999 à Postdam à l'occasion de la signature du SDEC, la création d'un Observatoire en Réseau de l'Aménagement du Territoire Européen. La création d'un tel observatoire a pour objectifs de promouvoir et d'actualiser les propositions du SDEC, de fournir des connaissances en faveur d'un développement harmonieux de l'espace

européen, d'éclairer les décisions politiques ainsi que d'alimenter les débats en matière de cohésion territoriale notamment. A terme, il s'agit à travers les travaux réalisés par l'observatoire, de mieux appréhender les dynamiques et les politiques communautaires du territoire, la diversité et les évolutions des territoires, de mieux préciser l'articulation des niveaux de décision, de faciliter l'application du SDEC en mettant notamment à la disposition des acteurs nationaux et régionaux des outils créés par l'observatoire. Ainsi, les différents groupes de recherches de chaque Etat membre travaillent sur des concepts, analysent des données afin de définir des outils et de poursuivre les objectifs de coopération et les futures politiques communautaires. Toutefois, cet observatoire présente quelques carences. Alors qu'il s'agit d'un réseau indispensable car lié au processus polycentrique du territoire, l'ORATE n'entretient pas de liens avec les décideurs, pourtant placés à la tête de l'Union. De plus, les procédures de coordination entre les différentes équipes nationales sont lourdes. Malgré cela, cet outil permet de réfléchir à de nouveaux outils de développement des territoires destinés à la coopération entre Etats membres notamment. Il constitue un véritable réseau de travail où les groupes de recherches peuvent confronter leurs opinions et faire évoluer les politiques communautaires, l'approche territoriale, en accord avec les objectifs précités.

Le concept de polycentrisme lui-même n'est pas une fin en soi mais avant tout un moyen d'atteindre l'équité sociale, de garantir le développement durable et la compétitivité économique. Les politiques qui en découleront ne devront plus se placer dans une logique de compensation des handicaps mais de valorisation et de complémentarité des territoires.

d. Une politique difficile à mettre en œuvre en France

Comme il l'a été développé précédemment, seules quelques grandes villes - en général incluses dans l'espace délimité par le pentagone - concentrent l'ensemble des pouvoirs et des richesses. Elles n'ont par conséquent aucun intérêt à souhaiter une modification du fonctionnement du territoire. L'application du système polycentrique est dès lors « bloquée » par ces villes.

Par ailleurs, l'application d'un tel concept est ambitieuse car elle émane d'une part de la seule volonté politique, de même qu'elle est dépourvue de force contraignante. D'autre part, ce concept ne constitue pas le scénario tendanciel. Malgré la volonté politique de mettre en place

une telle organisation, l'investissement est lourd car il nécessite une implication des politiques publiques, une meilleure répartition de l'enveloppe financière et de faire évoluer les cadres nationaux et régionaux.

De plus, le polycentrisme remet bien souvent en cause la conception étatique de la gestion des hommes et des territoires, interprétant par ailleurs à leur façon la notion de polycentrisme.

La France a cependant déjà initié l'application d'une organisation polycentrique à l'échelle nationale puisqu'elle a opté pour le scénario du polycentrisme maillé ou scénario de l'équité. Ce scénario s'affirme dans le réseau urbain à deux échelles. L'échelle interrégionale dans un souci de coopération et de concurrence tout d'abord, et l'échelle des agglomérations et des Pays ensuite, « *nouvelles mailles de gestion des projets locaux* »⁷. Ainsi, le polycentrisme maillé encourage la multiplication des agglomérations et des pays afin que chaque portion de territoire appartienne à un espace de solidarité notamment économique et institutionnel. Aussi, la France bénéficie d'un sérieux atout car elle présente une intercommunalité développée sur l'ensemble du territoire national. En effet, la couverture des agglomérations et des Pays en France est importante. D'après G. Baudelle et B. Castagnède⁸, l'agglomération constitue le maillage de base dans le cadre d'une organisation polycentrique du territoire. En complément, les Pays participent à cette organisation, en tant qu'espace solidaire, notamment dans le partenariat ville campagne.

L'enjeu d'un tel scénario a essentiellement lieu à l'échelle locale, d'où la nécessité de poursuivre les étapes de décentralisation.

Malgré les phases de décentralisation qui se succèdent depuis plus de vingt ans et un encouragement à la coopération interrégionale, la France reste un Pays encore très centralisateur d'un point de vue institutionnel. En outre, l'Etat reste le garant de la cohésion nationale et doit fixer les objectifs nationaux et la stratégie à adopter, sans omettre de déléguer, dans un souci d'adaptation aux contextes locaux.

Cependant, à l'échelle nationale persiste encore un double déséquilibre territorial. Tout d'abord, la Région Ile de France avec Paris, concentre entre autre le plus fort PIB régional en 1998 (129), regroupe plus de 18% de la population en 1999 et les actifs sont plus « productifs » que dans les autres régions de France. Par ailleurs, on observe un net déséquilibre entre l'Est et l'Ouest de la France, l'Ouest étant dépourvu de grands centres de

⁷ L-A. Gérard-Vouret, M. Mougeot, 2001

⁸ G. Baudelle, B. Castagnède, 2002

niveau international. A cela s'ajoute les déséquilibres démographiques. Malgré un léger rééquilibrage de la population sur l'ensemble du territoire, celui-ci s'opère dans les vallées et sur le littoral, au détriment de certains espaces comme les Régions Limousin et Auvergne.

En dépit de quelques évolutions contrebalançant le monocentrisme français encore tourné vers la région parisienne, les quelques éléments polycentriques du territoire (les communautés d'agglomérations, les Pays) restent uniquement franco-français. Ainsi, ils ne peuvent se vérifier à l'échelle de l'Europe. En effet, la dimension multiscalaire du polycentrisme est essentielle pour assurer le développement équilibré et durable du territoire. Il doit s'effectuer simultanément à toutes les échelles pour qu'il fonctionne. Il ne réduirait pas moins les inégalités régionales s'il n'est vérifiable qu'à l'échelle de l'Union Européenne car ne seraient lisibles que les pôles centralisateurs ; dans cette hypothèse, l'échelon local subirait sa situation d'espace périphérique.

Par ailleurs, il n'existe pas de système économique et social uniquement européen. Les villes ou les espaces qui dynamisent l'Europe le sont aussi à l'échelle mondiale. Par conséquent, il est difficile pour des villes françaises d'être intégrées directement au rang mondial.

Au vu de la morphologie urbaine de la France, l'enjeu de l'application du modèle polycentrique en France en est plus complexe.

B. LE PAYS, UN OUTIL QUI REJOINT LES ASPIRATIONS DU SDEC

1. Le contenu du SDEC

a. Les débuts du SDEC

Les premières discussions sur la mise en place d'un schéma de développement spatial à l'échelle de l'Europe datent de 1989, initiées conjointement par la France et la commission européenne. Ce n'est qu'en 1993 que les ministres décideront, de façon informelle, d'élaborer le SDEC. Le premier projet sera accepté en 1997 à Nordwijk, pour être adopté définitivement à Postdam en 1999. Dès 1989, naît au sein de l'Union une prise de conscience des déséquilibres économiques et sociaux sur le territoire entre les différents Etats membres, les régions ; constat dont la conséquence première est l'impossibilité dans ce cas d'assurer un développement spatial et équilibré du territoire. Les réflexions sur un nouveau schéma de

développement du territoire à l'échelle de l'Europe, même si elles sont relativement récentes, auront mis dix ans pour aboutir à un document que constitue aujourd'hui le SDEC.

b. Les principes directeurs du SDEC

L'intérêt premier du SDEC dans la mise en place d'un nouveau schéma de développement spatial est de renforcer sur le territoire de l'Union la concertation et la coopération transnationale. Dans cette perspective, le SDEC inscrit ses objectifs dans une logique de développement durable. Les objectifs devront respecter la cohésion économique et sociale, la conservation et la gestion des bases naturelles de la vie ainsi que la préservation du patrimoine culturel et agir pour une compétitivité plus équilibrée du territoire européen (§3 SDEC).

De ces principes à caractère durable découlent dans le schéma trois principes directeurs.

- Développer un système urbain équilibré et polycentrique et une nouvelle relation entre la ville et la campagne

Le schéma préconise à ce titre de faire émerger et développer plusieurs pôles d'intégration économique, à la fois urbain et rural, de rang mondial, bien répartis sur le territoire et capables de contrebalancer le pentagone. Ces pôles doivent en conséquence être les plus accessibles possibles à partir de l'échelle internationale. Une des conditions de réussite est d'assurer une bonne irrigation de l'armature urbaine en développant des réseaux de coopération entre les villes, les régions.

Conjointement à cela, afin d'améliorer les relations entre la ville et la campagne, le schéma propose aux espaces ruraux de se développer à partir de leurs ressources endogènes et d'encourager sur leur territoire les politiques de formation, d'enseignement, de soutenir la création d'emploi et la coopération avec la ville. Le SDEC reconnaît la diversité des espaces ruraux et leur potentiel à développer l'économie du territoire, notamment par le biais de l'agriculture et du tourisme. En créant en parallèle un partenariat avec la ville, celui-ci sera bénéfique à ces deux types d'espaces, en ce qu'il favorisera l'échange de services tout en respectant l'identité et « l'indépendance » de la ville et de la campagne (un territoire n'est jamais en situation d'indépendance totale car toujours lié d'une façon ou d'une autre à un autre territoire).

La difficulté d'application d'un tel principe est que tout le territoire n'est pas concerné par un pôle d'intégration tout d'abord et mondial ensuite. En effet, en prenant le cas de la France, les déséquilibres prononcés entre l'Est et l'Ouest du pays impliquent la faible possibilité pour cette dernière de voir émerger un pôle d'intégration économique (à l'exception de Toulouse). Dès lors, la perspective de la placer directement à l'échelle mondiale est exclue de manière quasi automatique.

Par ailleurs, certains milieux ruraux sont encore en situation de crise économique, démographique. Il est difficile pour ces derniers de surmonter ces difficultés.

L'ensemble de ces préconisations recherchent la coopération à toutes les échelles, en développant des réseaux urbains - y compris entre des petites villes et au cœur d'espaces plus ruraux -, interrégionaux, transnationaux et communautaires.

- L'assurance d'une parité d'accès aux infrastructures et au savoir

L'accessibilité d'un territoire est essentielle dans une perspective de développement polycentrique. Dès lors, il s'agit de rattraper les manques d'accès et de développer et moderniser les infrastructures liées aux différents modes de transport. Ces interventions doivent avoir lieu en milieu urbain, dans les régions périphériques mais aussi à toutes les échelles, de la commune à l'Union Européenne et de réussir leurs articulations entre elles.

Par ailleurs, l'accès au savoir est pour l'heure mal réparti sur le territoire. Pourtant, le savoir, l'existence de formations sur un territoire joue sur l'attractivité d'une région. A cet effet, le développement des infrastructures de télécommunication est indispensable de même que la multiplication des lieux de formation de qualité, des centres de recherche et leur mise en réseau, répartis de façon homogène sur le territoire européen.

L'assurance d'une parité quelle qu'elle soit, surtout à l'échelle d'un territoire aussi vaste que celui de l'Union Européenne, est idéaliste et on ne peut que tendre vers cet objectif. Les déséquilibres actuels en termes d'infrastructures et d'accès au savoir sont importants, amplifiés avec les Etats membres récemment entrés dans l'Union issus de l'Europe de l'Est. De plus, il s'agit d'ouvrir ces accès à tous et de faciliter la libre circulation des hommes et des marchandises sur le territoire européen. Les politiques qui en découleront devront garantir la durabilité des actions.

En conséquence et en dépit de cet idéalisme, la simple volonté d'agir en ce sens s'inscrit sur le long terme.

- Le développement durable, la gestion intelligente et la préservation de la nature et du patrimoine culturel

Le SDEC propose d'agir sur plusieurs plans simultanément. Dans un souci de protection de l'environnement, principe intégré à la notion de développement durable, a été mis en place le réseau Natura 2000. Cette politique a consisté pour l'ensemble des Etats membres à identifier les espèces animales et végétales protégées sur leur territoire pour procéder à leur protection et leur conservation.

Aussi, il est nécessaire d'agir sur la protection des sols, de l'eau, de mieux gérer les risques naturels.

Par ailleurs, la diversité culturelle présente en Europe et notamment dans l'Union Européenne a amené le SDEC à encourager les Etats membres à protéger et réhabiliter le patrimoine culturel menacé ou dégradé et en parallèle à sensibiliser les citoyens sur la nécessité de préserver ce patrimoine. L'objectif est de mettre en place une véritable stratégie de protection du patrimoine.

La nature et le patrimoine culturels sont des facteurs économiques qui contribuent au développement d'un territoire. Celui-ci peut être attractif pour la qualité de vie qu'il offre, sa diversité culturelle, sa politique touristique etc.

L'application de tels principes est bénéfique en ce qu'ils recherchent le développement des territoires. Toutefois, ils engendrent un coût certain où en général les seuls fonds européens et nationaux ne peuvent suffire.

De plus, les politiques qui découleront du SDEC seront lourdes à mettre en place et nécessiteront d'être étendues sur le long terme.

Le polycentrisme est essentiellement véhiculé par le SDEC. Celui-ci constitue un réel guide, une véritable ligne de conduite pour les acteurs concernés qui désirent la suivre. Il préconise par ailleurs qu'il soit retranscrit dans les schémas d'aménagements nationaux et régionaux des Etats membres. De plus, il est la démonstration de cette volonté d'articulation entre les

différents échelons territoriaux en intégrant tous les niveaux du territoire et en s'adaptant à chacun d'entre eux, de la simple commune à l'échelle communautaire. En outre et de cette manière, il se rend accessible auprès de ces différents échelons ce qui en facilite sa compréhension.

2. L'application du SDEC

a. La volonté de mettre en œuvre le SDEC

L'application du SDEC repose sur l'unique volonté des Etats membres, l'aménagement du territoire n'étant pas une discipline relevant de la compétence de l'Union Européenne. Dès lors, ce texte précise que « *Le SDEC, en tant que document juridiquement non contraignant, est un cadre politique pour améliorer la coopération des politiques sectorielles communautaires qui ont un impact significatif sur le territoire, aussi bien entre elles qu'avec les Etats membres, leurs régions et leurs villes* » (§ 22 SDEC).

Ainsi, le SDEC se limite au rôle de guide stratégique pour le développement du territoire.

b. Le rapport SDEC-pays

La France étant un des Etats membres à l'origine du SDEC, elle a souhaité concrétiser les objectifs du document. Les réflexions menées antérieurement à l'adoption définitive du SDEC et l'état d'esprit du législateur en 1995 pour la création des pays convergent. Ainsi, la LOADT précise qu'« *au sein d'un ensemble européen cohérent et solidaire, la politique nationale d'aménagement et de développement durable du territoire permet un développement équilibré de l'ensemble du territoire national alliant le progrès social, l'efficacité économique et la protection de l'environnement. Elle tend à créer les conditions favorables au développement de l'emploi et de la richesse nationale, notamment en renforçant la solidarité des entreprises avec leur territoire d'implantation, et à réduire les inégalités territoriales tout en préservant pour les générations futures les ressources disponibles ainsi que la qualité et la diversité des milieux naturels* » (Art. 1).

Les pays ont précédé la création du SDEC. Toutefois, on relève des éléments convergents entre le contenu du SDEC et ceux des lois intervenues en faveur des pays à partir de 1999 comme la notion de développement durable.

Dans la LOADDT, le législateur a souhaité que les pays élaborent « *un projet commun de développement durable* », au travers d'une charte de développement durable. Le SDEC a lui aussi été bâti à partir de principes de développement durable.

Par ailleurs, la notion de cohésion territoriale tant rappelée dans le SDEC constitue une condition sine qua non à la création des pays. Alors que cette notion existe depuis la première loi à l'origine de la création des pays, elle a été réaffirmée par le législateur par la suite. La loi urbanisme et habitat rappelle que le pays doit présenter une « *cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale* » et ajoute que cette cohésion doit avoir lieu « *à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi* ».

Enfin, la recherche d'un partenariat entre la ville et la campagne représente un élément essentiel de l'objet même à la fois du SDEC et des pays. La LOADT, la LOADDT et la loi urbanisme et habitat rappellent la solidarité réciproque entre l'espace rural et l'espace urbain par le développement de la coopération entre ces deux entités.

Les rapprochements entre le SDEC et le Pays sont évidents et ce dernier peut être perçu comme étant une traduction du SDEC. Sans affirmer que le Pays le soit réellement car créée avant celui-ci, il est toutefois indéniable que nombre d'éléments entre le SDEC et le pays se rejoignent. Vraisemblablement, l'application du SDEC par l'intermédiaire des pays facilitera la mise en place d'une organisation polycentrique sur le territoire national. La création des pays en France et celle du SDEC sont néanmoins trop récentes pour prendre du recul et se positionner par rapport à la contribution des pays sur la mise en place d'une organisation polycentrique en France.

Pour assurer le bon développement des territoires, les pays et les agglomérations ne peuvent suffire. Les pays ont comme interlocuteur principal la Région laquelle est amenée à jouer un rôle essentiel en matière d'intercommunalité et plus spécialement auprès d'eux. En effet, dans une vision polycentrique du territoire européen, la Région constitue un des maillons de la

chaîne. C'est pourquoi, après avoir présenté le rôle des pays en France, dans l'Union Européenne et d'avoir replacé l'objet dans son contexte, les parties qui vont suivre traiteront de la relation entre les pays et la Région, en prenant appui sur l'exemple de la Région Poitou-Charentes.

PARTIE II. UNE MOSAIQUE DE PAYS EN POITOU-CHARENTES, SOUTENUS PAR UNE POLITIQUE REGIONALE FAVORABLE A L'INTERCOMMUNALITE

Si théoriquement la Région est considérée comme l'interlocuteur privilégié des pays, leur degré d'intervention auprès d'eux n'est pas toujours le même, certaines Régions n'ayant pas fait de la politique intercommunale un axe d'intervention prioritaire.

En Région Poitou-Charentes, le conseil régional s'est de tous temps intéressé à l'intercommunalité. Aussi, le territoire régional est composé de multiples structures intercommunales et plus particulièrement de pays. La politique régionale auprès des pays est relativement poussée en Poitou-Charentes et s'inscrit en faveur de leur développement. Toutefois, elle présente quelques limites.

I. UNE REGION EUROPEENNE ET INTERCOMMUNALE

En cohésion avec une organisation polycentrique du territoire, il existe un réseau d'Etats et de régions appartenant à l'espace Atlantique. De par sa situation géographique, la Région Poitou-Charentes a intégré ce réseau. Cependant, elle ne possède pas les caractéristiques nécessaires pour dynamiser l'espace Atlantique afin qu'il s'affirme véritablement à l'échelle européenne. Par ailleurs, la Région Poitou-Charentes constitue un lien important entre l'Union Européenne et les pays, deux échelles territoriales avec lesquelles elle travaille. L'une voit en l'autre un des modes possibles d'organisation polycentrique du territoire.

En outre, la Région tente d'assurer une cohésion territoriale en composant avec les caractéristiques de la structure intercommunale avec laquelle elle travaille c'est-à-dire les pays. Les pays présentent une certaine diversité en Poitou-Charentes. Aussi, la Région doit organiser sa politique en prenant en compte cette richesse.

A. UNE RÉGION INTÉGRÉE À L'ESPACE ATLANTIQUE

« L'Arc Atlantique et ses éléments composants ont ainsi comme ambition d'articuler mondialisation et développement local en refusant de les opposer. »⁹

⁹ C. Lacour, 1998.

1. Présentation de l'espace Atlantique

L'objectif principal de l'espace Atlantique est de contrebalancer la concentration humaine et économique du pentagone.

L'espace Atlantique a été officiellement créé par l'Union Européenne en 2000 et s'inscrit dans une vision polycentrique de l'organisation du territoire européen. Cet acte n'a fait que reconnaître officiellement cet espace transnational, fédéré depuis longtemps autour d'un thème qui est celui de la maritimité. Ce point commun entre les régions appartenant à l'espace Atlantique lui a permis d'avoir été pendant longtemps la zone la plus dynamique d'Europe. Ce dernier a par ailleurs conservé, de par sa localisation géographique, sa situation d'interface entre l'Europe et les continents africain et américain. Sa place lui permet d'autre part d'appartenir à la « Sea Belt », ceinture attractive en raison de son climat.

Cependant, ces quelques atouts ne suffisent pas à l'espace Atlantique pour s'affirmer sur la scène européenne ni même internationale et être considéré comme un sérieux contrepoids au pentagone. Sa création et son fonctionnement à travers la commission de l'Arc Atlantique reposent sur une simple volonté politique. En outre, avec les élargissements successifs vers l'Est de l'Europe, l'espace Atlantique s'excentre progressivement par rapport au reste du territoire de l'Union. Cette marginalisation n'est pas uniquement géographique car le SDEC considère que cette partie du territoire est un espace replié sur lui-même. Cet enclavement territorial se vérifie à plusieurs niveaux. Ainsi, il est à noter la faible présence de grandes métropoles, constat sûrement lié à une quasi absence de l'activité tertiaire sur ce territoire (indicateur d'une faible attractivité des hommes et des capitaux). Enfin, une des grandes difficultés pour l'espace Atlantique est de s'affirmer en tant que façade maritime. A l'heure actuelle, il continue de subir sa situation de zone périphérique.

2. Donner une stratégie de développement à l'espace Atlantique avec le SDEA

La commission de l'Arc Atlantique a été mise en place pour mettre en œuvre la stratégie de développement de l'espace Atlantique. Ses deux objectifs principaux sont avant tout de faire reconnaître l'espace Atlantique à l'échelle de l'Union Européenne en tant qu'espace de développement à promouvoir, puis de réaliser des projets de coopération à l'échelle de cet

espace. A cet effet la commission a participé à l'élaboration, dans le cadre du programme Interreg III B, du Schéma de Développement de l'Espace Atlantique. Le SDEA s'inscrit dans la continuité du SDEC en ce qu'il cherche à évaluer la mise en place d'une organisation polycentrique sur l'espace Atlantique, et à rendre cet espace le plus cohérent et attractif possible. Ce schéma, appliqué à la façade Atlantique, dresse un état des lieux général sur les dynamiques et les interactions de l'espace Atlantique, en dégage les atouts et les faiblesses. Sont aussi traitées dans le document des villes grandes, moyennes et petites, ainsi que des relations entre les milieux urbain et rural. Le SDEA ne se contente pas d'être un simple document de diagnostic. Il donne des orientations et des pistes de travail aux régions pour les aider à définir leur stratégie de développement territorial. Cette étude visant finalement à mieux connaître le fonctionnement et l'organisation de l'espace Atlantique, elle a ainsi permis de mettre en exergue certains éléments.

Le SDEA a ainsi fait apparaître un territoire assez hétérogène, composé de zones plus ou moins attractives. La première d'entre elle est appelée le « sous espace moteur ». Il s'agit d'une zone qui détient un fort potentiel de développement et de connaissance, offre des services et assure une bonne connectivité. Elle accueille au moins une métropole à rayonnement moyen ou fort, ou a développé un réseau de villes intermédiaires en forme de grappe et dont le fonctionnement assure un bon développement du territoire. Le SDEA a dégagé cinq « sous espaces moteurs ». La Région Poitou-Charentes n'en fait pas partie, dépourvue d'un certain nombre de facteurs nécessaires. Seule la ville de Poitiers pourrait être incluse à ce type d'espace.

La seconde catégorie est le « sous espace d'intégration à fort potentiel ». Elle est moins dynamique et accessible que le précédent et ne possède pas de grandes métropoles. Son armature urbaine peut cependant se présenter sous la forme d'une polarisation de métropoles plus petites ou de grappes de villes intermédiaires. En diversifiant ses activités et ce, de façon complémentaire, en développant ses équipements et son accessibilité, ce type d'espace pourrait être intégré aux sous espaces moteurs. Il contribuerait dès lors à rééquilibrer le territoire de l'espace Atlantique. Le SDEA considère que la région des Charentes, au Sud de la Région Poitou-Charentes, appartient à cette catégorie de « sous espace d'intégration à fort potentiel ».

Enfin, les « sous espaces d'intégration fragile » touchent les espaces ruraux faiblement structurés et peuplés. Ces espaces en général en déclin sont d'autant plus isolés que leurs

connexions aux réseaux urbains sont faibles. Ils concernent entre autre le Sud-Est de la Région Poitou-Charentes c'est-à-dire le Département des Charentes.

Cette multiplicité de sous-espaces marque une rupture entre les différents territoires de la façade Atlantique. Ces ruptures de développement confirment le scepticisme de l'Union Européenne plus précisément celui du SDEC, considérant qu'il est à l'heure actuelle impossible de transformer l'espace Atlantique en Zone d'Intégration Economique Mondiale. Aussi, l'enjeu qui se pose dans le cas présent est la situation de l'espace Atlantique en tant qu'espace maritime et non périphérique. Dans cette perspective, les régions doivent notamment renforcer la coopération transfrontalière et interrégionale mais aussi jouer sur leur attractivité en développant de nouveaux axes (routiers, aériens...) ainsi qu'en travaillant sur une politique touristique forte et qui pourrait ainsi entraîner des impacts économiques positifs pour le territoire.

En dépit de ces inégalités interrégionales, l'espace Atlantique n'en reste pas moins pertinent, le sentiment d'appartenance à un espace supranational et l'élément fédérateur qui est la maritimité étant inchangés. De plus, l'espace Atlantique doit poursuivre ses efforts, même s'il n'a toujours pas d'influence sur la prise de décision à l'échelle de l'Union, en travaillant sur ces sous espaces dont il est question dans le paragraphe précédent. Ces derniers sont des unités spatiales considérées comme pertinentes par le SDEA dans le cadre d'une organisation polycentrique de l'espace Atlantique.

La Région Poitou-Charentes est quelque peu disloquée entre ces unités à développement variables. Ces inégalités ne sont pas inattendues, la Région étant consciente des écarts de développement présents sur son territoire. Malgré cela, elle n'en reste pas moins une Région intégrée à l'espace Atlantique.

B. UNE TRADITION DE L'INTERCOMMUNALITE CHEZ LES ELUS LOCAUX ET LE CONSEIL REGIONAL EN POITOU-CHARENTES

La révolution industrielle, l'exode rural vont peu à peu faire évoluer le rôle de la campagne et de la ville. Néanmoins, après la seconde guerre mondiale, la France et notamment le Poitou-Charentes conservent un caractère encore très rural. Ce n'est qu'à partir des années 50 que la campagne va progressivement se transformer avec l'arrivée de nouvelles machines agricoles, de la télévision, de la voiture etc. Tout ceci va avoir pour conséquence une

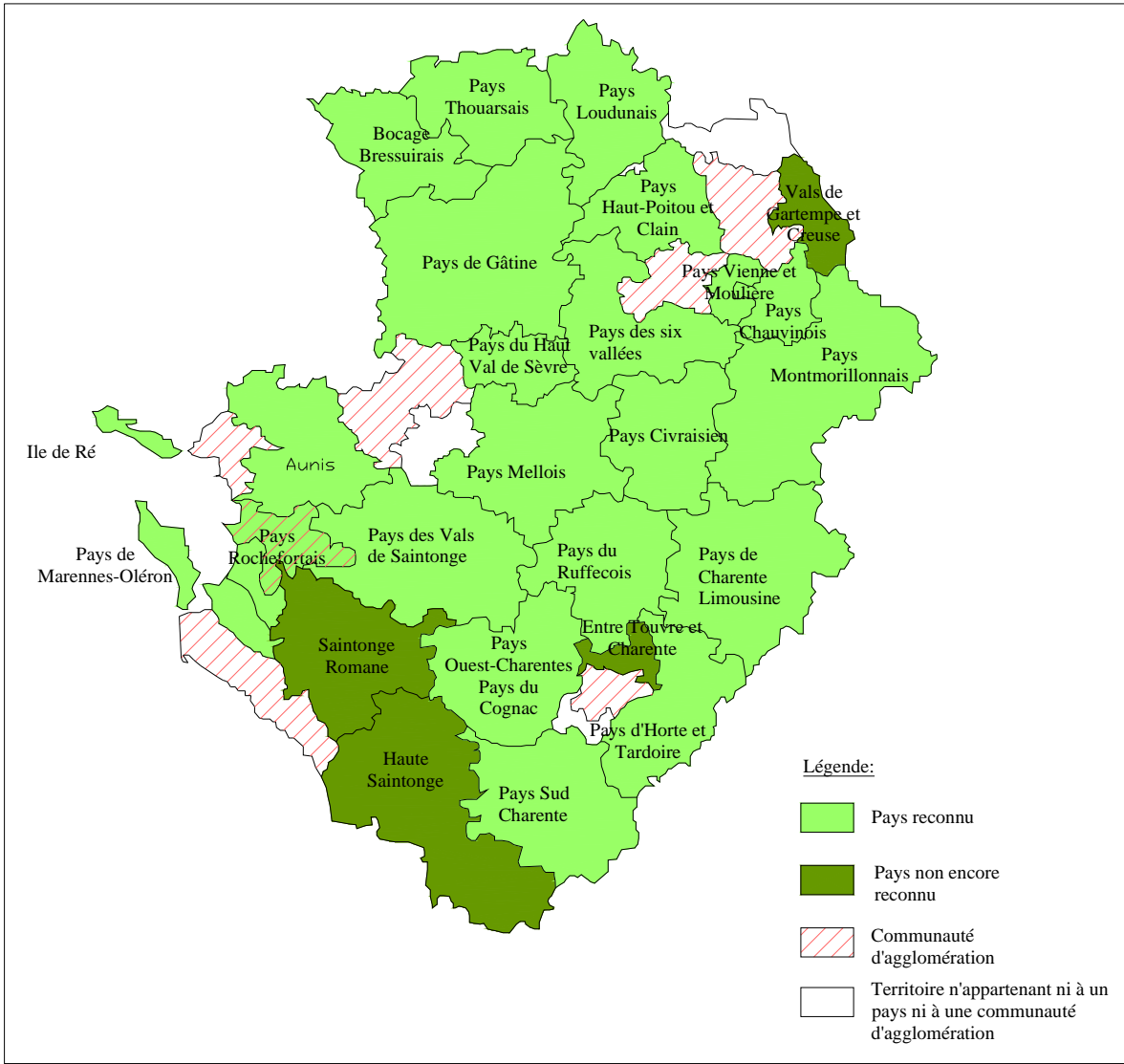
modification des comportements de la population aussi bien urbaine que rurale. Dès lors, émerge un phénomène de remise en question de l'organisation du territoire, des campagnes. Sont ainsi créés les Syndicats Intercommunaux à Vocation Unique puis, par une ordonnance de 1959, les Syndicats Intercommunaux à Vocation Multiple. Ce dernier type d'organisation consiste à mettre en place un réseau de solidarités entre les communes afin d'agir plus efficacement dans des domaines nouveaux, étendus à la scolarité, au transport, au tourisme etc.

Puis, les années 60 ont permis de prendre conscience que le territoire peut constituer un espace relationnel et d'action, qu'il peut jouer un rôle dépassant ce que le cadre institutionnel lui autorise. Aussi, se met progressivement en place une politique d'aménagement dans la Région.

Dans les années 70, sont définies les zones d'évolution homogène. Il s'agit de proposer un schéma d'actions cohérent et qui prend en compte les caractéristiques locales, en distinguant d'ores et déjà les milieux urbain et rural. A cette époque, l'objectif est d'assurer la meilleure couverture possible du territoire rural mais aussi de mettre en place une réelle solidarité entre la « ville » et la « campagne ». Dans la continuité de ce schéma spatial vont émerger dans la décennie 70 les premiers pays, par l'intermédiaire des Plans d'Aménagement Rural et des contrats de pays. Ces actions vont avoir un impact non négligeable sur la Région ; si les pays à dominante rurale se focalisent dans un premier temps sur des actions portées sur l'agriculture, ils sont dans un second temps rapidement encouragés à étendre leurs actions à d'autres domaines comme le tourisme, le logement pour ne citer que quelques exemples. Cette période correspond à l'émergence des pays. Jusqu'au début des années 90, on assiste à un développement conséquent de pays sur l'ensemble de la Région.

Lorsque la LOADT a officiellement créé les pays en 1995, les territoires du Poitou-Charentes n'ont pas été surpris d'être amenés à travailler ensemble. En effet, des années 70 aux années 90, le bilan des pays en Poitou-Charentes peut-être considéré comme satisfaisant car les élus ont acquis une certaine expérience pour travailler ensemble, sur des espaces plus ou moins vastes. Les pays recouvraient déjà une majorité de la superficie régionale, avec près de 18 pays créés avant 1995. Aussi, peu de pays naîtront après cette date car on dénombre en 2006, 26 pays.

CARTE N°5 : LA COUVERTURE DES PAYS EN POITOU-CHARENTES EN 2006



Réalisation : Anna Fourel
Sources : SGAR et IAAT

Seuls trois espaces sur la Région Poitou-Charentes n'appartiennent ni à un pays ni à une agglomération. Toutefois, recouvrant une superficie très restreinte, ces petits territoires situés à proximité d'une agglomération dans les trois cas, ont signé une convention spécifique avec la Région, où ils s'engagent à entamer des démarches de rapprochement avec des territoires voisins. Quelque peu frileux vis-à-vis des agglomérations, il est probable qu'à terme ils s'intègrent à leurs pays voisins ou qu'ils en constituent un nouveau (il est à l'heure actuelle impossible de donner une indication de temps).

Aujourd'hui, seul le Département de la Charente-Maritime fait l'objet d'une couverture intercommunale complète.

Les pays de Poitou-Charentes pré-existant à la LOADT, leur reconnaissance juridique fut rapide. La majorité d'entre eux a été juridiquement reconnue dans les trois années qui suivirent l'intervention législative de 1995. A l'heure actuelle, il reste seulement quatre pays, reconnus par la LOADT et qui sont en cours de reconnaissance par la loi urbanisme et habitat de 2003.

En Poitou-Charentes, les pays se sont développés de deux manières. Le plus souvent, il s'est agit de pays qui se sont formés dans une perspective de réunir des fonds pour financer certains dossiers, sans volonté réelle de développer un projet commun. Toutefois, d'autres pays ont pris la forme de véritables espaces d'animation avec comme volonté de créer un projet de territoire¹⁰.

Cependant, on remarque que les pays sont globalement passés d'une logique unifonctionnelle (avec l'agriculture) à une logique plurifonctionnelle, avec la volonté progressive de mettre en place un projet global et cohérent à travers une intercommunalité de développement.

Cet engouement pour les pays n'aurait pu avoir lieu sans une politique de soutien émanant du conseil régional.

La Région Poitou-Charentes a construit depuis les années 90 une politique contractuelle pour soutenir les projets de développement des territoires locaux. Le pays est dès lors devenu un interlocuteur privilégié pour le conseil régional. Ce dernier a participé au développement des pays avec la création des contrats de ruralité mis en place à partir de 1995 et d'une durée de

¹⁰ Y. Jean et A.-C. Van Der Meersh, Cahiers de l'IAAT n°3.

trois ans, suivis d'une deuxième génération. Les contrats passés entre la Région et le pays évoluent en 2000 pour prendre le nom de contrat de territoire puis de contrat régional de territoire en 2004.

C. UNE REGION QUI DOIT COMPOSER AVEC UNE VARIETE DE PAYS

1. Bref rappel du contexte régional

Avec, ses 25 810 km², la Région est constituée de quatre Départements que sont la Charente, la Charente-Maritime, les Deux-Sèvres et la Vienne. Ses Régions limitrophes sont les Pays de la Loire, l'Aquitaine, la Région Centre et le Limousin.

a. Une Région au tissu urbain très caractéristique

- Une région dépourvue de métropole

La Région Poitou-Charentes est composée à hauteur de 89% de communes peuplées de moins de 2000 habitants, plus spécifiquement dans les Départements du Sud de la Région, en Charente et Charente-Maritime¹¹. Aussi, il n'existe en 1999 que trois villes de plus de 50 000 habitants (Poitiers, La Rochelle, Niort), le Département de la Charente en étant dépourvu.

Si la Région Poitou-Charentes est essentiellement composée de communes inférieures à 2000 habitants, il convient de nuancer cette proportion avec le développement de l'intercommunalité sur le territoire et notamment des communautés d'agglomération. La plus grosse agglomération de la Région qui est celle de Poitiers compte à peine 120 000 habitants en 1999. A l'exception de Paris, l'agglomération poitevine est située au 51^{ème} rang des agglomérations françaises. Toutefois, elle n'en constitue pas pour autant une métropole comme ses voisines que sont Bordeaux et Nantes. En effet, la ville de Bordeaux compte en 1999 plus de 215 000 habitants et presque 800 000 habitants en agglomération et la ville de Nantes est représentée par 270 000 habitants et près de 600 000 habitants sont intégrés à la communauté d'agglomération nantaise. Par conséquent, la Région Poitou-Charentes ne possède aucune grande concentration urbaine, à l'instar d'autres Régions comme celles du Limousin, de la Basse-Normandie, de la Franche-Comté et de la Picardie.

¹¹ Voir annexe n°2

Sur l'ensemble de la Région Poitou-Charentes, seules trois agglomérations dépassent le seuil des 100 000 habitants (Poitiers, La Rochelle, Angoulême), la quatrième agglomération qui est Niort ne compte que 66 000 habitants¹².

Le fait qu'il n'existe pas de métropole dans la Région laisse supposer un maillage équilibré de l'armature urbaine picto-charentaise.

- Un maillage urbain équilibré

L'absence de grosse agglomération ou de métropole sur le territoire limite les effets d'attraction de la population sur ces espaces. Si les agglomérations de la Région jouent nécessairement un rôle attractif sur leur environnement, les communes de moins de 10 000 habitants restent les plus nombreuses et représentent la quasi-totalité des communes du territoire, drainant dès lors une part non négligeable de la population.

Les villes les plus importantes d'un point de vue démographique drainent peu la population régionale (13,2%). Toutefois, près de 60% de la population picto-charentaise est urbaine (vit dans une commune de plus de 2 000 habitants). D'ailleurs, on remarque un axe d'urbanisation majeur sur la Région, formant un « V » et partant de Châtelleraut, passant par Poitiers, Niort, La Rochelle, pour rejoindre Angoulême en suivant le fleuve de la Charente.

¹² Voir annexe n°3

b. Un territoire attractif pour une population majoritairement urbaine

- Une croissance de la démographie

Evolution de la population picto-charentaise de 1990 à 1999

	Population en 1990	Population en 1999	Taux d'évolution de 1990 à 1999 (%)
Charente	341 993	339 628	-0,69
Charente- Maritime	527 146	557 024	5,67
Deux-Sèvres	345 965	344 392	-0,45
Vienne	380 005	399 024	5,00
Poitou- Charentes	1 595 109	1 640 068	2,82
France	56 615 155	58 518 395	3,36

Source : INSEE, RGP 1999

La démographie en Poitou-Charentes a légèrement augmenté entre 1990 et 1999, grâce à une forte progression de la population dans les Départements de Charente-Maritime et de la Vienne. Par ailleurs, les recensements en cours réalisés par l'INSEE permettent d'ores et déjà d'affirmer une progression de la population régionale entre 1999 et 2004 de 50 000 habitants environ.

La Région Poitou-Charentes présente une progression démographique entre 1990 et 1999 qui s'explique essentiellement par un solde migratoire positif. Elle se confirme principalement dans les Départements de la Vienne et de Charente Maritime.

En 2004, le solde migratoire en Poitou-Charentes reste nettement supérieur au solde naturel¹³. L'arrivée de nouveaux habitants profite surtout à l'heure actuelle aux communes de moins de

¹³ Voir annexe n°4

10 000 habitants (une commune sur cinq, de moins de 10 000 habitants, a été enquêtée en 2004). Parmi les villes les plus peuplées de la Région (Poitiers, La Rochelle, Niort, Angoulême qui sont par ailleurs les quatre capitales départementales), le recensement intermédiaire révèle qu'en 2004, seule la commune de Poitiers voit sa population augmenter (environ 2400 habitants par an entre 1990 et 2004) ; la démographie rochelaise est stable alors que la ville de Niort connaît une baisse du nombre d'habitants.

Tout en étant une des Régions les moins peuplées en France, Poitou-Charentes reste un territoire attractif.

- Une population de plus en plus urbaine

Occupation de l'espace picto-charentais

	Espaces à dominante urbaine: pôles urbains, couronnes périurbaines, couronnes multipolarisées (hab.)	Espaces à dominante rurale (hab.)	Total
Charente	195 618	144 010	339 628
Charente-Maritime	337 139	219 885	557 024
Deux-Sèvres	183 545	160 847	344 392
Vienne	286 630	112 394	399 024
Poitou-Charentes	1 002 932	637 136	1 640 068
France	47 965 268	10 553 127	58 518 395

Source : INSEE, RGP 1999

Conformément à ce qui a été décrit précédemment, les espaces à dominante urbaine sont 1,6 fois plus importants que les espaces à dominante rurale. Si la population en Poitou-Charentes est majoritairement urbaine, le territoire régional reste relativement rural. En effet, en comparaison avec la France et malgré la prise en compte de Paris dans les données, les espaces à dominante urbaine sont 4,5 fois supérieurs aux espaces à dominante rurale.

D'ailleurs, une étude de la densité de population conforte cette interprétation. La Région Poitou-Charentes présente en 1999 une densité de population faible puisque établie à 64 hab/km², la densité la plus élevée étant en Charente-Maritime avec 81 hab/km²¹⁴. Supérieure à celle de la Région Limousin (42 hab/km²), elle reste inférieure à celles de ses Régions voisines (Aquitaine : 70 hab/km² et Pays de la Loire : 100 hab/km²) et à la moyenne nationale

¹⁴ Voir annexe n°5

(109 hab/km²). En 2003, avec les recensements progressivement réalisés sur les territoires, l'INSEE constate une légère augmentation de la densité de population, passant de 64 hab/km² à 65 hab/km² en Région Poitou-Charentes.

Alors qu'elle est la 11^{ème} Région de France à avoir la plus grande superficie, elle fait partie d'une de celles qui ont les plus faibles densités de population (16^{ème} rang).

- Une population inégalement répartie sur le territoire régional

Les évolutions démographiques ont lieu différemment, selon la localisation de la commune (sur le littoral, à proximité d'une agglomération...), le dynamisme économique, les infrastructures routières etc. Cependant, on remarque que les zones les plus attractives en terme de démographie sont :

- les quatre agglomérations départementales : Poitiers, La Rochelle, Angoulême, Niort.
- les zones situées sur le littoral : il s'agit de la côte de Charente-Maritime.
- les communes centres, à partir de 5 000 habitants, qui tentent de maintenir un certain pouvoir d'attraction.

Enfin, on constate des aires en déclin dans le Montmorillonnais (Vienne) et la Haute-Saintonge (Charente-Maritime) ainsi que dans l'espace régional plus central comme le Civraisien (Vienne), le sud Mellois (Deux-Sèvres), le Ruffecois (Charente), notamment. Ces espaces subissent un déclin démographique dû à un solde naturel négatif et un solde migratoire négatif ou peu élevé.

Ainsi, malgré le fait que près de 44% de la population régionale vivent dans une commune de moins de 2 000 habitants (en 1999), le territoire présente une vaste superficie, d'où sa faible densité. De plus, les villes principales de la Région et les zones actives (littoral, petites villes...) bénéficient d'une certaine attractivité, au détriment de certaines campagnes. La population s'installe dans les villes et les campagnes périurbaines, plongeant dans le déclin les espaces ruraux « profonds ».

c. Répartition de l'emploi et taux de chômage de la Région Poitou-Charentes

▪ La répartition de l'emploi en 2004

Les activités tertiaires et industrielles prédominent en Poitou-Charentes.

L'activité tertiaire représente en 2004 les 2/3 de l'activité de la Région, alors qu'elle est une des Régions les plus rurales de France.

De même, le secteur de l'industrie regroupe environ 18% des emplois (de nombreux emplois dans l'agroalimentaire) et représente avec l'activité de la construction plus du quart des emplois¹⁵.

Ces constats sont le résultat d'une évolution étalée sur vingt ans. Ainsi, les secteurs agricole, industriel et de la construction ont fortement chuté, au profit d'un fort développement du tertiaire, qui a comblé en tout ou partie ces pertes d'emplois. L'ensemble de ces évolutions a transformé la relation entre la ville et la campagne, avec la création de cités, de villages dorts en périphérie de la ville et impliquant une modification des paysages.

▪ Le taux de chômage

Le taux de chômage a sensiblement baissé entre 1999 et 2004 (-0,1 point) sur la Région. Il a cependant augmenté dans les départements de Charente et de la Vienne de 0,2 point. Par ailleurs, la Charente-Maritime reste le département qui présente le plus fort taux de chômage¹⁶.

Malgré cela, la Région est en dessous de la moyenne nationale, laquelle a fortement augmenté entre ces deux périodes (+0,5 point).

2. Une grande diversité de pays en Poitou-Charentes

Afin de mieux cerner les pays de la Région, une fiche d'identité a été réalisée pour chacun d'entre eux, placée en annexe n°8 du mémoire.

¹⁵ Voir annexe n°6

¹⁶ Voir annexe n°7

Une étude plus approfondie des pays de la Région a permis de mettre en avant leurs caractéristiques et d'établir une comparaison avec les pays en France, mais elle a surtout mis en évidence les inégalités entre ces territoires. Ces inégalités sont multiples, la première d'entre elles étant d'ordre démographique. La moyenne démographique des pays à l'échelle nationale en 2005 est de 73 200 habitants¹⁷, alors qu'elle atteint à peine 40 000 habitants en Région Poitou-Charentes. Cette faible moyenne régionale est en partie due à une minorité de pays (cinq au total) pour lesquels le nombre d'habitants ne dépasse pas 16 500. Ainsi, près de la moitié des pays de la Région ont une population supérieure à 40 000 habitants, dont trois d'entre eux qui présentent un niveau démographique plus élevé que la moyenne nationale (les pays de Haute Saintonge, de Saintonge Romane et de Gâtine). Néanmoins, en prenant en compte les extrêmes, le rapport entre le pays le moins peuplé (le pays du Val de Gartempe) et le plus peuplé (le pays de Saintonge Romane) est de 10.7, marquant ainsi un écart très prononcé.

Si l'on peut mettre en rapport la démographie avec la situation géographique des pays, ceci ne suffit pas pour établir un lien direct de cause à effet. Les pays situés à proximité du littoral ou d'une agglomération bénéficient d'une attractivité démographique « naturelle ». Pour autant, un pays comme celui de l'Ile de Ré est limité en terme de population, de par son isolement géographique et sa faible superficie. Ces écarts de population sont d'ailleurs parfois amplifiés par la dominante plus ou moins urbaine de certains pays. Aussi, le pays Rochefortais à titre d'exemple, se distingue en ce qu'il est composé d'une agglomération. Cependant, les pays de Poitou-Charentes restent dans l'ensemble assez ruraux. Ils présentent d'ailleurs une faible densité, établie à 56,6 hab/km² en 2005. La Région Poitou-Charentes étant un territoire vaste et encore assez rural, il est naturel que les pays soient peu peuplés. En effet, la première vague de pays créés a donné lieu à des territoires d'assez grande superficie alors que la seconde (qui a démarré au début des années 90) a plutôt donné naissance à des pays de tailles plus petites et plus denses. Il est à noter que les pays du Département de la Vienne présentent la plus faible densité de la Région. Celle des pays du Département de Charente Maritime est plus élevée (89 hab/km²) en raison d'une forte densité sur les pays de l'Ile de Ré (193 hab/km² sur un territoire dont la superficie est de 85 km²) et Rochefortais (131 hab/km²). Néanmoins, la densité des pays de la Région est peu en deçà de celle des pays à l'échelle nationale en 2005, établie à 62 hab/km².

¹⁷ Source : Assemblée des Communautés de France

Cette variété de pays s'exprime aussi à travers leurs dates de création. La plupart d'entre eux sont nés durant la première vague, essentiellement au cours de la décennie 70¹⁸. Les derniers sont apparus à la fin des années 90. Par conséquent, près de trente années séparent le premier pays de Poitou-Charentes (le Pays Ruffécois) et le dernier (le Pays du Haut Val de Sèvre).

Toutefois, on remarque que les trois quarts des pays ont opté pour la structure porteuse de syndicat mixte. La structure associative est quasiment absente dans la Région (seulement deux pays sont concernés : le pays du Haut-Poitou et Clain, le pays Chauvinois). D'autres ont préféré être représentés par un EPCI car composés d'un seul EPCI sur le territoire (sauf le pays de Haute-Saintonge).

Certains pays ont par ailleurs pris le nom d'un terroir comme le pays de Gâtine, ou de leur ville centre à l'instar du pays Chauvinois.

La diversité des pays en Poitou-Charentes démontrent de la richesse du territoire. Cette hétérogénéité conforte cette idée qu'il est ardu de travailler à une trop grande échelle. De ce point de vue et de par ce qui vient d'être développé, le pays se présente comme un niveau territorial d'intervention plutôt pertinent. Répondre aux enjeux locaux à une échelle inférieure est de plus en plus difficile et à une échelle supérieure, cela serait inapproprié car ne pourrait suffisamment s'adapter aux complexités locales par manque de moyens et de temps.

3. La justification d'un échantillonnage de pays

La pertinence territoriale des pays ne suffit pas pour leur garantir un développement solidaire (dans la relation ville et la campagne) et efficace.

La notion d'efficacité pouvant être floue, il importe de la préciser. Ainsi, il ne s'agit pas de mesurer par des indicateurs précis le développement des pays comme le nombre d'établissements scolaires par exemple, car ils n'ont pas pour objectif de construire des écoles si l'on suit l'exemple pris. Ils ont pour buts d'animer, de donner une impulsion et d'assurer la coordination du territoire qui le délimite. Dès lors, l'emploi du terme « efficace » doit être entendu d'une autre manière, qui est plutôt de constater le succès, l'échec ou les résultats en demi teinte des projets mis en œuvre par les pays sur le territoire.

¹⁸ Voir annexe n°9

Le pays ne peut assurer son développement seul. La Région y participe largement par le biais de la contractualisation. Cependant, l'hypothèse posée dans le cas présent affirme que pour assurer un développement efficace et solidaire du pays, ce dernier doit être intégré en amont à la stratégie de développement régional. Ainsi, l'intervention financière ne suffirait pas, elle devrait être complétée par une prise en compte du pays par la Région dans sa stratégie.

Les pays en Poitou-Charentes sont désormais des acteurs incontournables pour la Région. En les intégrant à sa stratégie de développement, la Région adopterait une réelle démarche d'association et d'écoute auprès des pays. De plus, elle pourrait renforcer la cohésion du territoire qu'elle recouvre, en assurant un meilleur contrôle des écarts de développement.

L'étude des 26 pays de Poitou-Charentes étant difficilement réalisable en l'espèce, un échantillon de pays a été mis au point. Cette sélection se veut la plus représentative possible en touchant les quatre Départements de la Région, en prenant en compte la localisation géographique des pays (à proximité d'une agglomération, du littoral, sur un territoire quasiment dépourvu de villes), les écarts démographiques, les structures portant les pays, leur ancienneté et le nombre de communes au sein du pays notamment. Au total, ce sont sept pays qui ont été choisis.

Présentation et justification de l'échantillon de pays sélectionnés

Pays sélectionné pour l'échantillon	Département auquel le pays appartient	Justification(s) de la sélection du pays
Pays Loudunais	Vienne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un des premiers pays créés (1976) en Poitou-Charentes ▪ Sa structure porteuse est une communauté de communes ▪ A été l'un des pays pilote en France pour la création des pays en 1995 avec la LOADT
Pays des Six Vallées	Vienne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Est situé à la frontière de la capitale régionale (Poitiers) et constitue un territoire d'enjeux pour celle-ci (démographie, pression foncière, périurbanisation...)
Pays du Haut Poitou et Clain	Vienne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pays récent (2005) car résulte d'une fusion de deux pays ▪ Est porté par une association
Pays de Gâtine	Deux-Sèvres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il s'agit d'un des pays le plus vaste et qui regroupe le plus de communes (99 communes)
Pays de l'Ile de Ré	Charente-Maritime	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pays dont une des vocations majeures est le tourisme avec un rayonnement qui est national voire supra national ▪ Ile avec une petite superficie ▪ Territoire situé à proximité de l'agglomération rochelaise
Pays Rochefortais	Charente-Maritime	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pays dont la particularité pour la Région est qu'il est composé à la fois d'une agglomération et d'une communauté de communes
Pays de Charente Limousine	Charente	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un des pays qui souffre le plus du dynamisme démographique sur la Région ▪ Pays quasiment dépourvu de communes de plus de 2000 habitants.

Cet échantillon a permis de conférer le plus d'objectivité possible et de renforcer l'argumentation à cette recherche.

II. LA REGION POITOU-CHARENTES, UN ACTEUR INDISPENSABLE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DES PAYS

A. VERS UNE REGIONALISATION DU TERRITOIRE

1. La naissance de la Région

Depuis plus de vingt ans, le contexte national montre un Etat de plus en plus décentralisateur au profit des collectivités territoriales. Ce phénomène de décentralisation vient fortifier un processus pré-existant de régionalisation du territoire national.

Dès 1955, sans pour autant créer la Région, le Plan national de l'époque élaborait la première assise régionale. Jusqu'au début des années 80, l'idée de la Région et des pouvoirs qui pourraient lui être octroyés progresse : la question des découpages territoriaux prend forme.

Les différentes vagues de décentralisation avec principalement les premières lois en 1982 et 1983 n'ont fait que renforcer les pouvoirs conférés aux Régions. Progressivement, la Région acquière une plus grande autonomie, favorisant la mise en œuvre d'une politique régionale plus adaptée pour son territoire. Ainsi, la Région a vu accroître ses pouvoirs dans des domaines de compétences de plus en plus étendus. De fait, la probabilité d'assister à l'émergence d'une France régionalisée est forte, rompant dès lors avec un système traditionnel français fort, unifié et surtout centralisé.

Cependant, cette volonté étatique de transférer une partie de ses pouvoirs n'a pas toujours donné lieu à une définition claire des champs de compétences entre l'Etat et la Région. La création des conseils régionaux en 1986 par le législateur a ainsi permis d'apporter un éclairage sur la délimitation des compétences entre ces deux entités administratives.

Malgré les interventions législatives en faveur d'une organisation territoriale décentralisée, la France conserve un caractère unitaire et centralisé, limitant les pouvoirs d'actions de la Région et a fortiori le traitement particulier des espaces locaux. L'Etat n'a ainsi toujours pas trouvé le moyen de décentraliser ses pouvoirs tout en respectant l'unité nationale du territoire, garantie depuis la révolution française de 1789, reprise par la constitution de 1958.

2. Des Régions plus fortes mais encore bridées

Au 19^{ème} siècle, Vidal de la Blache définissait la Région comme « *une division du sol français* ». Cette vision purement géographique a nettement évolué depuis, conférant à la Région un caractère plus transversal, évolutif, et jouant un rôle important dans l'organisation du territoire. Ainsi, d'après B. Kayser, « *une Région est sur la terre un espace précis mais non immuable, inscrit dans un cadre naturel donné et répondant à trois caractéristiques essentielles : les liens existant entre ses habitants, son organisation autour d'un centre doté d'une certaine autonomie, et son intégration fonctionnelle dans une économie globale.* ». Le sentiment d'appartenance qui est indirectement souligné dans ce propos est intéressant. Cet attachement aux lieux permet à l'habitant de se fixer des repères. Toutefois, cette définition pourrait être complétée en ce que la Région possède une identité spécifique, avec une histoire et une culture qui lui sont propres.

Au-delà de cette proposition de définition, le Région est aussi une collectivité territoriale depuis 1981. Ce statut officialise enfin la Région, lui donne des droits et attribue des compétences. Dès lors, la Région va passer d'un rôle d'animateur du territoire à celui d'aménageur. A cet effet, elle planifie le territoire avec le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire, document fixant les orientations régionales sur le long terme. En complément, la Région a la possibilité de contractualiser. Elle exerce notamment ce droit auprès des collectivités et structures infra territoriales, mais aussi avec l'Etat dans le cadre du CPER. Si toutes les Régions utilisent plus ou moins l'outil de la contractualisation auprès des collectivités, elles ont toutes signé avec l'Etat à travers le CPER.

Par ailleurs, les actions menées jusqu'à ce jour par les Régions et notamment le Poitou-Charentes se révèlent plutôt efficaces, témoignant de l'existence d'un réel pouvoir régional. Ainsi, les Régions possèdent une assez grande souplesse d'intervention, permise entre autre par un budget généralement consacré à l'investissement et non au fonctionnement. Pour l'année 2006, sur un total de 522 millions d'euros, la Région Poitou-Charentes consacre 376 millions d'euros à l'investissement et 146 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement. De plus, lorsqu'une nette majorité est dégagée au sein du conseil régional comme c'est le cas en Poitou-Charentes, l'autorité politique peut prendre une certaine force, et agir sur une longue période puisque la durée d'un mandat régional est de six ans.

Depuis la création des Régions, on assiste à une montée en puissance des pouvoirs régionaux en France. En 2001 déjà, L. Jospin avait créé une commission pour faire de la Région « *un*

pivot de l'organisation territoriale »¹⁹. Aujourd'hui, de par sa taille, la Région peut réaliser des économies d'échelles. De plus, elle possède une bonne capacité à négocier avec un acteur comme l'Etat mais aussi avec l'Union Européenne. Par ailleurs, sa position d'intermédiaire entre le local et le national lui confère un rôle important. Face à cette montée en puissance, il est fréquent que certains conseils généraux craignent leur propre disparition à plus ou moins long terme. L'Association des Régions de France souhaite un développement des Régions qui vise à les imposer comme pivot dans la conduite des politiques territoriales.

Néanmoins, les compétences régionales sont souvent limitées. L'Etat est un puissant financeur pour la Région. Sans celui-ci, de nombreux projets définis dans le CPER ne pourraient arriver à leur terme. La Région Poitou-Charentes a ainsi perçu pour la période 2000-2006 une aide financière de plus de 600 millions d'euros. Aussi, il s'agit pour l'Etat de s'assurer un moyen de contrôle sur les Régions. Malgré des aides importantes, les Régions disposent bien souvent de peu de moyens financiers, ce qui ne leur permet pas toujours d'appliquer leur politique territoriale comme elles le désirerait. En effet, les Régions utilisent en général la méthode de la conditionnalité des financements qu'elles octroient, une des seules armes de persuasion qu'elles détiennent. Cependant, leur capacité budgétaire détermine leur niveau d'intervention sur le territoire mais aussi leur capacité à le mobiliser autour de projets communs. A ce titre, la Région Poitou-Charentes, de par son historique intercommunal, éprouve peu de difficultés. Elle a su mobiliser par le biais de la contractualisation ses territoires comme les pays et les communautés d'agglomération.

Les Régions pourraient être considérées comme la collectivité la plus capable d'assurer un pouvoir croissant dans le domaine de l'aménagement. Toutefois, le risque pour les Régions serait de se poser comme administrateur territorial, en confiant certaines actions aux échelons infra régionaux, entraînant de fait une perte de lisibilité de la politique régionale. Ce danger pourrait survenir si les crédits octroyés aux Régions par l'Etat et l'Union Européenne sont amenés à diminuer.

Par ailleurs, tous les problèmes relatifs à la délimitation du rôle de la Région, à l'articulation de ses fonctions avec l'Etat et d'autres collectivités ne sont pas réglés.

¹⁹ G-F. Dumont, 2004

B. LA NON INTEGRATION DES PAYS DANS LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL, AU NOM DE LA COHERENCE TERRITORIALE

Il est difficile pour le conseil régional d'imaginer intégrer les pays en amont de la stratégie de développement de la Région. La raison qui explique le plus cette prise de position est un souci de conserver une cohésion territoriale à l'échelle de la Région Poitou-Charentes. En effet, parmi les missions qui lui sont attribuées, le conseil régional est chargé de garantir une cohésion sur son territoire et d'y assurer un équilibre.

Aussi, sur le principe, ce n'est pas tant à la Région d'appliquer les politiques exprimées par les différents territoires mais avant tout d'appliquer sa propre politique, à travers les pays, les communautés d'agglomération etc. Cet objectif de cohésion ne s'oppose pas à la notion de démarche ascendante. La politique régionale ne doit pas se poser comme un frein systématique à la création de projets, à l'innovation et surtout au développement des territoires infra-régionaux.

Par ailleurs, intégrer les pays en amont de la stratégie de développement régional signifierait prendre en compte les avis, les problèmes, les caractéristiques de 26 territoires, tous différents les uns des autres. De plus, si les pays étaient intégrés à ce processus, il conviendrait d'y associer d'autres acteurs comme les communautés d'agglomération.

Le cas échéant, la situation donnerait lieu à une politique régionale désorganisée, complexe à comprendre voire illisible.

Depuis 2004, il semblerait que la politique régionale soit un peu plus directive car le conseil régional souhaite donner une meilleure lecture de sa politique.

Sur le terrain, cela est plus ou moins bien accepté par les pays, ces derniers étant habitués à disposer d'une marge de manœuvre un peu plus importante qu'à l'heure actuelle.

Toutefois, les pays conservent une certaine liberté d'interprétation des priorités affichées par la Région. En effet, l'énoncé de ces priorités reste vague, le conseil régional ayant décidé de fixer un cadre d'intervention plus que des directives très contraignantes, tout en laissant aux pays une certaine liberté d'action dans l'interprétation de ces priorités.

C. UNE RELATION QUI RESTE TRES FORTE ENTRE LA REGION ET LES PAYS

La Région Poitou-Charentes constitue un acteur indispensable pour les pays et inversement. Surnommée la « grande sœur » des pays, elle est aussi à l'origine de ces derniers.

La force de ce lien entre la Région et les pays a pu être mise en évidence essentiellement grâce au travail de terrain effectué auprès des pays sélectionnés et de la Région.

1. Le contrat régional de territoire, au service des pays et de la Région

a. Le contrat régional de territoire, un gage de cohésion territoriale

La cohésion du territoire ne peut être garantie sans une mobilisation des pays par la Région. Cela passe notamment par une bonne couverture contractuelle. Sur la période 2004-2006, tous les pays de la Région ont contractualisé avec le conseil régional de Poitou-Charentes.

La plupart des contrats ont été signés tardivement, en raison du changement de mandat régional. Toutefois, la majorité d'entre eux a été signée entre la fin de l'année 2004 et le premier semestre 2005.

Aussi, la nouvelle équipe régionale a procédé à une refonte des contrats de territoire en commençant par leur appellation. Désormais nommés les contrats régionaux de territoire, leur organisation a été modifiée afin qu'ils soient identiques d'un pays à un autre. De plus, le conseil régional ayant dès 2004 fixé de nouvelles priorités d'actions, tous les contrats régionaux de territoire ont repris ces axes d'intervention.

La Région étant le principal financeur des pays, la plupart des projets qui émanent de ces territoires s'inscrivent dans les priorités d'actions régionales. En outre, l'octroi de financements régionaux est, au titre du contrat régional de territoire, conditionné par la mise en place de projets en accord avec ces axes.

b. Le contrat régional de territoire, un outil qui contribue au développement des pays

▪ Le contenu du contrat régional de territoire

Les actions menées par le pays dans le cadre de ce contrat doivent reprendre les priorités régionales établies sur la période contractuelle 2004-2006. Celles-ci sont les suivantes :

- Economie-emploi
- Education
- Environnement
- Agriculture
- Vivre ensemble
- Santé, handicap
- Equipements

Parmi les pays échantillonnés, la quasi-totalité d'entre eux consacrent avant tout leur budget à l'emploi et l'économie d'une part et à la priorité « vivre ensemble » d'autre part²⁰.

Il s'agit de deux axes d'intervention majeurs car ils génèrent des conséquences directes sur le développement du territoire et sur son attractivité notamment.

Par ailleurs, certaines priorités sont nouvelles depuis 2004. Les actions dans les domaines de l'environnement, du handicap, de l'agriculture constituent la principale évolution entre le contrat de territoire précédent et l'actuel contrat régional de territoire. L'introduction de ces thématiques a été reçue avec plus ou moins d'appréhension par les élus. Méconnaissant ces thèmes et ne sachant pas toujours quels types de projets mettre en place, tous les pays ne se sont pas montrés enthousiastes vis-à-vis de ces derniers.

D'autres, à l'image de pays des Deux-Sèvres et du pays de Charente-Limousine, n'ont pas hésité à s'engager sur ces priorités régionales émergentes.

A travers le contrat régional de territoire, ces priorités ont permis de sensibiliser les acteurs et les élus locaux. Une dynamique s'est par ailleurs créée sur certains territoires, notamment sur

²⁰ Voir annexe n° 10

la perception du handicap, leur ayant permis de se découvrir et de réfléchir sur certains projets nouveaux.

- L'évolution du contrat régional de territoire vers une logique de projet

Depuis 2001, les contrats passés entre la Région et les pays s'inscrivent progressivement dans une logique de projet. Cette démarche est assez difficile pour les pays, notamment pour ceux considérant la Région comme un simple financeur. Cependant, d'autres pays commencent à accepter un des principes de la contractualisation lequel est d'autoriser dans le cas présent la Région à avoir un droit de regard sur l'utilisation des fonds qu'elle octroie.

Le passage d'une logique de guichet à celle de projet porte essentiellement sur la répartition et l'utilisation des financements régionaux par pays, pour la durée du contrat.

Dans les contrats de territoire 2001-2003, l'enveloppe régionale était dissociée, une grande partie de la dotation étant versée au titre des thématiques régionales, l'autre étant consacrée aux initiatives locales. Aussi, le conseil régional autorisait les pays à utiliser cette seconde sous-enveloppe de manière assez libre, à la seule condition qu'elle s'inscrive dans la stratégie de développement de la Région.

En 2004, les critères quant à l'obtention des financements régionaux sont plus stricts. La répartition budgétaire se négocie en trois temps :

- une réunion technique entre le pays et la Région : les deux acteurs discutent des projets ayant un rapport avec les priorités régionales.
- une réunion d'orientation : cette rencontre est d'ordre politique et se tient entre les élus du pays et de la Région, l'élus régional référent et le technicien régional en contact permanent avec le pays en question. L'objet de cette réunion est de négocier les projets pouvant être intégrés au contrat régional de territoire et d'établir une répartition budgétaire approximative.
- le contrat régional de territoire provisoire passe en commission permanente du conseil régional, pour une validation définitive du document.

Ainsi, la marge de liberté des pays dans la gestion financière de la dotation régionale s'est réduite entre ces deux périodes contractuelles. La Région exerce un réel contrôle à travers la contractualisation.

Néanmoins, elle pratique les délégations de crédits auprès des pays. Dans le cadre de la décentralisation, la Région a fait évoluer ses mécanismes financiers d'attribution de ses aides, aux porteurs de projets comme les pays. Cette démarche s'inscrit en outre dans un souci d'une plus grande responsabilisation de ces derniers.

Seuls les pays dont les financements sont gérés par un comptable public peuvent bénéficier de ces délégations, excluant de fait les pays portés par une structure associative.

Les domaines qui peuvent faire l'objet d'une délégation sont déterminés au moment de l'établissement du contrat. Ils concernent notamment des opérations d'hébergement touristique, la mise en valeur du petit patrimoine, les manifestations culturelles, sportives etc. De manière générale, les domaines qui font l'objet d'une délégation de crédits ne sont pas déterminants sur le développement des pays car ils ne concernent pas des thèmes majeurs comme l'emploi, la santé. Aussi, ce type de délégations est quasi-automatique, dès lors que le montant du projet est inférieur à 3 800 euros. Lorsqu'il est supérieur à cette somme, le pays doit demander une subvention supplémentaire à la Région, ce qui est peu fréquent. Toutefois, il arrive que certains négocient une délégation de crédits dans le domaine de l'habitat, axe d'intervention assez important sur un territoire.

2. Deux acteurs qui communiquent entre eux

a. L' élu régional référent, un acteur à l'écoute des pays

Chaque pays est doté d'un élu régional référent sur la Région Poitou-Charentes.

Ces élus servent d'interlocuteurs entre la Région et les pays. De plus, ils leur permettent de demander conseil à la Région lorsqu'ils en ressentent le besoin.

Des échanges avec d'autres acteurs ayant un lien avec la stratégie de développement du pays comme les associations ont pu avoir lieu.

La position des élus référents est ouverte à des acteurs nouveaux, autres que le pays lui-même. La présence de ces élus fait état d'un bilan positif pour la Région et les pays car elle favorise grandement la communication entre ces deux structures.

- b. L'existence de réunions thématiques, un lieu d'échanges entre les pays et la Région

La Région Poitou-Charentes organise plusieurs fois dans l'année des réunions thématiques afin de développer la communication et l'échange entre les pays et d'informer ces derniers sur des thèmes de travail, parfois nouveaux (patrimoine, restauration à domicile, paysage etc.). Les pays sont sensibilisés sur certains sujets et peuvent à l'occasion donner leur avis à la Région.

Les réunions étaient toutefois plus fréquentes sous le mandat précédent, illustrant le fait que les pays se sentaient un peu plus intégrés à la politique régionale qu'à l'heure actuelle.

- c. Les pays, une source d'informations pour la Région

Les pays constituent pour la Région une source d'informations primordiale. En favorisant l'échange avec les pays, la Région y puise des renseignements relatifs à l'évolution des territoires, aux ressources dont ils disposent, aux problèmes qu'ils rencontrent.

Ces informations sont des éléments nécessaires à connaître pour la Région afin d'assurer la bonne conduite de sa politique.

Comme il l'a été développé dans cette deuxième partie, la Région joue un rôle croissant auprès des territoires infra-régionaux avec les phases de décentralisation et le phénomène de régionalisation. L'échelle régionale et les compétences octroyées à la Région placent cette dernière comme étant l'acteur le plus pertinent pour accompagner des territoires comme des pays. La Région possède suffisamment de recul par rapport aux pays pour constituer un point de repère pour ceux qui tendraient à diluer leurs actions et perdre de vue leur objectif de mise en œuvre de leurs projets de territoire.

Par ailleurs, on a pu constater que la Région n'intègre pas les pays en amont de sa stratégie de développement, par souci de cohérence territoriale. Toutefois, les pays et la Région communiquent et sont fortement liés par le contrat régional, ce qui leur confère une position essentielle l'un vis-à-vis de l'autre.

Sans pour autant réduire le rôle joué par la Région, les pays ne comptent pas sur sa seule présence. Si certains d'entre eux souhaiteraient être plus associés à la stratégie de développement de la Région, d'autres estiment que leur développement n'est pas uniquement lié à cette stratégie, pouvant bénéficier d'autres outils.

PARTIE III. DES PAYS, VUS COMME UN OUTIL FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE, EN MARGE DU ROLE JOUE PAR LA REGION ET DE SA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

Les pays bénéficient d'outils, de moyens d'agir, leur permettant de se développer sans l'intervention de la Région Poitou-Charentes.

Toutefois, il est essentiel de garder à l'esprit que celle-ci possède aujourd'hui encore une grande influence sur le développement des pays. D'ailleurs, ce rapport entre les pays et la Région sont amenés à se poursuivre dans les années à venir.

I. LES PAYS, DES TERRITOIRES EN QUETE DE DEVELOPPEMENT VIA DE MULTIPLES PARTENAIRES

La relation pays Région n'est pas exclusive, notamment dans certaines Régions pour lesquelles les pays ne représentent pas un axe d'intervention majeur. De plus, dépourvus du droit d'imposition, les pays ont comme unique source de financements celles permises par les partenariats qu'ils développent. Or, le développement des pays est aussi dépendant du degré d'intervention financier de leurs partenaires. Ces derniers sont en effet peu nombreux et s'investissent de manières très variées auprès des Pays.

A. LE DEPARTEMENT : DES POLITIQUES DEPARTEMENTALES TRES CONTRASTEES AU SEIN DE LA REGION POITOU-CHARENTES.

Dans bien des cas, les aides octroyées par les Départements sont attribuées aux communes ou aux EPCI car il s'agit de partenaires historiquement forts. Aussi, les pays possèdent un partenaire essentiel représenté par la Région. Si la présence régionale est importante auprès des pays de Poitou-Charentes, les politiques départementales en faveur de ces derniers sont très variables.

Sur les quatre Départements composant la Région, seuls deux d'entre eux proposent un cadre contractuel aux pays.

Ainsi, le Département de la Charente propose un contrat de cohésion avec les syndicats de pays afin que ces derniers et le Département mènent conjointement des actions jugées prioritaires pour le développement du territoire. Cette démarche qui se veut cohérente l'est

d'autant plus que la Région est concertée préalablement à la signature du contrat. Le Département fait varier son degré d'intervention financière selon la nature, le coût du projet et naturellement selon ses possibilités de financement. Ce contrat est limité à une période de trois ans.

Le Département des Deux-Sèvres reprend cette démarche contractuelle et l'a renforcée par un réel soutien aux territoires.

Tout d'abord, le conseil général propose aux pays et sur une période de trois ans (nous sommes dans la période 2003-2006) un contrat départemental de développement durable. Ce dernier permet au Département et aux pays de s'accorder sur le partage des priorités pour le territoire dans un premier temps, puis de définir un plan d'actions dans un second temps. Ce partage des priorités est déterminé tout en respectant plusieurs principes parmi lesquels :

- le principe de subsidiarité : dans certains cas, le pays est plus apte à intervenir sur son territoire que le Département.
- le principe de responsabilisation : une marge de manœuvre est permise aux pays pour définir et mettre en œuvre leurs actions, même si le conseil général donne son accord au préalable sur les projets du pays.

Le conseil général intervient à plusieurs niveaux. Il soutient l'ingénierie en prenant en charge une partie du financement de certains postes de chargés de missions créés pour élaborer ou suivre le projet de territoire du pays (la participation du Département correspond à une contribution maximale de 50% du coût total ou de la dépense subventionnable).

Le Département peut soutenir selon l'orientation de sa politique, les plans d'actions menés par les Pays en aidant ces derniers à repérer leurs priorités, à définir leurs programmes d'actions et leur charte de développement durable notamment. Aussi, il peut aller jusqu'à financer 50% du coût de chaque action.

Enfin, le conseil général n'oublie pas sa propre politique. En parallèle aux actions qu'il a décidé de mener prioritairement, il sollicite les pays à réfléchir aux actions qui pourraient être mises en œuvre à l'échelle départementale. Cette démarche est formalisée par « le projet stratégique des Deux-Sèvres ». Une fois élaboré, le pays choisit une des priorités contenues dans le projet et en propose un programme d'actions au Conseil Général. En retour, celui-ci peut aider les pays à financer jusqu'à 80% du coût de chaque action.

Dans le cadre de ce contrat, les pays peuvent bénéficier d'un fonds de solidarité pour lutter contre les disparités territoriales.

Un autre axe d'intervention du conseil général est l'aide à la décision. Cette politique a permis de créer un programme d'aides à la décision pour les pays qui souhaitent en bénéficier. Il se traduit par le co-financement d'études et de soutien à l'ingénierie afin d'assurer la bonne conduite du projet de territoire. Il n'intervient toutefois qu'en amont du projet de développement du pays.

La politique du Département des Deux-Sèvres auprès des pays est une réelle politique de soutien avec une volonté d'afficher la solidarité territoriale entre le Département et les pays et de réduire les disparités territoriales. Par ailleurs, le Département a mis en place un dispositif d'appui aux territoires - composé notamment de médiateurs développeurs spécialisés en aménagement et en développement local - car il est investi de la mission qui est de garantir un développement équilibré du territoire à son échelle.

Cette forte intervention se justifie entre autre par le fait que ces deux entités existaient bien avant la Région et qu'ils ont naturellement développé un partenariat.

Cependant, cette justification ne se retrouve pas au sein des politiques des Départements de la Charente-Maritime et de la Vienne.

Le Département de Charente-Maritime apporte un soutien financier aux Pays dans le domaine de l'animation et finance en partie le personnel travaillant au sein de la structure des pays. La politique du conseil général est favorable aux pays même si elle est moins poussée que celle des Deux-Sèvres. Cette sensibilisation s'explique peut-être par le fait que le président du Conseil Général est aussi président de pays.

Par ailleurs, un Département dépourvu de politique réelle envers les pays est celui de la Vienne.

La Région Poitou-Charentes joue un rôle stabilisateur auprès des pays car il intervient de la même manière auprès de chacun d'eux, à l'inverse des Départements qui n'ont pas toujours la même vision de l'intercommunalité et plus particulièrement des pays. Ces politiques départementales variant d'un extrême à un autre contribuent à renforcer les inégalités territoriales même si certaines de ces politiques sont heureusement bénéfiques pour les pays.

B. L'ETAT, UN ACTEUR ENCORE PRESENT LOCALEMENT

Les pays ont la possibilité de contractualiser avec l'Etat grâce au contrat de pays. Celui-ci s'étend sur une durée de trois ans. A l'heure actuelle, la période contractuelle a débuté en 2004 pour s'achever au 31 décembre 2006, c'est-à-dire à la même date finale que le CPER et le contrat régional de territoire.

En outre, afin de pouvoir contractualiser avec l'Etat, deux conditions sont requises. Il est nécessaire pour le pays d'avoir réalisé sa charte de développement durable. De même, la reconnaissance du périmètre du pays est un préalable indispensable à la contractualisation.

Le but d'un tel contrat est de traduire la stratégie du pays inscrite dans la charte de développement et ce, de manière opérationnelle.

En complément, une circulaire datant du 20 décembre 2004 vient préciser la nécessité de contractualiser sur des projets « structurants » pour le territoire. Ainsi, les opérations qui découleront du contrat de pays devront « *permettre d'apporter une réponse pertinente aux besoins de la population du territoire, identifiés notamment dans le diagnostic qui sous-tend le projet et qui ne peuvent être satisfaits à l'échelle communale ou intercommunale* »²¹.

Ces projets structurants justifient la mobilisation de crédits contractualisés dans le cadre du CPER 2000-2006 et principalement ceux du FNADT. L'Etat intervient aussi plus ou moins directement (les crédits étant souvent octroyés au conseil régional, lequel répartit ensuite les subventions auprès des collectivités et des pays) au titre de la Dotation Générale de Décentralisation, de la Dotation Générale d'Equipeement et des crédits de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat.

En Poitou-Charentes, près des 2/3 des Pays, c'est-à-dire 18 au total, ont contractualisé avec l'Etat pour la période 2004-2006. Aussi, la forme des contrats de pays est similaire d'un pays à un autre. Après avoir rappelé la formation du pays, présenté ses principales caractéristiques, le contrat reprend la stratégie du pays ainsi que ses objectifs.

Il précise finalement les projets qui seront réalisés dans ce cadre et les moyens qui seront mis en œuvre.

²¹ Circulaire du 20 décembre 2004 reprise dans les contrats de Pays.

L'Etat constitue un partenaire important même si son intervention est de plus en plus controversée avec le contexte de décentralisation vécue à l'échelle nationale. L'Etat est le financeur principal dans le contrat de pays, toutefois, les projets mis en œuvre le sont souvent en partenariat avec d'autres acteurs comme les EPCI, le conseil général et le conseil régional.

C. L'UNION EUROPEENNE, UN PARTENAIRE UTILE MAIS UNE ACTION INADAPTEE POUR LES PAYS

Les pays peuvent solliciter plusieurs fonds européens²² par le biais des politiques structurelles notamment en développement rural.

L'intérêt de ce paragraphe est de savoir si les pays de Poitou-Charentes bénéficient de ces fonds et quelles conséquences cela implique-t-il pour eux.

En 2000, le conseil régional a identifié deux enjeux d'intervention pour l'Union Européenne sur des territoires comme les pays de Poitou-Charentes :

- consolider et valoriser les potentialités des espaces ruraux pour répondre aux attentes de la société
- passer d'une politique de compensation des handicaps à une politique dynamique de mise en valeur des atouts du territoire grâce à des projets de territoire.

Deux moyens d'actions majeurs s'offrent aux pays pour répondre à ces deux enjeux.

1. Le programme LEADER+ bénéficiant à près d'un tiers des pays de Poitou-Charentes

Parallèlement aux contrats de ruralité, les pays de Poitou-Charentes ont commencé à bénéficier des programmes LEADER dès 1994, appelés à l'époque LEADER II. L'objectif de ce programme, qui s'est déroulé en deux temps (de 1994 à 1996 puis de 1997 à 1999), était de développer les zones rurales fragiles.

Son successeur, le programme LEADER + (pour une durée allant de 2000 à 2006) profite actuellement à huit pays de la Région. Il s'agit des pays :

- Civraisien,
- de Gâtine,
- de Haute-Saintonge,

²² Voir première partie

- de Horte et Tardoire,
- Mellois,
- Montmorillonnais,
- Rochefortais,
- Sud Charente.

Sur les six thèmes d’actions proposés par le programme, trois d’entre eux ont été choisis par les pays de Poitou-Charentes.

Les programmes LEADER + 2000-2006 en Poitou-Charentes

	<u>Thème n°1</u> : Valorisation des ressources naturelles et culturelles					<u>Thème n°2</u> : Accueil de nouveaux acteurs locaux et d'entreprises		<u>Thème n°3</u> : Amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales
Pays participant au programme Leader +	Pays de Gâtine	Pays Montmorillon-nais	Pays Civraisien	Pays Sud Charente	Pays Rochefortais	Pays de Haute-Saintonge	Pays Horte et Tardoire	Pays Mellois
Montant total du coût du programme (€)	3 787 689	3 141 364	3 464 720	3 604 143	5 150 000	4 357 000	3 684 000	2 600 000
Participation de l'Union Européenne (€)	1 592 000 (42%)	1 570 682 (50%)	1 487 522 (43%)	1 470 328 (40%)	1 633 000 (32%)	1 545 000 (35%)	1 497 000 (40%)	1 300 000 (50%)

Sources : Unité Nationale d'Animation (UNA) et association Leader France

La participation de l'Union Européenne varie légèrement d'un pays à un autre. Elle intervient en moyenne dans ce programme à hauteur de 41.5% par Pays en Poitou-Charentes.

Les fonds octroyés par l'Union Européenne sont importants d'autant qu'elle finance les 132 autres pays eux-aussi bénéficiaires du programme LEADER +.

Ces huit pays renforçant leur expérience de partenariat, les territoires en ressortent d'autant plus forts qu'une telle pratique est favorable à la mise en place de projets de développement. De plus, six d'entre eux étaient déjà habitués à cette démarche, ayant bénéficié du précédent programme LEADER II (à l'exception du pays Montmorillonnais et du pays Civraisien).

Les programmes LEADER + touchent à leur fin et l'on ne sait pas comment ils vont évoluer pour la prochaine période contractuelle. Cependant, force est de constater le dynamisme d'une part conséquente des pays pour les programmes LEADER, synonyme d'un véritable partenariat avec l'Union Européenne. En outre, les pays qui s'engagent dans une telle démarche doivent assurer le personnel nécessaire pour gérer le programme au sein de la structure, impliquant une mise à disposition suffisante de moyens financiers.

2. L'objectif 2, une aide indirecte pour les pays

Le Document Unique de Programmation de la Région Poitou-Charentes, élaboré pour la période 2000-2006 présente l'objectif 2 des fonds structurels. S'inscrivant dans la continuité de l'objectif 5b (période contractuelle 1994-1999), l'objectif 2 a pour but de redynamiser les zones qui présentent des difficultés structurelles, en milieux urbain, rural, ou encore industriel. Ces zones sont généralement déterminées de par les difficultés socio-économiques qu'elles présentent (taux de chômage élevé, déclin des activités traditionnelles en zone rurale, mutation de secteurs de l'industrie ou des services...).

La définition des zones éligibles à l'objectif 2 en Poitou-Charentes a suivi ces grandes lignes et plus précisément quatre principes :

- Retenir des zones connaissant de grandes difficultés et dans lesquelles de nouveaux projets significatifs de restructuration et de développement pourraient être menés
- Prendre en compte les crises rencontrées par certaines zones
- Retenir les territoires présentant un intérêt exceptionnel sur le plan environnemental
- Préserver la cohérence du territoire

Pour le conseil régional de Poitou-Charentes, trois enjeux sous-tendent l'objectif 2 :

- Renforcer la compétitivité de l'espace économique régional
- Soutenir les facteurs d'attractivité et de rayonnement
- Assurer le développement d'une armature territoriale équilibrée et garante de la cohésion régionale

En parallèle, les zones qui avaient bénéficié de l'objectif 5b sont désormais placées en zones de soutien transitoire. Ce statut leur permet de bénéficier des crédits du FEDER (de 2000 à 2005), du FSE et du FEOGA (de 2000 à 2006) pour éviter un arrêt brutal des aides de l'Union Européenne et pour renforcer les actions menées sur ces zones.

Effectif des communes bénéficiant des aides de l'objectif 2 et du soutien transitoire en Poitou-Charentes pour la période 2000-2006

	OBJECTIF 2		SOUTIEN TRANSITOIRE	
	Nombre de communes éligibles	Part des communes éligibles (%)	Nombre de communes éligibles	Part des communes éligibles (%)
Charente	151	37.4	211	52.2
Charente-Maritime	305	64.6	84	17.8
Deux-Sèvres	85	27.6	189	61.4
Vienne	120	42.7	66	23.5
Poitou-Charentes	661	45.1	550	37.5

Source : Association Poitou-Charentes Europe

La Région est recouverte à 82% par les objectifs 2 et 5b. Les fonds octroyés à cet effet touchent ainsi 72.3% de la population picto-charentaise (soit 795 506 habitants) dont 22.4% en soutien transitoire (ce qui correspond à 357 543 habitants).

Les moyens financiers débloqués sont par ailleurs conséquents, s'élevant à près de 310 millions d'euros pour la Région Poitou-Charentes sur la période 2000-2006.

**Affectation des fonds européens au titre des objectifs 2 et 5b en Poitou-Charentes pour
la période 2000-2006**

	FEDER	FEOGA	FSE
Zone Objectif 2 (€)	201 850 484	45 999 000	35 806 005
Zone en soutien transitoire (€)	27 990 248	0	0

Source : Association Poitou-Charentes Europe

L'objectif 2 du DOCUP de la Région est divisé en cinq axes d'interventions parmi lequel celui de « *renforcer l'attractivité et la cohésion des territoires* » (axe C). Plus précisément, il s'agit de « *préserver la cohésion et l'identité du territoire afin de lutter contre les inégalités croissantes entre les territoires et au sein de ceux-ci. On s'appuiera ici notamment sur les projets des « pays » et de l'intercommunalité bien développés dans la région. L'axe soutiendra le développement solidaire des territoires (liens villes-campagne), les spécificités urbaines territoriales (politique de la ville) ou le développement local de proximité* »²³.

La procédure d'obtention des fonds au titre de l'objectif 2 n'est pas ouverte aux pays alors qu'ils sont concernés par l'axe C de cet objectif. Le soutien aux projets des pays est par conséquent indirect, émanant des différents acteurs (collectivités locales, associations, organismes consulaires etc.) ayant sollicité auprès de l'Union Européenne ces crédits, redistribués par la Région aux pays notamment.

A partir des pays étudiés dans le cadre de cette recherche, il a été assez difficile de connaître l'utilisation réelle des fonds attribués au titre de l'objectif 2. Cependant, l'ensemble des acteurs rencontrés a pu donner des exemples de projets financés en partie par ces aides. Tous les pays appartenant à l'échantillon ne bénéficient pas des crédits débloqués au titre de l'objectif 2 ou du soutien transitoire. Ainsi, des pays comme le Rochefortais, la Gâtine et le Loudunais appartiennent entièrement à ces zones éligibles à l'opposé des pays du Haut-Poitou et Clain et des Six Vallées qui en sont exclus. Toutefois, la quasi-totalité des pays de Poitou-Charentes peuvent prétendre auprès du conseil régional à bénéficier de ce type de crédit.

Le pays de Charente Limousine bénéficie de l'objectif 2 et a pu financer de fait le projet sur les lacs de Haute-Charente et l'aménagement de centres bourg. Le pays Loudunais a lui aussi employé ces fonds pour l'aménagement de centres bourg.

²³ DOCUP de la Région Poitou-Charentes 2000-2006

De près ou de loin, l'Union Européenne reste pour les pays de Poitou-Charentes un partenaire à part entière, qui ne peut être sous-estimé ne serait-ce pour l'importance des fonds qu'elle débloque.

Ces aides qui viennent d'être évoquées sont les principaux crédits européens pour les pays. Toutefois, certains d'entre eux peuvent, en marge de tout cela, répondre à des appels à projets lancés par l'Union Européenne, à l'instar du pays Rochefortais. Ce dernier a en effet répondu à un appel à projet européen dénommé INNOVATIC qu'il a d'ailleurs obtenu. L'objet de ce programme est de développer l'accès à internet au public, en collaboration avec des clubs informatiques notamment et ce, de façon homogène sur l'ensemble du pays.

La difficulté principale afin d'obtenir des fonds européens pour un pays ou une autre structure est avant tout de connaître les différentes aides existantes, leurs destinations et savoir comment les recevoir. Un autre obstacle, plus secondaire, est de réussir à monter le dossier pour obtenir ces crédits.

II. LE DEVELOPPEMENT DES PAYS LIE A DES FACTEURS INTRINSEQUES

Certains élus déplorent le montant des subventions accordées par la Région au titre du contrat régional de territoire, souvent considéré comme insuffisant pour assurer le bon développement du territoire. Si la question financière est un sujet délicat à traiter, la Région octroie la même subvention de base pour chaque pays, établie à 50 euros par habitant répartis entre les priorités du contrat. Afin d'encourager l'emploi des financements dans la création de projets, la Région limite les dépenses de fonctionnement et d'animation à 15% du montant de sa subvention.

Si le problème du financement des territoires est réel, il ne constitue pas le seul frein gênant au développement des territoires. D'autres raisons, directement liées aux pays peuvent être avancées. A l'inverse, la création, la forme, la composition des pays sont autant de facteurs qui peuvent avoir une influence plus ou moins directe sur leur bon développement. De même, celui-ci ne peut être envisagé sans l'existence d'une réelle volonté politique, à la base des projets de territoire.

A. LA COMPOSITION DE L'EQUIPE TRAVAILLANT AU SEIN DU PAYS

Le nombre de personnes travaillant au sein de la structure du pays joue un rôle crucial dans la dynamique du territoire. En effet, celle-ci n'est pas la même selon que l'équipe est formée de trois ou de dix personnes.

Les pays étudiés dans le cadre de cette recherche disposent en moyenne de deux animateurs par pays. Chacun d'entre eux est doté d'un animateur de pays et le plus souvent d'un animateur de la charte de développement du territoire.

Aussi, ce n'est pas tant le nombre d'animateurs qui joue un rôle important mais l'équipe toute entière travaillant au sein du pays qui influe sur la dynamique du territoire.

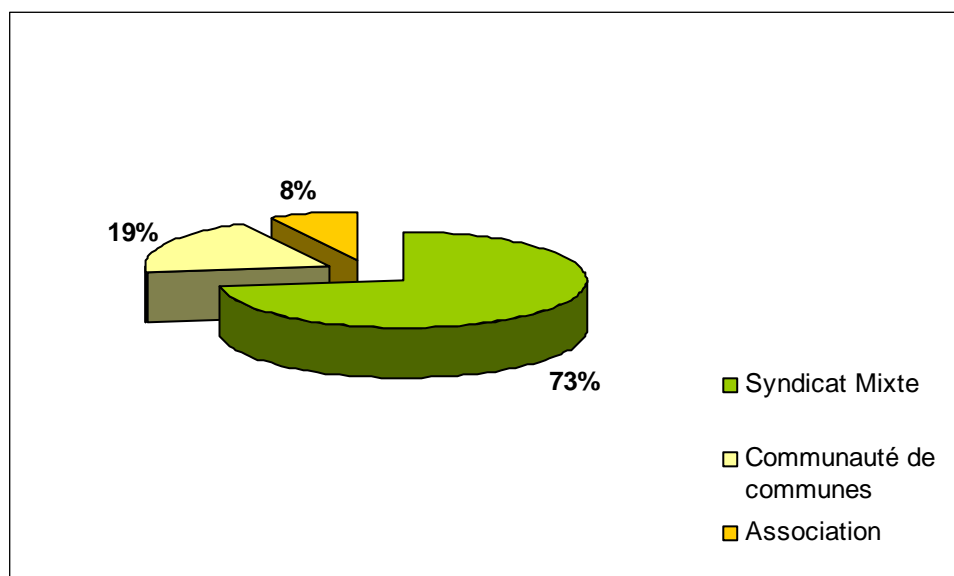
Les pays comme celui de Charente-Limousine souffrent d'un manque de personnel. Si la qualité des projets n'est pas remise en cause, ils reposent dans le cas présent sur une équipe technique de quatre personnes seulement. De plus, ces projets pourraient être multipliés si l'équipe était plus nombreuse. A cet effet, il est à noter que la Région soutient en partie le financement de postes d'animateurs généralistes et thématiques dans le cadre des contrats passés avec les pays.

Par ailleurs, le pays Loudunais fonctionne avec une équipe de taille importante car elle est la même pour la communauté de communes du Loudunais et le pays. Ainsi, les moyens notamment humains ont été mutualisés, les animateurs étant entièrement disposés à travailler sur leurs projets.

PAYS	COMPOSITION DE L'EQUIPE
Pays de Charente Limousine	4 personnes dont : - un animateur de pays - un animateur LEADER +
Pays de Gâtine	15 personnes dont : - un animateur de pays - un animateur de la charte de pays
Pays du Haut-Poitou et Clain	4 personnes dont : - un animateur de pays - un animateur de la charte de pays
Pays de l'Ile de Ré	1 animateur de pays
Pays Loudunais	83 personnes dont : - un directeur général des services en charge du contrat régional de territoire - un animateur de pays - un chargé de mission de pays en charge du développement économique
Pays Rochefortais	3 personnes dont : - un animateur de pays - un animateur en charge de l'animation du conseil de développement du pays et de l'agglomération de Rochefort
Pays des Six Vallées	5 personnes dont : - un animateur de pays - un animateur en charge du développement économique - un animateur en charge développement culturel et sportif - un animateur en charge du développement touristique et communication

Sources : Pays et le SIR Poitou-Charentes

B. LA STRUCTURE PORTEUSE DU PAYS



Sources : Pays et SIR Poitou-Charentes

Le choix fait par les pays pour l'une de ces trois structures apporte différents avantages et contraintes.

Une grande majorité de pays a choisi d'être représentée par un syndicat mixte²⁴. Ce type de structure favorise la transparence avec une gestion publique de la comptabilité. Elle ouvre par ailleurs à la délégation de crédits et permet de répondre aux appels à projets européens. Toutefois, sa marge de manœuvre est en un sens plus faible que celle de l'association.

La structure associative favorise en effet la souplesse de travail. Ne dépendant pas du code général des collectivités territoriales, elle possède alors une comptabilité privée. Aussi, les décisions du pays passent uniquement par le bureau de l'association et le conseil d'administration. Cet élément constitue un atout pour le territoire car il possède alors une certaine marge de liberté.

Néanmoins, cette souplesse génère des contraintes. L'association est placée sous une « tutelle » régionale relativement forte, ne pouvant faire l'objet de délégations de crédits. De plus, une telle structure suit un rythme de travail qu'elle s'est plus ou moins fixé et qui ne correspond pas toujours à celui des collectivités publiques, lesquelles travaillent de façon très réglementée avec un planning très précis.

²⁴ Voir annexe n°11

La rigidité de travail n'étant pas la même, les pays portés par une association peuvent ressentir un certain décalage par rapport aux autres.

Enfin, quelques pays sont représentés par une communauté de communes. Il s'agit en général de pays composés d'une seule communauté de communes (à l'exception du pays de Haute Saintonge), ne justifiant dès lors pas la mise en place d'un syndicat mixte ou d'une association.

Ce type de structure est très intéressant notamment d'un point de vue budgétaire car il permet de jouer sur une ambivalence. Le budget du pays est en effet le même que celui de la communauté de communes, autorisant les transferts financiers entre les deux. Par ailleurs, si la Région constitue un partenaire privilégié avec le contrat régional de territoire, le conseil général l'est tout autant car une partie des financements est demandée au Département, au titre de la communauté de communes.

Les atouts et les contraintes posées par ces structures jouent sur la mobilisation de crédits, la mutualisation de moyens humains et financiers. Ceci se répercute sur la capacité à mettre en place des projets sur un territoire. Aussi, l'association semble être la structure la moins recommandable pour représenter le pays. De son côté, la Région Poitou-Charentes n'encourage aucune structure en particulier, ce choix étant entièrement laissé aux territoires.

C. L'ORIGINE DES PAYS

Comme il l'a été développé dans la première partie de ce travail, près de la moitié des pays de Poitou-Charentes sont nés avant la LOADT de 1995²⁵, créés pour l'essentiel durant les décennies 70 et 80.

Aussi, les élus ont pris certaines habitudes quant à travailler ensemble et à réfléchir à l'échelle du pays.

Cette caractéristique facilite la mise en œuvre de projets pour les acteurs et les élus locaux sur le territoire.

²⁵ Voir carte n°4

D. LA PRISE EN COMPTE DU JEU POLITIQUE

En raison de divergences politiques, il arrive que les rapports entre les pays et la Région soient restreints, limités au contrat régional de territoire. A travers les pays, les communautés de communes expriment leurs désaccords politiques vis-à-vis de la Région ou de collectivités autres, rejetant parfois les propositions visant au développement du territoire faites auprès d'eux.

Aussi, le jeu politique peut constituer un véritable frein pour la réalisation de projets sur les pays.

III. REFLEXIONS SUR L'AVENIR DES PAYS EN POITOU-CHARENTES DANS LE CADRE DE LA PROCHAINE PERIODE CONTRACTUELLE

Dans les années à venir, les pays vont voir évoluer leurs partenariats. Les différents événements comme l'élargissement de l'Union Européenne, la poursuite de la décentralisation par l'Etat et le renforcement du phénomène de régionalisation, vont modifier l'environnement de travail des pays et c'est dans ce contexte qu'ils devront poursuivre leurs développements. Ces évolutions vont rapidement se concrétiser pour les pays puisque dès le 1^{er} janvier 2007, ils entrent dans une nouvelle période contractuelle, à l'image de quelques uns de leurs partenaires comme l'Union Européenne et l'Etat.

A. LE CONSEIL REGIONAL DE POITOU-CHARENTES, UN ACTEUR QUI RESTERA UN PARTENAIRE PRIVILEGIE

1. La volonté de maintenir une relation forte

Historiquement, la Région Poitou-Charentes a toujours soutenu les pays, quelques soient les mandats. Elle constitue le principal référent pour les pays, repère qu'il importe par conséquent de préserver.

Cette relation est régulièrement entretenue par des échanges entre ces deux acteurs. Elle se concrétise néanmoins par le mode contractuel, essentiel aussi bien pour la Région que pour les pays. Le contrat régional ayant toujours constitué la principale source de financement des pays, cela marque la présence importante de la Région auprès de ces derniers. Ce lien restera aussi fort tant que les pays n'auront pas plus d'autonomie financière.

Cette perspective ne semble pas être le scénario tendanciel, la Région souhaitant conserver son rôle auprès des pays et remplir ses objectifs, en poursuivant l'utilisation du mode contractuel avec les pays.

2. La poursuite de la contractualisation avec la Région

Considéré comme un contrat de transition, le contrat régional de transition va prochainement évoluer. La première modification concerne sa dénomination puisqu'il sera désormais appelé le contrat régional de développement durable.

A l'aube d'une nouvelle période contractuelle, la Région Poitou-Charentes a défini provisoirement sa stratégie régionale, en accord avec le futur Contrat de Projets Etat-Région, axée sur quatre orientations :

- l'innovation et le développement de l'entreprise
- l'accessibilité aux transports et aux technologies de l'information et de la communication
- l'environnement et la prévention des risques
- l'emploi, la formation, la gestion des ressources humaines et l'inclusion sociale

D'autres évolutions marquent ce futur contrat.

a. L'application de la politique régionale à travers le prochain contrat

A l'image de l'actuel contrat, la Région conserve le principe des priorités d'actions dans des domaines qu'elle a identifiés. Ces derniers sont de manière générale restés les mêmes, la thématique logement constituant une priorité nouvelle.

Aujourd'hui, la Région souhaite organiser ses contrats avec les pays autour de trois volets, lui permettant de clarifier les projets qui seront menés par les territoires dans le cadre de ces contrats. Ainsi, le corps principal du contrat sera réparti entre un volet traitant des politiques sectorielles de la Région et du pays, une deuxième partie sera relative aux projets structurants pour le territoire alors que la troisième sera composée des projets de vie quotidienne.

Si la Région a souhaité faire évoluer ces contrats, sa prise de position relative à une application plutôt directive de la politique régionale à travers les contrats régionaux de développement durable reste identique.

Toutefois, la Région ne semble pas manifester plus de soutien vis-à-vis de l'ingénierie et de l'animation, alors que les moyens dans ce domaine sont insuffisants.

b. Une durée de contrat plus adaptée

Le contrat régional de territoire actuel a été signé pour une durée de trois ans, sans possibilité d'allongement de durée, les élus régionaux souhaitant repartir sur de nouvelles bases. Trois années est une courte période, y compris pour la Région qui à peine sortie de la signature du contrat doit penser à la forme et au contenu du contrat suivant.

Aussi, le futur contrat sera établi sur sept ans. Plusieurs raisons justifient ce choix. La motivation principale est que cette durée coïncide avec les différentes périodes contractuelles européennes et nationales. De plus, elle convient mieux à la durée des mandats régionaux, longs de six ans. Enfin, ce cycle permet de réfléchir à la mise en place de projets sur les court, moyen et long termes et de pouvoir prendre du recul par rapport aux activités menées sur toute la période contractuelle. Il est prévu à cet effet un bilan à mi-parcours, afin de réorienter le contrat si cela s'avère nécessaire.

c. Poursuivre la réduction des disparités territoriales au cœur et entre les territoires

Un des objectifs des pays est de renforcer la relation entre les milieux urbains et ruraux. Aussi, les prochains contrats s'inscriront dans une démarche visant à favoriser la mise en place de projets communs à l'échelle de l'urbain, du périurbain et du rural. Pour cela, la Région a prévu d'établir un contrat régional qui sera construit sur un modèle unique de contractualisation pour les pays et les agglomérations, avec une enveloppe financière qui sera calculée sur des bases identiques.

En parallèle, la Région poursuivra son action en faveur des territoires par la mise à disposition aux communes les plus faibles, du Fonds Régional d'Intervention Locale.

d. Des contrats et des projets élaborés dans un souci de démocratie participative

Certains pays ont parfois déploré le manque de communication avec la Région, malgré les quelques outils mis en œuvre à cet effet.

Dans cette perspective, et par souci de transparence, les contrats régionaux de développement durable seront désormais signés en présence des communautés de communes.

Par ailleurs, le rôle du conseil de développement étant peut-être sous-estimé par moment, il est prévu qu'il soit associé à la préparation et à la mise en œuvre des contrats.

Afin de réaliser des projets qui correspondent à la réalité du territoire et qui touchent l'ensemble des habitants du pays, ils devront avant tout être choisis de manière consensuelle par les acteurs locaux, dans le cadre d'un comité local créé à cet effet et qui sera présidé par l'élu régional référent.

A l'heure actuelle, aucun contrat régional de développement durable n'est en cours de réalisation. Aussi, les informations relatives à ce contrat sont plus ou moins vagues, laissant une certaine marge d'interprétation. Toutefois, il est certain que le pays et la Région Poitou-Charentes conserveront dans les années à venir un partenariat très fort, avec la volonté régionale de contribuer à faire émerger des projets locaux. La Région prévoit d'ores et déjà de consacrer un budget de 230 millions d'euros sur la prochaine période contractuelle 2007-2013, pour le développement des territoires. La Région souhaite conserver ce type de rapport, sans manifester le souhait d'intégrer les pays en amont à sa stratégie de développement.

B. LA NECESSITE DE PRENDRE EN COMPTE LA PRESENCE, MEME RELATIVE, DES AUTRES PARTENAIRES

1. Vers une intervention renforcée des Départements ?

De nombreux Départements ont émis des craintes quant à leur éventuelle disparition, face au poids croissant des Régions. Ils se sentent menacés par celles-ci, notamment dans le rôle qu'ils jouent auprès des pays.

Cependant, il est à noter que bon nombre de Départements ne s'investissent pas ou insuffisamment auprès des pays. Alors que ces derniers ont aussi besoin des Départements pour se développer, il serait pertinent de voir se renforcer l'action des Départements vis-à-vis des pays. Comme cela existe sur certains territoires, des contrats entre le Département et le pays pourraient être créés.

En Poitou-Charentes, à l'exception du Département des Deux-Sèvres qui a développé une réelle politique de soutien auprès des pays, les autres Départements de la Région ne les appuient pas ou peu. Aussi, ils pourraient engager une réflexion visant à retravailler leur rôle auprès de ces derniers.

2. Un désengagement progressif de l'Etat

Bien que l'Etat ne dissimule pas son retrait croissant vis-à-vis des politiques territoriales, les pays ont craint de ne pas être concernés par le futur CPER 2007-2013.

Toutefois, l'Etat a décidé de maintenir un volet territorial en précisant qu'il pourra porter sur des thématiques comme celles du développement numérique du territoire, de l'adaptation du changement climatique par la promotion des énergies renouvelables, de la prévention des risques naturels etc.

L'Etat envisage par ailleurs de soutenir des projets de certains territoires infra-régionaux, selon la limite budgétaire qu'il s'est accordée. En effet, il doit aussi tenir compte d'une révision globale des CPER fin 2010, qui impliquera très probablement de débloquer des financements supplémentaires pour les Régions.

Le maintien du volet territorial dans le CPER démontre un attachement certain de l'Etat à la politique des pays, en dépit d'une enveloppe financière plus limitée qu'en 2000-2006.

3. Un soutien européen plus limité

La commission européenne a récemment défini son nouveau cadre financier pour la prochaine période contractuelle. Ainsi, l'Union Européenne a prévu de soutenir l'ensemble des régions européennes, désormais composée de 25 Etats, à hauteur de 308 milliards d'euros entre 2007 et 2013, soit un investissement correspondant à 35,7% du budget total européen.

Alors que la France avait reçu une enveloppe de 16 milliards d'euros pour la période 2000-2006, elle sera réduite en 2007, passant à 12,4 milliards d'euros, répartie comme suit :

- FEDER : 5,7 milliards d'euros
- FSE : 3,9 milliards d'euros

- FC : 2,8 milliards d'euros

Redistribuées aux Régions ensuite, ces dernières toucheront des subventions européennes d'un montant plus faible, au détriment de la dynamique de développement des territoires.

CONCLUSION

Le concept et l'application du polycentrisme à l'échelle de l'Union Européenne est difficile à appréhender, particulièrement à l'échelon local, par les pays notamment. Cela semble précocement d'affirmer dès aujourd'hui que les pays constituent un des modes d'aménagement pour une organisation polycentrique du territoire. Leur existence est récente et cette affirmation doit résulter d'une observation de terrain sur le long terme. De plus, l'Union Européenne et la France n'en sont qu'aux prémices d'une telle application.

Toutefois, à l'issue de ce travail, il est possible de confirmer que les pays participent au développement des territoires et contribuent a fortiori à la réduction des disparités territoriales, sans pour autant être intégrés en amont à la stratégie de développement régional. La Région Poitou-Charentes a fixé ses propres limites, motivée par des raisons pratiques et de cohésion territoriale. Ce choix ne semble pas nuire aux pays car ces derniers sont soutenus par l'intermédiaire des contrats régionaux principalement.

En outre, afin d'optimiser le développement des territoires, les pays recherchent d'autres partenariats, en s'associant avec les Départements, l'Etat, en répondant à des appels à projets européens, en participant à des programmes communautaires. Néanmoins, ces partenaires interviennent de manières différentes et de moins en moins auprès des pays.

Aussi, la place et le rôle de la Région vis-à-vis des pays sont plus que jamais essentiels. En Poitou-Charentes, elle prévoit de préserver ce lien qui la rattache aux pays dans les années à venir en conservant les contrats régionaux. Elle cherche à faire des pays un réel outil de développement par la présence notamment dans le prochain contrat régional de développement durable d'un volet visant à mettre en place des projets structurants pour le territoire, sur une période contractuelle de sept ans. Ceci était difficilement concevable dans les contrats régionaux précédents, établis sur trois ans seulement.

Au-delà, les pays sont un outil de la Région pour favoriser le développement du territoire. Avec le phénomène de régionalisation, les Régions sont amenées à voir leurs rôles renforcés sur différents domaines simultanément, avec des moyens limités. Aussi, les effets de cet outil sur le territoire étant principalement déterminés par l'intervention régionale, on peut s'inquiéter de l'efficacité des pays sur le long terme, s'ils ne sont pas suffisamment soutenus.

BIBLIOGRAPHIE

Conférences

1^{ère} Assemblée Générale à Rennes, 6 et 7 juillet 2000, « *Conférence des villes de l'Arc Atlantique* », 110p.

Mémoires

BESLON B., 2001, « *Y a-t-il des pays modèles ? Etude de la Région Poitou-Charentes* », Mémoire de maîtrise de géographie, FLASH, Université de La Rochelle, 104p.

BOCK E., 2003, « *La mise en réseau des villes intermédiaires atlantiques pour une vision polycentrique de l'Espace Atlantique ? Le cas de la France* », Mémoire de recherche Magistère 3, CESA, Tours, 125p.

FOURNIER M., 2004, « *Les petites villes de l'Espace Atlantique Français : quelles dynamiques pour ces pôles urbains au cœur des espaces ruraux ? Le cas des petites villes du Limousin et des Pays de la Loire.* », Mémoire de recherche Magistère 3, CESA, Tours, 130p.

VINCENT J-M, 1997, « *Les Pays de 1995 : outil efficace d'aménagement du territoire ? L'étude du Sud-Vienne : le Pays Montmorillonnais* », DESS aménagement du territoire et développement économique local, Université de Poitiers, 102p.

Ouvrages

ANTHEAUME B., GIRAUT F., 2005, « *Le territoire est mort, vive les territoires ; une (re)fabrication au nom du développement* », IRD éditions, 384p.

BAUDELLE G., CASTAGNEDE B., 2002, « *Le polycentrisme en Europe* », DATAR, Ed de l'Aube, 265p.

BEAUCHARD J. (dir), 1994, « *Cités Atlantiques : l'invention de la ville-pays* », Editions de l'Aube, 167p.

BEHART D., ESTEBE P., 2003, « *Le polycentrisme en France : premières hypothèses* », in « *Le polycentrisme, un projet pour l'Europe* », ss la dir. de ALLAIN R., BAUDELLE G., GUY C., éditions Presses universitaires de Rennes, 14p.

CARRIERE J-P, FARTHING S., 2000, « *Les cites Atlantiques: villes périphériques ou métropoles de demain. Diagnostics et politiques* », Publisud, Paris, 356p.

CATTAN N., PUMAIN D., ROZEMBLAT C., SAINT-JULIEN T., 1994, « *Le système des villes européennes* », Ed Anthropos, Coll Villes, 201p.

- DATAR, 2002, « *Le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire* », La documentation française, Coll Territoires en Mouvement, 103p.
- DATAR, 2002, « *Les pays* », La documentation française, Coll Territoires en mouvements, 99p
- DATAR, 2002, « *Plaidoyer pour le polycentrisme maillé : bâtir une France polycentrique dans une Europe polycentrique* », in « *La France de 2020* », p72-103.
- DOUILLET A-C., 2002, « *Le territoire, objet de politiques publiques. Logiques de constitution des espaces de développement promus par des politiques de développement territorial* », in « *Lire les territoires* », collection Perspectives « Villes et Territoires » n°3, Maison des sciences de l'homme « Villes et Territoires », Université de Tours, p39-54.
- DUMONT G-F., 2004, « *Les Régions et la régionalisation en France* », Coll Transversale et débats, Ed Ellipse, 175p.
- « *Hommes, économie, territoire en images ; dynamiques de la Région Poitou-Charentes* », 2003, éditions de l'Aube, 78p.
- IAAT, « *Les nouveaux territoires de Poitou-Charentes- agglomérations, pays, intercommunalités* », cahiers de l'IAAT n°3, 200p.
- JEAN Y., 2001, « *Pays et agglomérations : décalages entre le modèle conceptuel de l'unité géographique et la diversité des situations. Problématique à partir d'exemples pris en Poitou-Charentes et Région Centre* », in Les cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie, L'Harmattan, p69 à 91.
- KAYSER B. (dir), 1996, « *Naissance de nouvelles campagnes* », DATAR/Editions de l'Aube, Collection Monde en cours, Paris, 174p.
- KOTAS M., 1998, « *Politique des pays* », DATAR, La documentation française, 141p
- LEMAIGNAN C., SAINT-MARTIN J., « *Les Pays de Poitou-Charentes : Innovation et prospective* », Les cahiers de l'IAAT n°2, 223p.
- LEURQUIN B., 1997, « *La France et la politique de pays – de nouveaux espaces pour le développement et l'aménagement des territoires* », Paris : Syrios-CNFPT, 289p
- ROZEMBLAT C., CICILLE P., 2003, « *Les villes européennes : analyse comparative* », La documentation française, 94p.

Rapports

- Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM), 2005, « *Document de synthèse du Schéma de Développement de l'Espace Atlantique* », 61p.
- Conseil Régional Poitou-Charentes « *Document Unique de Programmation 2000-2006 Poitou-Charentes* », résumé, 15p.

Conseil Régional Poitou-Charentes, Réunion du 10 juillet 2000, « *Une nouvelle étape dans le partenariat Région Territoire* », 81p.

LEMERCIER E., 2000-2001, « *A quoi sert l'Arc Atlantique ?* », note de synthèse, DESS aménagement du territoire et développement économique local, 4p.

Projet ORATE 1.1.1, « *Les potentiels de développement polycentrique en Europe* », résumé opérationnel du rapport final, 29p.

Projet ORATE 1.1.2, « *Les relations urbain rural en Europe* », résumé opérationnel du rapport final, 35p.

Schéma de Développement de l'Espace Communautaire, 1999, « *Le SDEC, vers un développement spatial équilibré et durable du territoire de l'Union Européenne* », 94p.

Revues

BAUDELLE G. et Laboratoire RESO, 2001, « *L'Europe de demain sera-t-elle polycentrique ?* », Revue Territoires 2020, La documentation française, 171p.

CONSEIL D'ANALYSES ECONOMIQUES, 2001, « *Aménagement du territoire* » in « *Analyses économiques* », n°1, 8p.

DATAR, 2005, « *Réflexion sur la construction du polycentrisme en Europe : apports et limites du rapport « Potentials for polycentric development in Europe ».* », Revue Territoires 2030 n°1, 64p.

DELPEYROU- DEFRANCE C., LABORIE J-P., 2004, « *Quelle place pour les petites villes dans les Pays ? Vers l'émergence de nouvelles centralités* », Revue GEODOC, n°53, p9-21.

COLL J-L., 2000, « *L'observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen : premiers résultats et perspectives* », Revue Territoires 2020 n°2, La documentation française, 125p.

DORE G., 2004, « *Les Pays : entre découpages territoriaux et stratégies de développement* », Revue GEODOC, p105-127.

JEAN Y., 2004, « *Les Pays et les conseils de développement en Poitou-Charentes* », Revue GEODOC, n°53, p29-41.

LACOUR C., 1998, « *La tectonique des territoires Atlantiques* », Atlas Atlantique permanent, 2p.

MATHIEU N., 1990, « *La notion de rural et les rapports ville-campagne en France* », Economie rurale, n°197.

POUSSARD A., MORENO C., 1998, « *De la CRPM à l'Arc Atlantique : des Régions vers l'Europe* », Atlas Atlantique permanent, 3p.

PUMAIN D., 1999, « *Quel rôle pour les villes petites et moyennes des régions périphériques* », Revue de Géographie Alpine.

Webographie

www.arcatlantique.org

www.espon.lu

www.info-europe.fr

www.una-leader.org

www.datar.gouv.fr

www.insee.fr

www.villesmoyennes.asso.fr

www.intercommunalites.com

www.sir-poitou-charentes.org

www.projetdeterritoire.com

www.iaat.org

TABLE DES CARTES

CARTE N°1 : LE PENTAGONE AU CŒUR DE L'UNION EUROPEENNE DES 25

CARTE N°2 : CARTE DES PAYS ET DES AGGLOMERATIONS EN 2006

CARTE N°3 : PRESENTATION DE L'ESPACE ATLANTIQUE

CARTE N°4 : LA CREATION DES PAYS AVANT LA LOADT DU 4 FEVRIER 1995

CARTE N°5 : LA COUVERTURE DES PAYS EN POITOU-CHARENTES EN 2006

CARTE N°6 : LA RECONNAISSANCE DES PAYS APRES LA LOADT DU 4 FEVRIER 1995

CARTE N°7 : LA REGION POITOU-CHARENTES

CARTE N°8 : RYTHME DES SIGNATURES DES CONTRATS REGIONAUX DE TERRITOIRE

CARTE N°9 : LES CONTRATS DE PAYS POUR LA PERIODE 2004-2006

TABLE DES ABREVIATIONS

ANAH: Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat

ARF: Association des Régions de France

CDCI: Commission Départementale de Coopération
Intercommunale

CEE: Communauté Economique Européenne

CPER: Contrat de Plan Etat-Région

CRADT: Conférence Régionale d'Aménagement et de Développement du
Territoire

DGD: Dotation Générale de Décentralisation

DGE: Dotation Générale d'Equipement

DOCUP: Document Unique de Programmation

EPCI: Etablissement Public de Coopération Intercommunale

FC: Fonds de Cohésion

FEDER: Fonds Européen de Développement Régional

FEOGA: Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole

FNADT: Fonds National d'Aménagement et de Développement du
Territoire

FRIL: Fonds Régional d'Intervention Locale

FSE: Fonds Social Européen

GAL: Groupe d'Action Locale

LEADER+: Liaison entre Actions de Développement de l'Economie Rurale

LOADDT: Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du
Territoire

LOADT: Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du
Territoire

ORATE: Observatoire en Réseau de l'Aménagement du Territoire Européen

PAR: Plan d'Aménagement Rural

PIB: Produit Intérieur Brut

SCOT: Schéma de Cohérence Territoriale

SDEA: Schéma de Développement de l'Espace Atlantique

SDEC: Schéma de Développement de l'Espace Communautaire

SIVOM: Syndicat Mixte à Vocation Multiple

SIVU: Syndicat Mixte à Vocation Unique

SRADT: Schéma Régional d'Aménagement du Territoire

ZIEM: Zone d'Intégration Economique Mondiale



ANNEXES

LE PAYS EST-IL UN OUTIL EFFICACE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DANS
LE CADRE D'UNE ORGANISATION POLYCENTRIQUE DU TERRITOIRE ?

Le cas des pays de la Région Poitou-Charentes

MAGISTERE 3
MASTER 2 « VILLES ET TERRITOIRES »
2005-2006

TABLE DES ANNEXES

<u>ANNEXE N°1</u> : TABLEAU RECAPITULATIF DE L'EVOLUTION JURIDIQUE DES PAYS.....	P3
<u>ANNEXE N°2</u> : REPARTITION DE LA POPULATION DANS LES COMMUNES DE LA REGION POITOU-CHARENTES EN 1999.....	P6
<u>ANNEXE N°3</u> : POPULATION DES AGGLOMERATIONS DE LA REGION POITOU-CHARENTES EN 1999.....	P9
<u>ANNEXE N°4</u> : VARIATION DE LA POPULATION PICTO-CHARENTAISE PAR DEPARTEMENT DE 1990 A 1999.....	P11
<u>ANNEXE N°5</u> : LA DENSITE DE POPULATION EN REGION POITOU-CHARENTES EN 1999.....	P12
<u>ANNEXE N°6</u> : LA REPARTITION DE L'EMPLOI EN POITOU-CHARENTES EN 2004.....	P13
<u>ANNEXE N°7</u> : LE TAUX DE CHOMAGE EN REGION POITOU-CHARENTES EN 1999 ET 2004.....	P14
<u>ANNEXE N°8</u> : FICHES D'IDENTITE DES PAYS.....	P15
- DEPARTEMENT DE LA CHARENTE.....	P16
- DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME.....	P29
- DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES.....	P44
- DEPARTEMENT DE LA VIENNE.....	P55
<u>ANNEXE N°9</u> : DATES DE CREATION DES PAYS EN REGION POITOU-CHARENTES.....	P72
<u>ANNEXE N°10</u> : REPARTITION DES FINANCEMENTS (EN EUROS) OCTROYES PAR LA REGION POITOU-CHARENTES AUX PAYS DANS LE CADRE DU CONTRAT REGIONAL DE TERRITOIRE 2004-2006.....	P74
<u>ANNEXE N°11</u> : LES STRUCTURES PORTEUSES DES PAYS DE POITOU-CHARENTES.....	P76

ANNEXE N°1
TABLEAU RECAPITULATIF DE L'EVOLUTION JURIDIQUE DES
PAYS

INTITULE DE LA LOI	LOADT	LOADDT	Loi UH
<u>Cohésion du territoire</u>	<ul style="list-style-type: none"> « Lorsqu'un territoire présente une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent ont vocation à se regrouper en pays. » 	<ul style="list-style-type: none"> L'article est conservé mais il supprime la notion de bassin de vie et d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> La loi modifie l'article de la LOADDT et réintroduit l'article 22 de la LOADT à l'identique
<u>Modalités d'organisation du Pays</u>	<ul style="list-style-type: none"> « Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés définissent librement les modalités d'organisation du pays. » 	<ul style="list-style-type: none"> Le Pays doit être organisé par des communes ou des groupements de communes soit sous la forme d'un EPCI à fiscalité propre à condition qu'il intègre toutes les communes appartenant à son périmètre, soit sous forme de syndicat mixte ou de groupement d'intérêt public de développement local 	<ul style="list-style-type: none"> La loi laisse de nouveau la possibilité aux Pays de s'organiser librement
<u>Périmètre du Pays</u>	<ul style="list-style-type: none"> « Le périmètre du pays doit respecter les limites des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. » 	<ul style="list-style-type: none"> Article complété par l'obligation de déterminer un périmètre d'études puis un périmètre définitif (deux phases de reconnaissance du périmètre) 	<ul style="list-style-type: none"> Simplification à une seule phase de reconnaissance du périmètre. Nécessité de vérifier la cohérence du périmètre avec le projet du Pays et les avis émis.
<u>Création d'une charte de développement</u>	<ul style="list-style-type: none"> Le projet de Pays prend la forme d'une charte de développement durable. 		

INTITULE DE LA LOI	LOADT	LOADDT	Loi UH
<u>Conseil de développement</u>	<ul style="list-style-type: none"> « Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ou les communes organisent librement un conseil de développement, comprenant notamment des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs du pays. » (art 22) 	<ul style="list-style-type: none"> Précision du contenu de la charte 	<ul style="list-style-type: none"> Simplification de l'article sans modification substantielle.
<u>Contractualisation</u>	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité pour le Pays de contractualiser avec l'Etat, la Région et les Départements. 		
<u>Les relations ville campagne</u>		<ul style="list-style-type: none"> Le projet du Pays doit permettre de renforcer la solidarité entre la ville et l'espace rural. 	<ul style="list-style-type: none"> Solidarité ville campagne réaffirmée.

ANNEXE N°2
REPARTITION DE LA POPULATION DANS LES COMMUNES DE
LA REGION POITOU-CHARENTES EN 1999

Répartition des communes de la Région Poitou-Charentes par Département et par nombre d'habitants en 1999

	Charente	Charente-Maritime	Deux-Sèvres	Vienne	Poitou-Charentes
Communes de moins de 2000 habitants	372	415	277	244	1308
Communes de 2000 à 9 999 habitants	29	53	27	35	144
Communes de 10 000 à 49 999 habitants	3	3	3	1	10
Communes de 50 000 à 199 999 habitants	0	1	1	1	3
Nombre total de communes par département	404	472	308	281	1465

Source : INSEE, RGP 1999

Part de la population qui vit dans des communes inférieures à 2000 habitants en Région Poitou-Charentes en 1999

	Population	Part dans la population régionale (%)
Charente	168012	10,24
Charente-Maritime	226246	13,79
Deux-Sèvres	166409	10,15
Vienne	156885	9,57
Total	717552	43,75
Population régionale totale	1640068	100

Sources : INSEE 1999

**Part de la population qui vit dans des communes entre 2000 et 10000 habitants en Région
Poitou-Charentes en 1999**

	Population	Part dans la population régionale (%)
Charente	108384	6,61
Charente-Maritime	199687	12,18
Deux-Sèvres	91430	5,57
Vienne	132384	5,57
Total	531885	32,43
Population régionale totale	1640068	100

Sources : INSEE 1999

**Part de la population qui vit dans des communes entre 10000 et 50000 habitants en Région
Poitou-Charentes en 1999**

	Population	Part dans la population régionale (%)
Angoulême	43171	2,63
Bressuire	17799	1,09
Châtellerault	34126	2,08
Cognac	19534	1,19
Parthenay	10466	0,64
Rochefort	25797	1,57
Royan	17102	1,04
Saintes	25595	1,56
Soyaux	10177	0,62
Thouars	10656	0,65
Total	214423	13,07
Population régionale totale	1640068	100

--	--	--

Sources : INSEE 1999

ANNEXE N°3
POPULATION DES AGGLOMERATIONS DE LA REGION
POITOU-CHARENTES EN 1999

Agglomérations les plus importantes en terme de démographie en Région Poitou-Charentes en 1999

	Population sans double compte	Part dans la population régionale (%)
Poitiers	119371	7,28
La Rochelle	116157	7,08
Angoulême	103746	6,33
Niort	66092	4,03
Population de ces 4 agglomérations	405366	24,72
Population régionale totale	1640068	100

Source : INSEE, RGP 1999

Agglomérations de plus de 50 000 habitants et part dans la population régionale en Région Poitou-Charentes en 1999

	Population sans double compte	Part dans la population régionale (%)
Poitiers	119371	7,28
La Rochelle	116157	7,08
Angoulême	103746	6,33
Niort	66092	4,03
Châtelleraut	36026	2,20
Rocheftort	36000	2,20
Royan	31161	1,90
Cognac	27042	1,65
Saintes	26836	1,64
Bressuire	17799	1,09
Parthenay	16873	1,03
Thouars	15791	0,96
Total des 12 agglomérations	612894	37,37

Population régionale totale	1640068	100
--	---------	-----

Sources : INSEE 1999

ANNEXE N°4
VARIATION DE LA POPULATION PICTO-CHARENTAISE PAR
DEPARTEMENT DE 1990 A 1999

	Variation de la population de 90 à 99 (taux annuel moyen)	Solde naturel de 1990 à 1999	Solde migratoire de 1990 à 1999
Charente	-0,08	-0,04	-0,04
Charente-Maritime	0,61	-0,08	0,69
Deux-Sèvres	-0,05	0,07	-0,12
Vienne	0,54	0,11	0,44
Poitou-Charentes	0,31	0,01	0,3

Source : INSEE, 1990 et 1999

ANNEXE N°5
LA DENSITE DE POPULATION EN REGION POITOU-
CHARENTES EN 1999

	Densité par hab/km ²
Charente	57
Charente-Maritime	81
Deux-Sèvres	57
Vienne	57
Poitou-Charentes	64
Aquitaine	70
Limousin	42
Pays de la Loire	100
France	109

Source : INSEE, 1999

ANNEXE N°6
LA REPARTITION DE L'EMPLOI EN POITOU-CHARENTES EN
2004

	Répartition de l'emploi (%)
Agriculture	6,5%
Industrie	18,3%
Construction	7,9%
Services	67%

Source : INSEE, 2004

ANNEXE N°7
LE TAUX DE CHOMAGE EN REGION POITOU-CHARENTES EN
1999 ET 2004

	1999	2004
Charente	9,7%	9,9%
Charente-Maritime	11,5%	11,1%
Deux-Sèvres	7,4%	7,2%
Vienne	8,2%	8,4%
Poitou-Charentes	9,4%	9,3%
France	9,5%	10%

Source : INSEE, 1999, 2004

ANNEXE N°8
FICHES D'IDENTITE DES PAYS

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE

LE PAYS DE CHARENTE LIMOUSINE

LE PAYS D'ENTRE TOUVRE ET CHARENTE

LE PAYS D'HORTE ET TARDOIRE

LE PAYS OUEST-CHARENTE _ PAYS DU COGNAC

LE PAYS DU RUFFECOIS

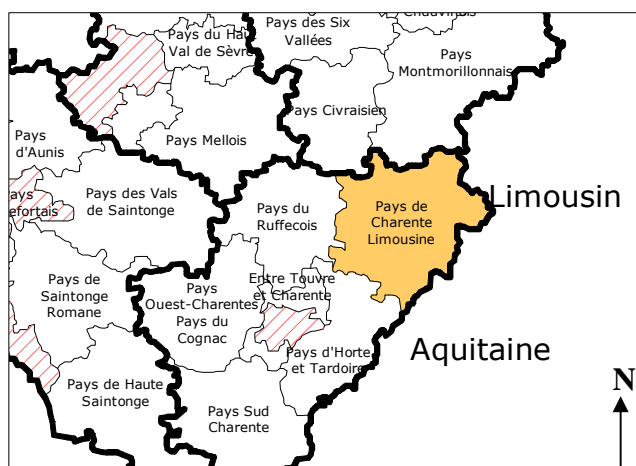
LE PAYS SUD CHARENTE

PAYS DE CHARENTE LIMOUSINE

Département de la Charente

Superficie : 1435 km²

**Nombre de communes au sein du
Pays : 64**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays de Charente Limousine résulte de la création du syndicat mixte « pour la réalisation du contrat de Pays de la Charente Limousine » en 1976.
- Il est juridiquement reconnu pour la première fois (au sens de la LOADT) en Décembre 1998.
- Son périmètre définitif a été approuvé (au sens de la loi UH) en Septembre 2004.
- Le Pays a élaboré un contrat de territoire qu'il a signé avec la Région en Septembre 2004.
- Il a conclu un contrat de Pays avec l'Etat en Juin 2005.

Structure juridique du Pays : Syndicat du Pays de Charente Limousine

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Chasseneuil-sur-Bonnieure : 2880 habitants (2005)
- Confolens : 2855 habitants (1999)
- Roumazières-Loubert : 2781 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
36976 habitants	36712 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Sur les 25 communes recensées depuis 1999, la moitié d'entre elles enregistrent une baisse plus ou moins importante de la démographie. De plus, ce territoire connaît la plus forte baisse de la population au sein du Département de la Charente.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 25

Densité : 26 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Chabonais
- le canton de Champagne-Mouton
- le canton de Confolens Nord et Sud
- le canton de Mansle
- le canton de Montemboeuf
- le canton de Ruffec
- le canton de Saint-Claud

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de Haute Charente
- la Communauté de communes du Confolentais

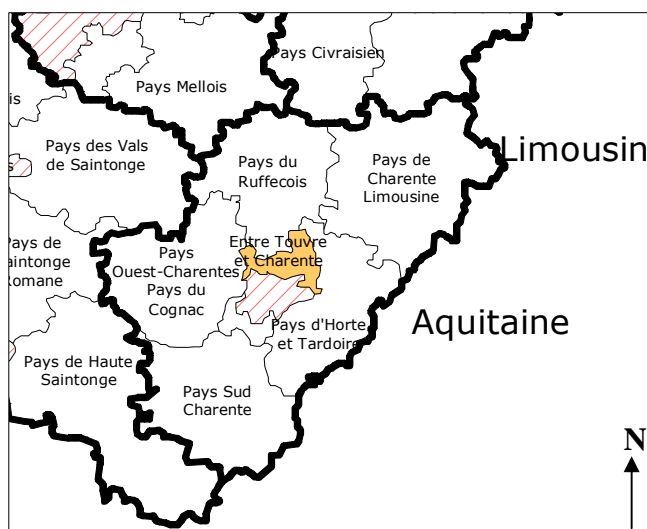
Zones éligibles objectif 2 : plus de la moitié des communes du territoire sont éligibles à l'objectif 2, l'autre partie du territoire intercommunal bénéficiant d'un soutien transitoire.

PAYS D'ENTRE TOUVRE ET CHARENTE

Département de la Charente

Superficie : 183 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 8



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays d'Entre Touvre et Charente trouve ses origines en 1987 lors de la formation du syndicat d'Entre Touvre et Charente.
- Il a été reconnu juridiquement (au sens de la LOADT) en Décembre 1998.
- Aucun périmètre définitif (au sens de la loi UH) ni même de périmètre d'étude (au sens de la LOADDT) n'ont été à ce jour approuvés.
- Le Pays est doté d'un contrat de territoire, passé avec la Région en Juillet 2005.

Structure juridique du Pays : Syndicat de Pays d'Entre Touvre et Charente

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Brie : 2980 habitants (1999)
- Champniers : 4604 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
13896 habitants	14069 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Seules deux communes appartenant à ce territoire ont fait l'objet d'un recensement depuis 1999; l'une d'entre elles enregistre par ailleurs une augmentation de la population (de 177 habitants) alors que la seconde connaît une très légère baisse (de 4 habitants).

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 2

Densité : 77 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Hiersac
- le canton de La Rochefoucauld
- le canton de Saint-Amand-de-Boixe
- le canton de Ruelle-sur-Touvre
- le canton de Gond-Pontouvre

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de Braconne et Charente

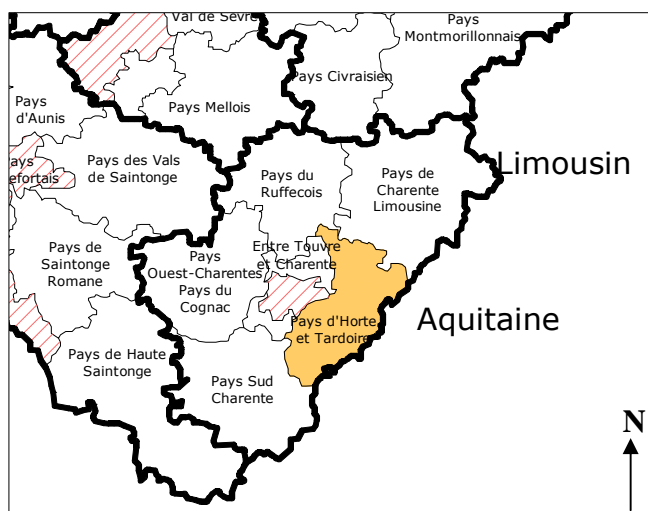
Zones éligibles objectif 2 : aucune commune du Pays ne bénéficie de l'objectif 2, ni d'un soutien transitoire.

PAYS D'HORTE ET TARDOIRE

Département de la Charente

Superficie : 858 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
50**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- L'origine du Pays d'Horte et Tardoire remonte en 1982, lors de la création du syndicat pour la réalisation du contrat de Pays d'Horte et Tardoire.
- Le Pays a été juridiquement reconnu pour la première fois (au sens de la LOADT) en Février 1999.
- Son périmètre définitif (au sens de la loi UH) a été approuvé en Septembre 2005.
- Le Pays a signé un contrat de Pays avec l'Etat en Juin 2005.
- Il a aussi conclu un contrat de territoire (2004-2006) avec la Région en Mai 2005.
- Un programme Leader+ est mis en place sur le territoire, dont le thème est celui de « l'accueil de nouveaux acteurs locaux et entreprises ».
- Le Pays fait l'objet d'une expérimentation, en partenariat avec l'Etat et la Région, relative aux « Territoires numériques ».

Structure juridique du Pays : Syndicat Mixte « le Pays Horte et Tardoire »

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- La Rochefoucauld : 3228 habitants (1999)
- Montbron : 2193 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
31362 habitants	31925 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Le Pays d'Horte et Tardoire connaît la plus forte croissance démographique sur le Département de la Charente. Cette évolution est à relativiser puisqu'elle est de +1,8% depuis 1999.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 18

Densité : 37 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Montbron
- le canton de Montemboeuf
- le canton de La Rochefoucauld
- le canton de Villebois-Lavalette
- le canton de Soyaux

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de la Vallée de l'Echelle
- la Communauté de communes de Val de Tardoire
- la Communauté de communes d'Horte et Lavalette
- la Communauté de communes Bandiat-Tardoire
- la Communauté de communes Seuil Charente-Périgord

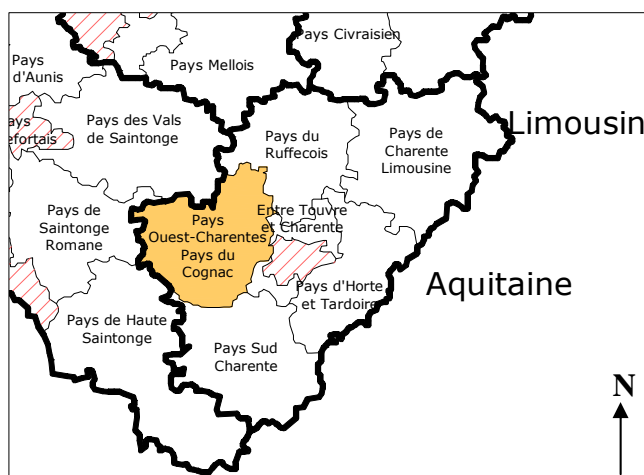
Zones éligibles objectif 2 : seule une petite partie du territoire intercommunal est éligible à l'objectif 2, le Pays étant essentiellement en zone de soutien transitoire.

PAYS OUEST-CHARENTE – **PAYS DU COGNAC**

Département de la Charente

Superficie : 1042 km²

**Nombre de communes au sein du
Pays : 82**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays trouve ses origines en 1985 lors de la création du Syndicat d'études pour la charte intercommunale de développement et d'aménagement des cantons de Châteauneuf, Cognac-Nord, Cognac-Sud, Hiersac, Jarnac, Rouillac, Segonzac.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Décembre 1998.
- Son périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Octobre 2004.
- Le Pays a conclu un contrat de Pays en Juin 2005 avec l'Etat.
- En Juillet 2005, le Pays signe son contrat de territoire avec la Région.

Structure juridique du Pays : Syndicat de Pays Ouest-Charente - Pays du Cognac

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Châteaubernard : 3252 habitants (1999)
- Châteauneuf-sur-Charente : 3422 habitants (1999)
- Cherves-Richemont : 2247 habitants (1999)
- Cognac : 19534 habitants (1999)
- Jarnac : 4659 habitants (1999)
- Segonzac : 2197 habitants (2004)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
78194 habitants	78062 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La démographie sur le territoire n'a, à l'heure actuelle, que très peu évolué. Elle enregistre cependant une très faible baisse de la population.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 27

Densité : 75 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Châteauneuf-sur-Charente
- le canton de Cognac-Nord
- le canton de Cognac-Sud
- le canton de Hiersac
- le canton de Jarnac
- le canton de Rouillac
- le canton de Segonzac

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de Cognac
- la Communauté de communes de Grande Champagne
- la Communauté de communes de Jarnac
- la Communauté de communes de la région de Châteauneuf
- la Communauté de communes du Rouillacais

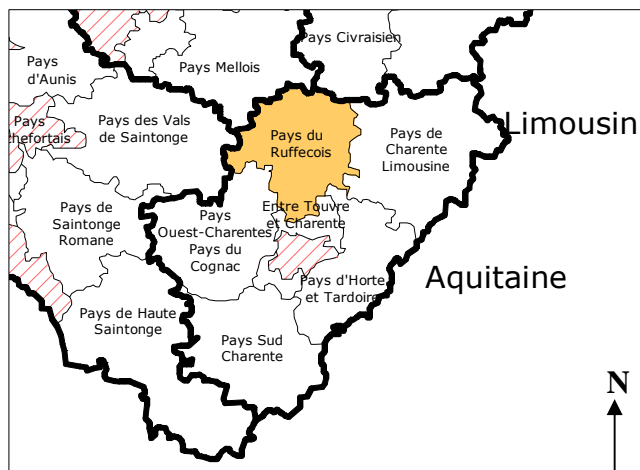
Zones éligibles objectif 2 : l'ensemble des communes du territoire est en zone éligible à l'objectif 2.

PAYS DU RUFFECOIS

Département de la Charente

Superficie : 983 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 89



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays a pour origine le Comité d'étude et d'aménagement du Ruffécois, créé en 1970 sous la forme d'un syndicat mixte.
- Le Pays Ruffécois a été juridiquement reconnu pour la première fois (LOADT) en Septembre 1997.
- Son périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Avril 2004.
- En Septembre 2004, le Pays a signé son contrat de territoire avec la Région.
- Le Pays fait l'objet d'un contrat de Pays, passé avec l'Etat en Juin 2005.

Structure juridique du Pays : Syndicat Mixte pour la réalisation du contrat de Pays du Ruffécois

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Ruffec : 3630 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
34146 habitants	34326 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La population a très peu augmenté depuis 1999. Par ailleurs, sur les 16 communes recensées depuis cette date, 10 présentent une croissance démographique négative.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 16

Densité : 35 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Aigre
- le canton de Mansle
- le canton de Ruffec
- le canton de Saint-Amand-de-Boixe
- le canton de Villefagnan

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de la Boixe
- la Communauté de communes de Ruffec
- la Communauté de communes des Trois Vallées
- la Communauté de communes du Pays d'Aigre
- la Communauté de communes du Pays de Villefagnan
- la Communauté de communes du Pays Manslois

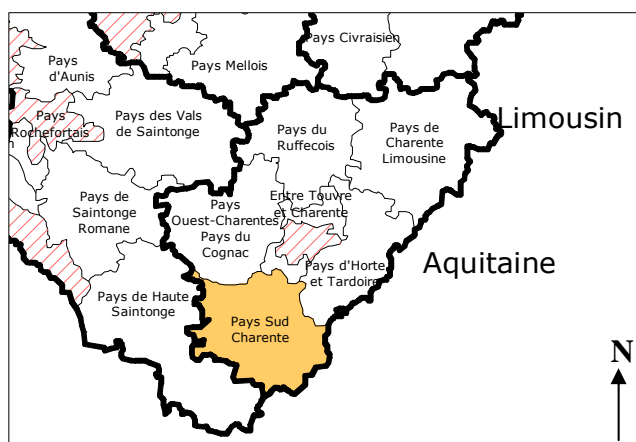
Zones éligibles objectif 2 : le territoire ne constitue plus une zone éligible à l'objectif 2 mais reste en zone de soutien transitoire.

PAYS SUD-CHARENTE

Département de la Charente

Superficie : 1186 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 91



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Les prémices du Pays remontent à 1972 avec la création du SIVOM Sud-Charente.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (au sens de la LOADT) en Mars 1999.
- Son périmètre définitif (au sens de la loi UH) a été approuvé en Août 2005.
- Le Pays a passé un contrat de territoire (2004-2006) avec la Région en Mars 2005.
- Il a ensuite signé un contrat de Pays avec l'Etat en Juin 2005.
- Un programme Leader+ (2000-2006) est appliqué sur ce territoire, avec pour thème celui de la « valorisation des ressources naturelles et culturelles ».
- Le Pays fait l'objet d'une expérimentation relative au « Développement Responsable et Solidaire », en partenariat avec l'Etat et la Région.

Structure juridique du Pays : Syndicat Mixte du Pays Sud-Charente

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Barbezieux-Saint-Hilaire : 4693 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
33665 habitants	33863 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Près de la moitié des communes de ce Pays a été recensée, révélant une stabilité démographique sur ce territoire.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 40

Densité : 28 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Aubeterre-sur-Dronne
- le canton de Baignes-Sainte-Radegonde
- le canton de Barbezieux-Saint-Hilaire
- le canton de Blanzac-Porcheresse
- le canton de Brossac
- le canton de Chalais
- le canton de Montmoreau-Saint-Hilaire

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes des 3B-Sud-Charente
- la Communauté de communes du Blanzacais
- la Communauté de communes du Montmorélien
- la Communauté de communes du Pays d'Aubeterre
- la Communauté de communes du Pays de Chalais

Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d'un soutien transitoire.

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME

LE PAYS D'AUNIS

LE PAYS DE HAUTE-SAINTONGE

LE PAYS DE L'ÎLE DE RE

LE PAYS DE MARENNES OLERON

LE PAYS ROCHEFORTAIS

LE PAYS DE SAINTONGE ROMANE

LE PAYS DES VALS DE SAINTONGE

Densité : 58 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Aigrefeuille-d'Aunis
- le canton de Courçon
- le canton de La Jarrie
- le canton de Marans
- le canton de Surgères

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de Surgères
- la Communauté de communes du canton de Courçon
- la Communauté de communes du Pays Marandais
- la Communauté de communes Plaine d'Aunis

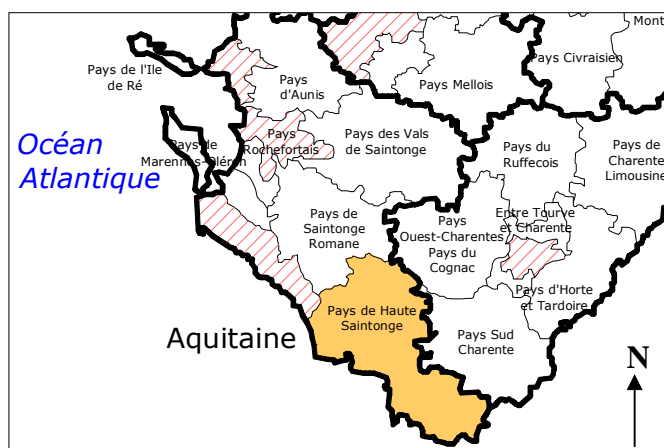
Zones éligibles objectif 2 : l'ensemble des communes du territoire est en zone éligible à l'objectif 2.

PAYS DE HAUTE-SAINTONGE

Département de Charente-Maritime

Superficie : 1770 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 133



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays a pour origine le Conseil pour le développement du Pays de Haute-Saintonge en 1976.
- Le Pays a été juridiquement reconnu pour la première fois (LOADT) en Décembre 1997.
- Son périmètre définitif (loi UH) n'a pas encore été approuvé ; son périmètre d'étude (LOADDT) a quant à lui été accordé en Janvier 2003.
- Le Pays fait l'objet d'un contrat de territoire passé en Mai 2005 avec la Région.
- Un programme Leader+ est mené sur le territoire, avec comme thème celui de « l'accueil des nouveaux acteurs locaux et entreprises ».

Structure juridique du Pays : la communauté de communes de Haute-Saintonge

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Jonzac : 3817 habitants (1999)
- Montendre : 3114 habitants (2005)
- Pons : 4427 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
62953 habitants	63582 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Malgré une légère croissance démographique, la population reste stable depuis 1999.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 55

Densité : 36 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Archiac
- le canton de Gémozac
- le canton de Jonzac
- le canton de Mirambeau
- le canton de Montendre
- le canton de Montguyon
- le canton de Montlieu-la-Garde
- le canton de Pons
- le canton de Saint-Genis-de-Saintonge

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de la Haute-Saintonge
- la Communauté de communes de la région de Pons

Zones éligibles objectif 2 : l'ensemble des communes du territoire est en zone éligible à l'objectif 2.

Densité : 193 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Ars-en-Ré
- le canton de Saint-Martin-de-Ré

Découpage intercommunal (EPCI) : la Communauté de communes de l'Ile de Ré

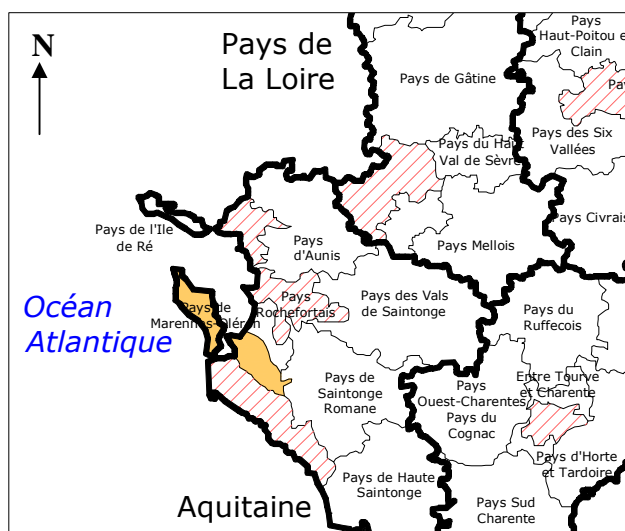
Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d'un soutien transitoire.

PAYS DE MARENNES-OLÉRON

Département de Charente-Maritime

Superficie : 356 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
15**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays actuel est issu de la création des deux communautés de communes, chacune issue d'un SIVOM.
- Le Pays a été juridiquement reconnu pour la première fois (LOADT) en Décembre 1997.
- Le Périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Août 2004.
- Le Pays a signé un contrat de Pays avec l'Etat en Juin 2005.
- Il a aussi passé un contrat de territoire avec la Région en Mars 2005.
- Le Pays fait l'objet d'une expérimentation sur le thème « Développement Responsable et Solidaire », en partenariat avec l'Etat et la Région.

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte du Pays de Marennes-Oléron.

Type de Pays: Pays encore en partie rural mais qui tend vers une urbanisation de son territoire.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Bourcefranc-le-Chapus : 2951 habitants (1999)
- Dolus-d'Oléron : 3043 habitants (2004)
- Le Château-d'Oléron : 3876 habitants (2005)
- Marennes : 4685 habitants (1999)
- Saint-Georges-d'Oléron : 3287 habitants (1999)
- Saint-Pierre-d'Oléron : 6239 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
32479 habitants	33435 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La démographie a augmenté de près de 1000 habitants, marquant une croissance relative mais non négligeable pour ce territoire de faible superficie.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 9

Densité : 94 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Château-d'Oléron
- le canton de Marennes
- le canton de Saint-Pierre-d'Oléron

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de l'Ile-d'Oléron
- la Communauté de communes du bassin de Marennes

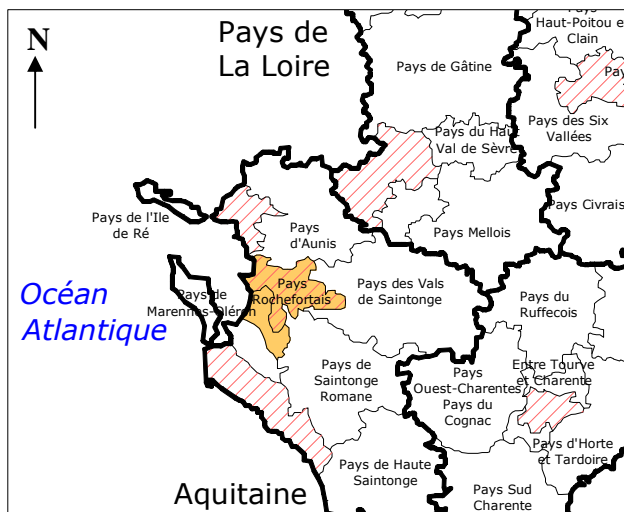
Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d'un soutien transitoire.

PAYS ROCHEFORTAIS

Département de Charente-Maritime

Superficie : 447 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
26**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays a pour origine la création de deux communautés de communes (celles du Pays Rochefortais et de Sud-Charente) issues chacune d'un SIVOM.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Juillet 1996.
- Son périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Avril 2004.
- Le Pays est doté d'un contrat de Pays depuis Juin 2005, signé avec l'Etat.
- Un contrat de territoire (2004-2006) a été signé en Février 2005 avec la Région.
- Le Pays fait l'objet d'un contrat Leader+ pour la période 2000-2006 sur le thème de « La valorisation des ressources naturelles et culturelles ».

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte du Pays Rochefortais

Type de Pays: Pays à la fois rural et urbain, en raison de la présence de l'agglomération de Rochefort.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants) :

- Echillais : 2875 habitants (2005)
- Fouras : 3835 habitants (1999)
- Rochefort : 25797 habitants (1999)
- Saint-Agnant : 2172 habitants (2004)
- Tonnay-Charente : 6628 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
57050 habitants	58481 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Depuis 1999, le Pays Rochefortais a accueilli près de 1400 nouveaux habitants, croissance non négligeable pour un territoire de faible superficie. Notons que la ville de Rochefort draine à elle seule 44% de la population du territoire intercommunal.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 14

Densité : 131 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Rochefort Nord
- le canton de Saint-Agnant
- le canton de Tonnay-Charente

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de Sud Charente
- la Communauté d'agglomération du Pays Rochefortais

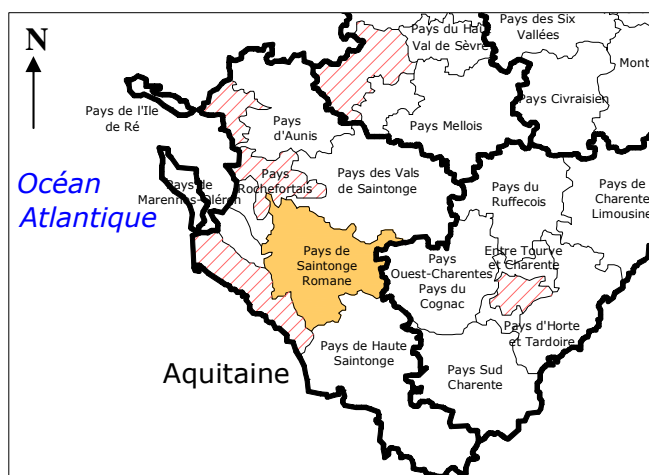
Zones éligibles objectif 2 : l'ensemble des communes du territoire est en zone éligible à l'objectif 2.

PAYS DE SAINTONGE ROMANE

Département de Charente-Maritime

Superficie : 1032 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
70**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- L'origine du Pays remonte à la création de l'Association pour le tourisme en Saintonge.
- Le Pays a été juridiquement reconnu pour la première fois (LOADT) en Juillet 1996.
- Son périmètre définitif (loi UH) n'a pas encore été approuvé ; le périmètre d'étude (LOADDT) a été validé en Janvier 2003.
- Le Pays est dépourvu de contrat de territoire.
- Le Pays est doté d'un contrat de territoire (2004-2006) en partenariat avec la Région depuis Avril 2005.

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Chaniers : 3284 habitants (2005)
- Gémozac : 2352 habitants (1999)
- Saintes : 25595 habitants (1999)
- Saint-Georges-des-Coteaux : 2028 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
78436 habitants	79514 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

En parallèle à la croissance démographique constatée depuis 1999, il est à signaler que sur l'ensemble des communes du Pays recensées (23 sur 70), une seulement fait l'objet d'une

croissance négative. Ainsi, on observe à l'heure actuelle une réelle dynamique démographique sur le Pays de Saintonge Romane, dans les limites du recensement.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 23

Densité : 77 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Burie
- le canton de Gémozac
- le canton de Pons
- le canton de Saint-Porchaire
- le canton de Saintes-Nord
- le canton de Saintes-Ouest
- le canton de Saintes-Est
- le canton de Saujon

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de Charente-Arnoult-Cœur de Saintonge
- la Communauté de communes des bassins Seudre-et-Arnoult
- la Communauté de communes du canton de Gémozac et de la Saintonge viticole
- la Communauté de communes du Pays Santon
- la Communauté de communes Vignobles et Vals boisés du Pays Buriaud

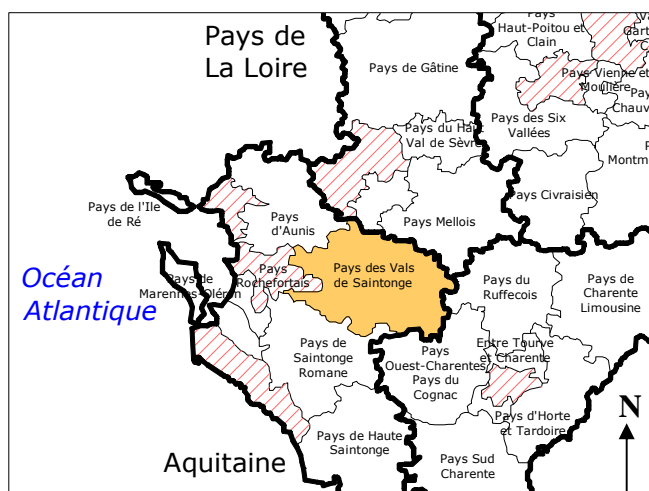
Zones éligibles objectif 2 : dix communes bénéficient d'un soutien transitoire et 19 autres de l'objectif 2.

PAYS DES VALS DE SAINTONGE

Département de Charente-Maritime

Superficie : 1497 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
117**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Pays qui a pour origine le Syndicat d'équipement du Nord-Saintonge créé en 1975.
- Pays juridiquement reconnu pour la première fois (LOADT) en Juillet 1996.
- Le Pays a signé un contrat de territoire, passé avec la Région, en Février 2005.
- Le Pays est dépourvu de contrat de Pays.
- Le Pays fait l'objet de territoire d'expérimentation sur le thème des « territoires numériques ».

Structure juridique du Pays : Syndicat Mixte de Pays des Vals de Saintonge

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Matha : 2082 habitants (1999)
- Saint-Jean-d'Angély : 7491 habitants (2004)
- Saint-Savinien : 2380 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
51876 habitants	52298 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La population semble rester stable depuis 1999, la croissance démographique étant relativement faible depuis cette date.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 43

Densité : 35 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Aulnay
- le canton de Burie
- le canton de Loulay
- le canton de Matha
- le canton de Saint-Hilaire-de-Villefranche
- le canton de Saint-Jean-d'Angély
- le canton de Saint-Savinien
- le canton de Tonnay-Boutonne
- le canton de Tonnay-Charente

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes du canton d'Aulnay-de-Saintonge
- la Communauté de communes du canton de Loulay
- la Communauté de communes du canton de Saint-Hilaire-de-Villefranche
- la Communauté de communes du canton de Saint-Jean-d'Angély
- la Communauté de communes du Pays de Matha
- la Communauté de communes du Pays Savinois
- la Communauté de communes du Val de Trézence de la Boutonne à la Devise

Zones éligibles objectif 2 : environ un tiers des communes est en soutien transitoire, les autres communes bénéficiant quant à elles de l'objectif 2.

DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES

LE PAYS DU BOCAGE BRESSUIRAIS

LE PAYS DE GATINE

LE PAYS DU HAUT VAL DE SEVRE

LE PAYS MELLOIS

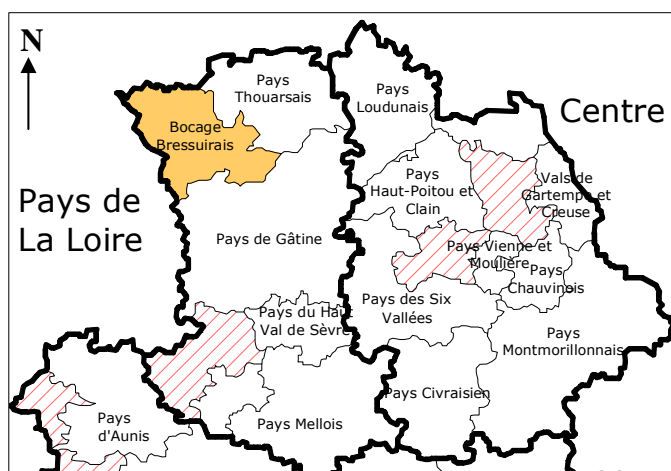
LE PAYS THOUARSAIS

PAYS DU BOCAGE BRESSUIRAIS

Département des Deux-Sèvres

Superficie : 814 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 20



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Les origines du Pays du Bocage Bressuirais remontent à 1987, année marquée par la création de l'Association pour le tourisme dans le Bocage Bressuirais.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Février 1997.
- Son périmètre définitif a été approuvé (loi UH) en Février 2004.
- Le contrat de territoire 2004-2006 a été adopté par la commission permanente du Conseil Régional le 20 septembre 2004.
- En Juin 2005, le Pays conclu avec l'Etat un contrat de Pays.
- Le Pays du Bocage Bressuirais participe à une expérimentation, aux « territoires numériques ».

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte du Pays du Bocage Bressuirais

Type de Pays: malgré le caractère rural du Pays, il est à noter que les 2/3 de la population résident dans les communes principales du territoire (voir ci-dessus), même si elles sont de petite taille. Les quelques pôles urbains du Pays lui confère alors une dimension urbaine.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Bressuire : 17799 habitants (1999)
- Cerizay : 4589 habitants (1999)
- Courlay : 2338 habitants (2004)
- La Forêt-sur-Sèvre : 2267 habitants (2005)
- Mauléon : 7327 (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
51090 habitants	51 257 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La démographie reste stable dans son ensemble malgré une légère baisse de la population depuis 1999. La ville de Bressuire se démarque en ce qu'elle est l'unique ville à accueillir plus de 15000 habitants.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 7

Densité : 63 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Argenton-Château
- le canton de Bressuire
- le canton de Cerizay
- le canton de Mauléon

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes Delta-Sèvre-Argent
- la Communauté de communes de l'Argentonnois
- la Communauté de communes Cœur du Bocage

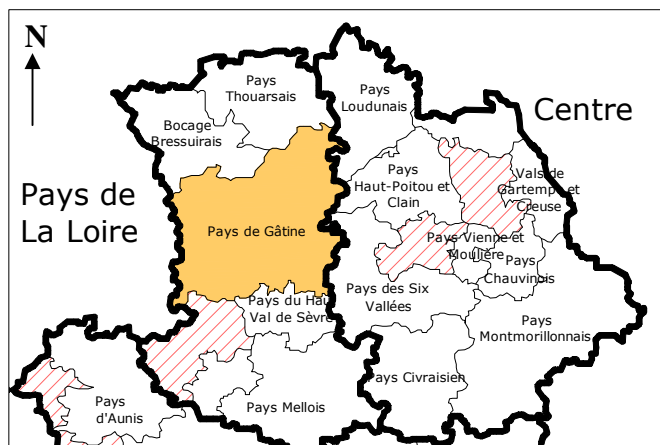
Zones éligibles objectif 2 : l'ensemble des communes du territoire est en zone éligible à l'objectif 2.

PAYS DE GATINE

Département des Deux-Sèvres

Superficie : 1950 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 99



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- En 1974, est en effet crée le comité d'aménagement rural et urbain de la Gâtine, qui donnera lieu une trentaine d'années plus tard au Pays de Gâtine tel qu'on le connaît aujourd'hui.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Février 1997.
- Son périmètre a été définitivement approuvé le 26 mars 2003.
- Le Pays de Gâtine s'est doté d'un contrat de territoire, en partenariat avec la Région, approuvé le 27 février 2004.
- Le Pays a conclu avec l'Etat en Juin 2005 un contrat de Pays.
- Le Pays applique un programme Leader+ (2000-2006) sur le thème de la « valorisation des ressources naturelles et culturelles ».

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte d'Action pour l'Expansion de la Gâtine

Type de Pays: au vu de la superficie du territoire et de la taille des communes et des villes, le Pays de Gâtine est à dominante rurale.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Airvault : 3097 habitants (1999)
- Châtillon-sur-Thouet : 2872 habitants (2004)
- Coulonges-sur-l'Autize : 2146 habitants (1999)
- Moncoutant : 3019 habitants (2004)
- Parthenay : 10466 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
75666 habitants	76489 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Le Pays de Gâtine connaît une légère progression de la démographie.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 37

Densité : 39 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d’Airvault
- le canton de Champdeniers-Saint-Denis
- le canton de Coulonges-sur-l’ Autize
- le canton de Mazières-en-Gâtine
- le canton de Ménigoute
- le canton de Montcoutant
- le canton de Parthenay
- le canton de Saint-Loup-Lamairé
- le canton de Secondigny
- le canton de Thénézay

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de l’Orée de Gâtine
- la Communauté de communes du Pays Ménigoutais
- la Communauté de communes du Pays Sud-Gâtine
- la Communauté de communes du Pays Thénézéen
- la Communauté de communes du Val d’Autize
- la Communauté de communes du Val de Thouet
- la Communauté de communes du Val d’Egray
- la Communauté de communes Espace Gâtine
- la Communauté de communes de l’Airvaudais
- la Communauté de communes Terre de Sèvre
- la Communauté de communes de Parthenay

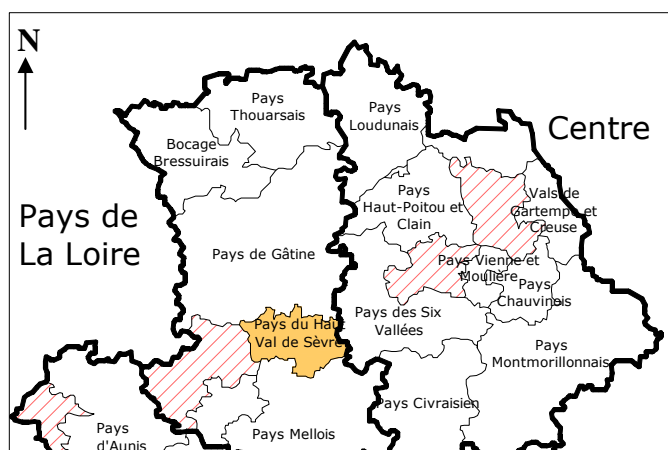
Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d’un soutien transitoire.

PAYS DU HAUT VAL DE SEVRE

Département des Deux-Sèvres

Superficie : 404 km²

Nombre de communes au sein du pays : 22



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays est d'origine récente puisqu'il date de 1998 seulement, avec la création du Syndicat Mixte pour le développement du Saint-Maixentais.
- Son périmètre (loi UH) a été définitivement approuvé en Février 2005.
- Le contrat de territoire a été approuvé le 14 mars 2005.
- Le pays a conclu un contrat de pays avec l'Etat en Juin 2005.

Structure juridique du pays : le Syndicat Mixte du Pays du Haut Val de Sèvre

Type de pays: rural

Communes principales du pays (supérieures à 2000 habitants) :

- La Crèche : 4684 habitants (1999)
- Saint-Maixent-l'Ecole : 6602 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
28192 habitants	28889 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

A l'image d'un bon nombre de pays de Poitou-Charentes, celui du Haut Val de Sèvre connaît une certaine stabilité démographique, voire une légère augmentation de la population. D'après les données fournies par le dernier recensement, toutes les communes sondées ont signalé une croissance démographique sur leur commune.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 11

Densité : 71 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de La Mothe-Saint-Héray
- de Saint-Maixent-l'Ecole (1^{er} et 2^{ème} cantons)

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes Arc-en-Sèvre
- la Communauté de communes de la Haute-Sèvre
- la Communauté de communes du Val de Sèvre

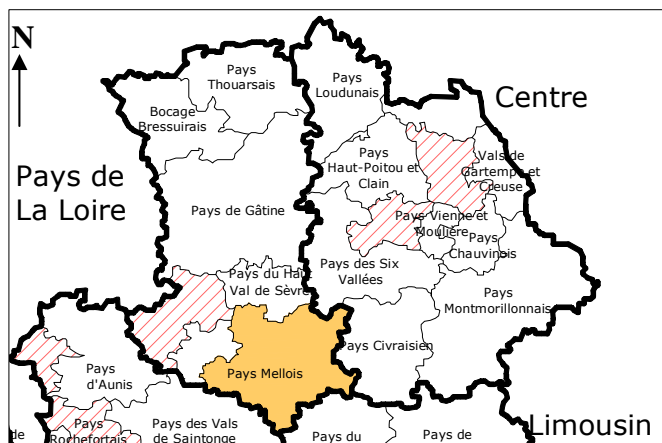
Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d'un soutien transitoire.

PAYS MELLOIS

Département des Deux-Sèvres

Superficie : 1226 km²

**Nombre de communes au sein du
Pays : 78**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- le syndicat mixte tel qu'il existe à l'heure actuelle a été formé en 1976.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Février 1997.
- Le périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Juin 2005.
- Le contrat de territoire du Pays a été signé en Septembre 2004
- Une expérimentation sur le « Développement Responsabilité et Solidaire » est menée sur le Pays Mellois :
- Un programme Leader+ (2000-2006) est appliqué sur le territoire, sur le thème de « l'amélioration de la qualité de la vie dans les zones rurales ».

Structure juridique du Pays : Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Pays Mellois.

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants) :

- Celles-sur-Belle : 3480 habitants (1999)
- Chef-Boutonne : 2193 habitants (2005)
- Lezay : 2093 habitants (1999)
- Melle : 3851 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
42619 habitants	42759 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La population n'a pratiquement pas évolué depuis 1999, le Pays Mellois ne pouvant constater sur son territoire une augmentation de 140 habitants seulement.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 6

Densité : 35 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Brioux-sur-Boutonne
- le canton de Celles-sur-Belle
- le canton de Lezay
- le canton de Melle
- le canton de Sauzé-Vaussais

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté cantonale de Celles-sur-Belle
- la Communauté de communes de Melle
- la Communauté de communes du cœur du Poitou
- la Communauté de communes du Lezayen
- la Communauté de communes du Val de Boutonne

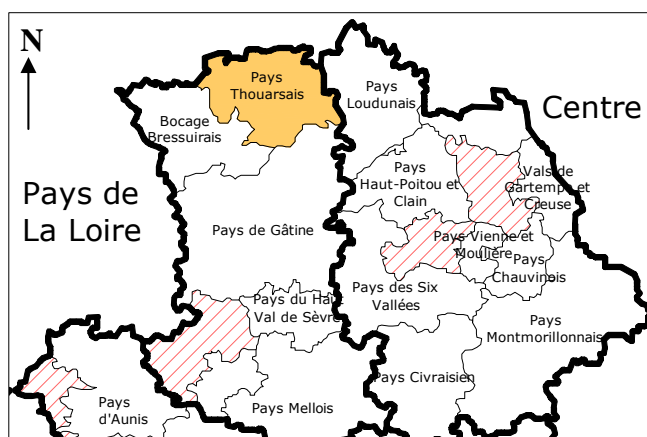
Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d'un soutien transitoire.

PAYS THOUARSAIS

Département des Deux-Sèvres

Superficie : 826 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 45



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Les prémices du Pays Thouarsais remontent à 1978, avec la création du SIVOM de solidarité du Pays Thouarsais.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Septembre 1998.
- Le 17 mai 2004, le périmètre définitif (loi UH) a été adopté.
- Le contrat de territoire 2004-2006 passé avec la Région a été signé le 15 novembre 2004.
- Le Pays a conclu un contrat de Pays avec l'Etat en Juin 2005.

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte du Pays Thouarsais.

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants) :

- Saint-Varent : 2483 habitants (2005)
- Thouars : 10656 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
41067 habitants	41194 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Malgré une légère baisse de la démographie, la population reste relativement stable.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 12

Densité : 50 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Argenton-Château
- le canton de Saint-Varent
- le canton de Thouars (1^{er} et 2^{ème} canton)

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de l'Argentonnois
- la Communauté de communes du Saint-Varentonnais
- la Communauté de communes du Thouarsais

Zones éligibles objectif 2 : l'ensemble des communes du territoire est en zone éligible à l'objectif 2.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PAYS CHAUVINOIS

LE PAYS CIVRAISIEN

LE PAYS DU HAUT-POITOU-CLAIN

LE PAYS LOUDUNAIS

LE PAYS MONTMORILLONNAIS

LE PAYS DES SIX VALLEES

LE PAYS DU VAL DE GARTEMPE ET CREUSE

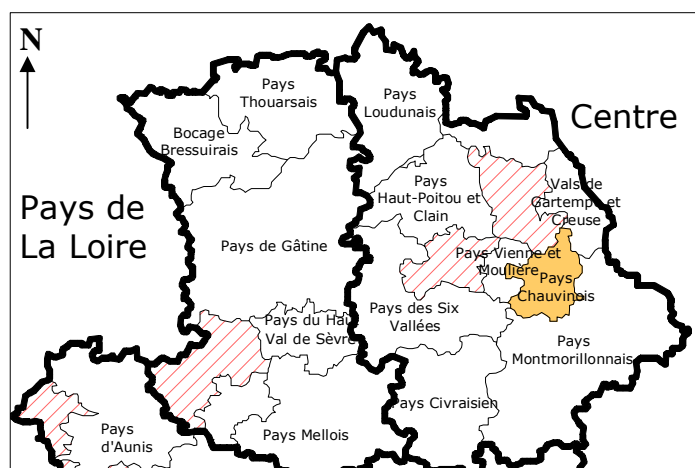
LE PAYS DE VIENNE ET MOULIERE

PAYS CHAUVINOIS

Département de la Vienne

Superficie : 313 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 10



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- L'origine du Pays Chauvinois date de 1992 avec la création d'un SIVOM.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Novembre 1997.
- Son périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Novembre 2005.
- Un contrat de Pays a été conclu entre l'Association et l'Etat en Juin 2005.
- Le Pays Chauvinois est doté d'un contrat de territoire adopté par la commission permanente du Conseil Régional le 11 juillet 2005.

Structure juridique du Pays : Association intercommunale de développement du Pays Chauvinois.

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Chauvigny : 7025 habitants (1999)
- Valdivienne : 2308 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
12493 habitants	12535 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Le Pays Chauvinois maintient sa population.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 4

Densité : 40 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Chauvigny
- le canton de Pleumartin
- le canton de Saint-Julien l'Ars

Découpage intercommunal (EPCI) : le Pays est composé d'une Communauté de communes ; celle du Pays Chauvinois

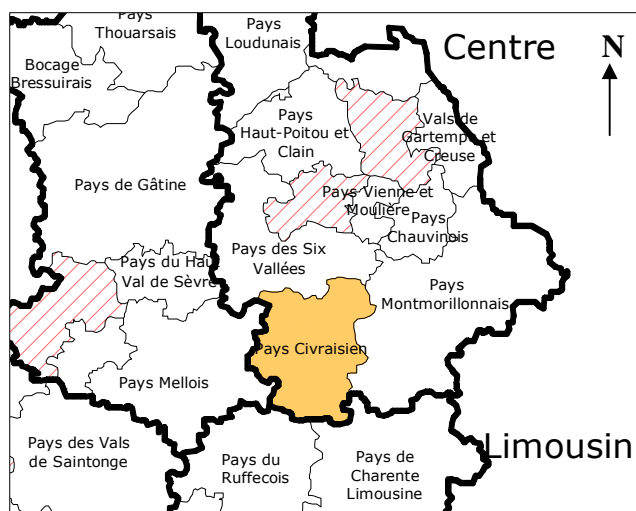
Zones éligibles objectif 2 : une seule commune située sur le territoire intercommunal bénéficie de l'objectif 2.

PAYS CIVRAISIEN

Département de la Vienne

Superficie : 888 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
40**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays a connu ses premières expériences en 1979, porté par la même structure qu'à l'heure actuelle.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Novembre 1997.
- Son périmètre définitif (loi UH) a toutefois été adopté en Juin 2005.
- Le Pays Civraisien est doté d'un contrat de territoire pour 2004-2006, avec la commission permanente du Conseil Régional depuis le 25 avril 2005.
- Le Pays a aussi conclu un contrat de Pays avec la Région en Juin 2005.
- Le Pays Civraisien fait l'objet d'une expérimentation relative aux « territoires numériques », en collaboration avec l'Etat et la Région.
- Le Pays bénéficie d'un programme Leader+ (2000-2006) sur le thème de la « valorisation des ressources naturelles et culturelles ».

Structure juridique du Pays : Syndicat Mixte du Pays Civraisien

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Civray : 2748 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
25886 habitants	26546 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Le Pays Civraisien amorce une légère reprise démographique depuis 1999. Si la plus forte progression révélée par les derniers recensements a eu lieu sur la commune de Civray, l'accroissement démographique se fait essentiellement ressentir sur les communes situées au nord du territoire.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 21

Densité : 30 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Gençay
- le canton de Couhé
- le canton de Charroux
- le canton de Civray

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes du Pays Gencéen
- la Communauté de communes de la Région de Couhé
- la Communauté de communes du Pays Charlois
- la Communauté de communes du Civraisien

Zones éligibles objectif 2 : toutes les communes bénéficient d'un soutien transitoire.

La démographie a augmenté de 3.6%. Cette progression ne s'est pas effectuée uniquement sur les villes du Pays mais aussi sur les communes inférieures à 2000 habitants.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 18

Densité : 67 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Lencloître
- le canton de Mirebeau
- le canton de Monts-Sur-Guesnes
- le canton de Neuville de Poitou
- le canton de Saint-Georges les Baillargeaux
- le canton de Vouneuil-sur-Vienne

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes du Lencloîtrais
- la Communauté de communes du Neuvilleois
- la Communauté de communes du Val Vert du Clain
- la Communauté de communes du Mirabelais

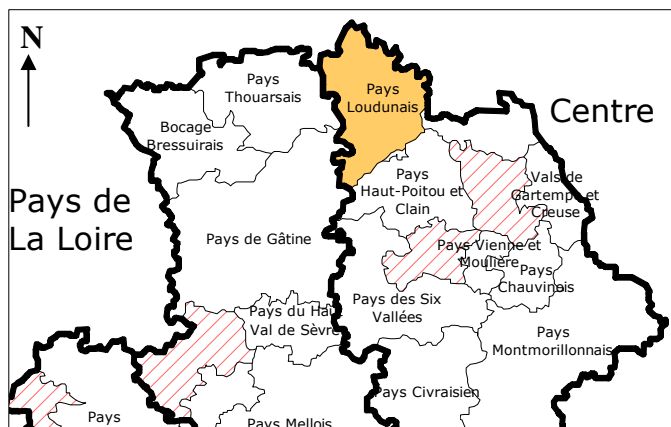
Zones éligibles objectif 2 : aucune commune n'est concernée par l'objectif 2 ni même par un soutien transitoire.

PAYS LOUDUNAIS

Département de la Vienne

Superficie : 849 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 45



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- L'origine du Pays remonte à 1973 avec la création du syndicat intercommunal de solidarité du Loudunais.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Décembre 1996.
- Son périmètre définitif (loi UH) a quant à lui été approuvé en Mai 2005.
- Le Pays Loudunais est doté d'un contrat de territoire adopté par la commission permanente du Conseil Régional en Mai 2005.

Structure juridique du Pays : La Communauté de communes du Pays Loudunais.

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Loudun : 7704 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
24625 habitants	24591 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Le Pays Loudunais connaît une stabilité démographique depuis 1999.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 12

Densité : 29 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Loudun

- le canton de Moncontour
- le canton de Monts-sur-Guesnes
- le canton Les Trois-Moutiers

Découpage intercommunal (EPCI) : 1 Communauté de communes ; celle du Pays Loudunais.

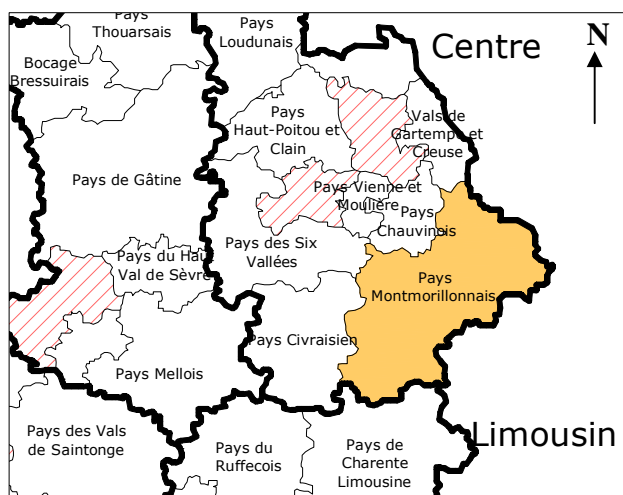
Zones éligibles objectif 2 : les communes du territoire bénéficient de l'objectif 2.

PAYS MONTMORILLONNAIS

Département de la Vienne

Superficie : 1721 km²

**Nombre de communes au sein du Pays :
47**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- La création du Pays remonte à une période assez ancienne, avec la mise en place dès 1976 de l'Association pour l'Aménagement du Montmorillonnais.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Novembre 1997.
- Son périmètre définitif (loi UH) a été approuvé le 20 juin 2005.
- Le contrat de territoire du Pays passé avec la commission permanent du Conseil Régional date du 15 novembre 2004.
- Le contrat de Pays a été conclu avec l'Etat en Juin 2005.
- Un programme Leader+ (2000-2006) s'applique sur le territoire, sur le thème de la « valorisation des ressources naturelles et culturelles ».

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte du Pays Montmorillonnais.

Type de Pays: rural

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants) :

- Montmorillon : 6898 habitants (1999)
- Lussac-les-Châteaux : 2407 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
35519 habitants	35264 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Si la démographie reste relativement stable, les derniers recensements effectués sur le territoire révèlent toutefois une légère baisse de la population, y compris sur la ville de Lussac-les-Châteaux.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 19

Densité : 20 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton d'Availles-Limouzine
- le canton de Gençay
- le canton de l'Isle-Jourdain
- le canton de Lussac-les-Châteaux
- le canton de Montmorillon
- le canton de Saint-Savin
- le canton de la Trimouille

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes du Lussacois
- la Communauté de communes du Montmorillonnais

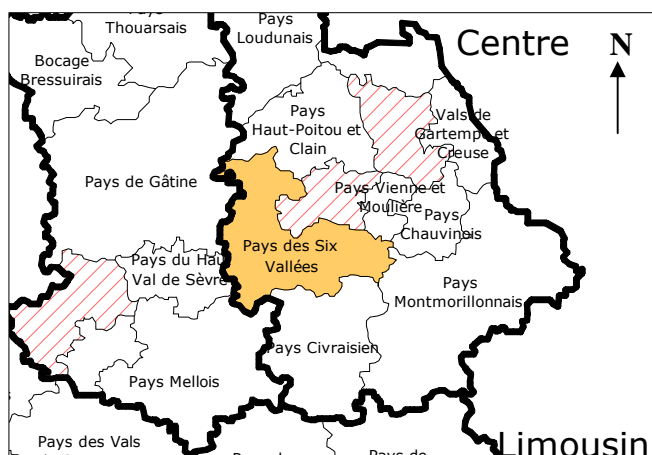
Zones éligibles objectif 2 : une grande majorité des communes du Pays bénéficient de l'objectif 2, d'autres communes d'un soutien transitoire. Un dernier ensemble de communes ne font l'objet d'aucune aide de ce type.

PAYS DES SIX VALLEES

Département de la Vienne

Superficie : 1012 km²

**Nombre de communes au sein du
Pays : 39**



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays des Six Vallées est une structure intercommunale récente datant de 1997, avec la même structure qu'à l'heure actuelle.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Novembre 1997.
- Son périmètre définitif (loi UH) a été approuvé en Mai 2005.
- Le contrat de territoire passé avec la Région pour la période 2004-2006 date du 15 novembre 2004.
- Le Pays a conclu en Juin 2005 un contrat de Pays avec l'Etat.
- Le Pays des Six Vallées se prête à une expérimentation, en collaboration avec l'Etat et la Région, concernant le « développement Responsable et Solidaire ».

Structure juridique du Pays : le Syndicat Mixte des Six Vallées

Type de Pays: le Pays des Six Vallées tend progressivement vers une urbanisation. Celle-ci est à relativiser puisque les villes présentes sur le territoire des Six Vallées restent de petite taille.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Iteuil : 2814 habitants (1999)
- Ligugé : 2817 habitants (1999)
- Lusignan : 2677 habitants (1999)
- Nouaillé-Maupertuis : 2588 habitants (2005)
- Quinçay : 2051 habitants (2005)
- Rouillé : 2355 habitants (2005)
- Smarves : 2156 habitants (1999)
- Vivonne : 3045 habitants (2004)
- Vouillé : 3152 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
46339 habitants	47917 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Sur une période de six années, le territoire des Six Vallées a connu une progression de la démographie de 3,4%. A noter que la commune de Quinçay constitue désormais une ville ayant franchi le seuil des 2000 habitants depuis 1999.

Nombre de communes recensées depuis 1999 : 15

Densité : 47 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Lusignan
- le canton de la Villedieu-du-Clain
- le canton de Vivonne
- le canton de Vouillé
- le canton de Poitiers (5^{ème} canton)

Découpage intercommunal (EPCI) :

- la Communauté de communes de la Région de la Villedieu-du-Clain
- la Communauté de communes du Pays Mélusin
- la Communauté de communes du Pays Vouglaisien
- la Communauté de communes Vonne et Clain

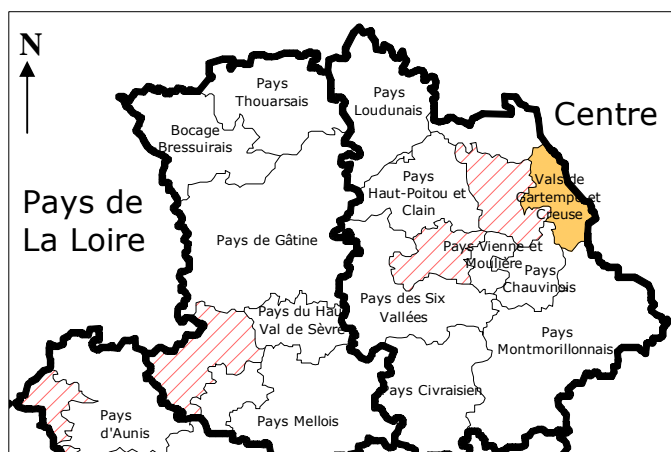
Zones éligibles objectif 2 : aucune commune n'est concernée par l'objectif 2 ni même par un soutien transitoire.

PAYS DES VALS DE GARTEMPE ET CREUSE

Département de la Vienne

Superficie : 351 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 11



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- La naissance du Pays des Vals de Gartempe et Creuse date de 1984 avec la création du syndicat intercommunal de développement du Pays d'entre Vienne et Creuse.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Février 1998.
- A ce jour, le périmètre définitif (loi UH) du Pays n'a pas encore été adopté ; son périmètre d'étude (LOADDT) a cependant été approuvé en Janvier 2003.
- Le contrat de territoire passé avec la commission permanente du Conseil Régional pour la période 2004-2006 a été adopté définitivement en Octobre 2004.

Structure juridique du Pays : La Communauté de communes des Vals de Gartempe et Creuse.

Type de Pays: le Pays des Vals de Gartempe et Creuse est de type rural, puisque dépourvu de ville.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- La Roche-Posay : 1445 habitants (1999)
- Pleumartin : 1160 habitants (2005)
- Saint-Pierre-de-Maillé : 915 habitants (1999)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
7268 habitants	7396 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

La démographie reste stable, marquée par une légère croissance depuis 1999.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 6

Densité : 21 hab/km²

Découpage cantonal :

- le canton de Saint-Savin
- le canton de Pleumartin

Découpage intercommunal (EPCI) : la Communauté de communes des Vals de Gartempe et Creuse

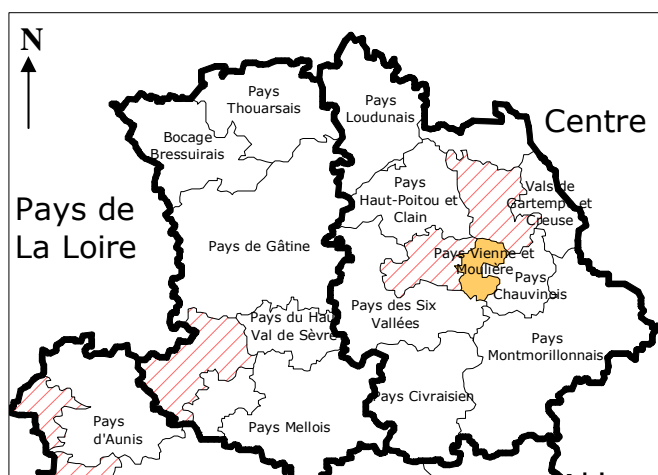
Zones éligibles objectif 2 : les communes du territoire bénéficient de l'objectif 2.

PAYS DE VIENNE ET MOULIERE

Département de la Vienne

Superficie : 191 km²

Nombre de communes au sein du Pays : 10



Réalisation : Anna FOUREL

Historique du Pays :

- Le Pays Vienne et Moulière a émergé en 1990, lors de la création du syndicat intercommunal de développement du Pays de Vienne et Moulière.
- Le Pays a été juridiquement reconnu (LOADT) en Décembre 1996.
- Depuis le 6 juin 2005, son périmètre définitif a été approuvé (loi UH).
- Le contrat de territoire passé avec la commission permanente du Conseil Régional pour la période 2004-2006 a été approuvé en mars 2005.

Structure juridique du Pays : il s'agit de la Communauté de communes Vienne et Moulière.

Type de Pays: le Pays Vienne et Moulière est plutôt de type rural, la commune de Saint-Julien l'Ars étant la plus peuplée du territoire intercommunal.

Communes principales du Pays (supérieures à 2000 habitants):

- Saint-Julien l'Ars : 2148 habitants (2005)

Démographie et évolution de la population :

1999	2005
10775 habitants	10966 habitants

Source : INSEE, RGP 1999, 2004, 2005

Le Pays connaît une stabilité démographique, avec une légère croissance de la population, essentiellement sur la commune de Saint-Julien l'Ars.
Nombre de communes recensées depuis 1999 : 3

Densité : 57hab/km²

Découpage cantonal : un seul canton constitue le Pays de Vienne et Moulière : le canton de Saint-Julien l'Ars.

Découpage intercommunal (EPCI) : la Communauté de communes Vienne et Moulière constitue le découpage du Pays.

Zones éligibles objectif 2 : aucune commune n'est concernée par l'objectif 2 ni même par un soutien transitoire.

ANNEXE N°9
DATES DE CREATION DES PAYS EN REGION POITOU-CHARENTES

CHARENTE	Date de création du Pays avant la LOADT	Date de reconnaissance ou de création du Pays au titre de la LOADT
Pays de Charente Limousine	1976	1998
Pays d'entre Touvre et Charente	1987	1998
Pays d'Horte et Tardoire	1982	1999
Pays Ouest-Charente_Pays du Cognac	1985	1998
Pays Sud Charente	1972	1999
Pays du Ruffécois	1970	1997

Source : SIR Poitou-Charentes

CHARENTE MARITIME	Date de création du Pays avant la LOADT	Date de reconnaissance ou de création du Pays au titre de la LOADT
Pays d'Aunis	1994	1996
Pays de Haute-Saintonge	1976	1997
Pays de l'Ile de Ré	1993	1996
Pays de Marennes-Oléron		1997
Pays Rochefortais		1996
Pays de Saintonge Romane		1996
Pays des Vals de Saintonge	1975	1996

Source : SIR Poitou-Charentes

DEUX-SEVRES	Date de création du Pays avant la LOADT	Date de reconnaissance ou de création du Pays au titre de la LOADT
Pays du Bocage Bressuirais	1987	1997
Pays de Gâtine	1974	1997
Pays du Haut Val de Sèvre		1998
Pays Mellois	1976	1997
Pays Thouarsais	1978	1998

Source : SIR Poitou-Charentes

VIENNE	Date de création du Pays avant la LOADT	Date de reconnaissance ou de création du Pays au titre de la LOADT
Pays Chauvinois	1992	1997
Pays Civraisien	1979	1997
Pays du Haut-Poitou et Clain		1996
Pays Loudunais	1973	1996
Pays Montmorillonnais	1976	1997
Pays des Six Vallées		1997
Pays du Val de Gartempe et Creuse	1984	1998
Pays de Vienne et Moulière	1990	1996

Source : SIR Poitou-Charentes

ANNEXE N°10

REPARTITION DES FINANCEMENTS (EN EUROS) OCTROYES PAR LA REGION POITOU-CHARENTES AUX PAYS DANS LE CADRE DU CONTRAT REGIONAL DE TERRITOIRE 2004-2006

PRIORITES REGIONALES	Pays des Six Vallées	% de la dotation globale	Pays du Haut-Poitou et Clain	% de la dotation globale
Emploi/économie	414 695	16,3	474 378	20,1
Santé, handicap	155 000	6,1	176 280	7,5
Environnement	168 618	6,7	393 977	16,7
Agriculture	159 200	6,3	52 944	2,2
Vivre ensemble	513 000	20,2	206 211	8,7
Equipements	364 935	14,4	327 915	13,9
Education	159 207	6,3	225 580	9,6
Ingénierie/Animation	382 295	15	289 865	12,3
Total	2 316 950	91	2 147 150	90,9
Contribution au fonds de péréquation régional	231 695	9,1	214 715	9,1
TOTAL	2 548 645	100	2 361 865	100

Source : Pays

PRIORITES REGIONALES	Pays de Charente Limousine	% de la dotation globale	Pays Loudunais	% de la dotation globale
Emploi/économie	440 485	20,8	194 074	14
Santé, handicap	10 000	0,5	84 300	6
Environnement	10 000	0,5	95 397	7
Agriculture	17 600	0,8	30 000	2
Vivre ensemble	711 320	33,5	189 313	14
Equipements	360 445	17	430 253	31
Education	90 000	4,2	82 913	6
Ingénierie/Animation	290 000	13,7	150 000	11
Total	1 929 850	91	1 256 250	91
Contribution au fonds de péréquation régional	192 985	9	125 625	9
TOTAL	2 122 835	100	1 381 875	100

Source : Pays

PRIORITES REGIONALES	Pays de l'île de Ré	% de la dotation globale	Pays de Gâtine	% de la dotation globale
Emploi/économie	98 911	10,9	748 900	17,5
Santé, handicap	181 490	20	100 000	2,5
Environnement	27 223	3	275 000	6,5
Agriculture	45 372	5	215 000	5
Vivre ensemble	181 490	20	1 158 415	27
Equipements	127 042	14	750 000	17,5
Education	27 223	3	-	0
Ingénierie/Animation	136 117	15	641 685	15
Total	824 868	90,9	3 889 000	91
Contribution au fonds de péréquation régional	82 577	9,1	388 900	9
TOTAL	907 445	100	4 277 900	100

Source : Pays

PRIORITES REGIONALES	Pays Rochefortais		% de la dotation globale	
	Volet agglo	Volet pays	Volet agglo	Volet pays
Emploi/économie	830 000	285 245	26458,40	9092,92
Santé, handicap	114 000	0	3634,05	0,00
Environnement	188 000	42 329	5992,99	1349,35
Agriculture	0	60 000	0,00	1912,66
Vivre ensemble	617 764	249 000	19692,83	7937,52
Equipements	190 000	42 916	6056,74	1368,06
Education	114 000	0	3634,05	0,00
Ingénierie/Animation	0	119 196	0,00	3799,68
Total	2 053 764	798 686	65469,05	25460,18
Contribution au fonds de péréquation régional			9,1	
TOTAL	3 137 695		100	

Source : Pays

ANNEXE N°11
LES STRUCTURES PORTEUSES DES PAYS DE POITOU-CHARENTES

CHARENTE	Syndicat Mixte	Communauté de communes	Association
Pays de Charente Limousine	OUI		
Pays d'entre Touvre et Charente	OUI		
Pays d'Horte et Tardoire	OUI		
Pays Ouest-Charente_Pays du Cognac	OUI		
Pays du Ruffécois	OUI		
Pays Sud Charente	OUI		
Total	6		

Source : SIR Poitou-Charentes

CHARENTE MARITIME	Syndicat Mixte	Communauté de communes	Association
Pays d'Aunis	OUI		
Pays de Haute-Saintonge		OUI	
Pays de l'Ile de Ré		OUI	
Pays de Marennes-Oléron	OUI		
Pays Rochefortais	OUI		
Pays de Saintonge Romane	OUI		
Pays des Vals de Saintonge	OUI		
Total	5	2	

Source : SIR Poitou-Charentes

DEUX-SEVRES	Syndicat Mixte	Communauté de communes	Association
Pays du Bocage Bressuirais	OUI		
Pays de Gâtine	OUI		
Pays du Haut Val de Sèvre	OUI		
Pays Mellois	OUI		
Pays Thouarsais	OUI		
Total	5	0	0

Source : SIR Poitou-Charentes

VIENNE	Syndicat Mixte	Communauté de communes	Association
Pays Chauvinois			OUI
Pays Civraisien	OUI		
Pays du Haut-Poitou et Clain			OUI
Pays Loudunais		OUI	
Pays Montmorillonnais	OUI		
Pays des Six Vallées	OUI		
Pays du Val de Gartempe et Creuse		OUI	
Pays de Vienne et Moulière		OUI	
Total	3	3	2

Source : SIR Poitou-Charentes